



**INDIANA
UNIVERSITY
LIBRARY**

LES SERBES

ET

LA MISSION DE LA SERBIE

DANS L'EUROPE D'ORIENT

Bruxelles. — Typographie de A. LACROIX, VERBOECKHOVEN et C^{ie},
boulevard de Waterloo, 42.

327 p.
25.
B. 21/412

LES SERBES

ET

LA MISSION DE LA SERBIE

DANS L'EUROPE D'ORIENT

PAR

VLADIMIR YOVANOVICS.

Vladimir Jovanovic



PARIS

LIBRAIRIE INTERNATIONALE

45, boulevard Montmartre, 45

A. LACROIX, VERBOECKHOVEN ET C^{ie}, ÉDITEURS

A BRUXELLES, A LEIPZIG ET A LIVOURNE

1870

SK

DR 341

. J86

INDIANA UNIVER.

RARE

AVANT-PROPOS

10-20-65

La Serbie, par son émancipation glorieuse de la domination étrangère, au commencement de ce siècle, a attiré sur elle l'attention du monde politique; sur elle restent fixés les regards de douze millions de Chrétiens d'Orient.

Un examen un peu plus approfondi des lois naturelles qui président aux développements et aux transformations des peuples, ne manquera pas de conduire à la conviction que le pays d'où est parti le premier cri héroïque de la liberté et de l'indépendance nationale, dans l'Europe orientale, que la Serbie émancipée doit avoir pour mission de se faire un centre du mouve-

ment général, le porte-drapeau des idées libérales et progressistes, dans cette partie de l'Europe.

Nous essaierons de réunir en faisceau les lumières éparses qui pourraient éclairer le génie et les tendances des Serbes. Leur connaissance est nécessaire pour bien juger la valeur morale et politique des aspirations qui portent cette nation vers un état plus conforme à ses instincts. Ces instincts et ces aspirations, le présent ne les satisfait pas.

LES SERBES

ET

LA MISSION DE LA SERBIE

DANS L'EUROPE D'ORIENT

I

ÉPOQUE DE L'INDÉPENDANCE NATIONALE SERBE

Origine de la vie politique serbe. — Les Croates et les Serbes, deux branches d'une même nationalité. — Génie national serbe. — Self-government des Serbes. — Introduction du système monarchique. — Époque de la dynastie des Némánias. — Empire serbe sous Douchan le Puissant. — Division de la société en classes sous le système monarchique. — Le code de Douchan. — L'indépendance nationale serbe, favorable au progrès de la civilisation.

La plus féconde source où puisse être puisée la vérité sur les Serbes c'est l'histoire, qui s'attache à constater des faits et à découvrir leur enchaînement, leurs causes et leurs effets.

L'histoire ne prend connaissance de la vie politique des Serbes, race slave, qu'à l'époque où l'Europe d'orient commençait à être occupée par les Slaves, c'est à dire par les Serbes et les Croates.

Selon *Chaffarik*, historien slave, les Serbes, avant de s'établir dans les pays de l'Europe d'orient, habitaient les Carpates à l'est et la Russie Rouge. Les Serbes de Carpates prirent le nom local : *Horbati*, *Horvati* (d'où les *Croates*) de la montagne *Hrbi* ou *Horbi*; les autres ont maintenu le nom national de *Serbes*.

Commencée au cinquième siècle, l'occupation de l'Europe orientale par les Serbes et les Croates fut achevée au septième. A cette époque la Mésie, la Thrace, la Macédoine et la majeure partie de la Thessalie et de la Grèce étaient devenus les pays slaves.

Au moment où les Serbes venaient de s'établir dans la nouvelle patrie, ils formaient avec les Croates une seule et même nation, quoiqu'ils habitassent des contrées différentes, sous des chefs indépendants, et malgré la différence de nom déjà signalée.

Les Serbes et les Croates se sont partagé les

pays de la nouvelle patrie; les Serbes s'établirent dans la partie du territoire située au nord et à l'est et qui comprenait les pays connus actuellement sous le nom de Serbie, de Bosnie, d'Herzégovine, de Monténégro, de Métohie, d'Istrie, du territoire de Raguse et des bouches de Cattaro; les Croates occupèrent les pays au sud et à l'ouest, qui avaient pour limites : au sud la rivière Czetigne et les villes Imoski et Livno; à l'est la rivière Verbas, ou les villes Yaïacz et Banïalouka; au nord la Save et la Koulpe; à l'est l'Adriatique.

Une petite partie des Croates avait passé en Illyrie et en Pannonie pour y fonder une principauté indépendante. Cette extension du territoire croate doit être cherchée dans la partie orientale de l'actuelle Militairgraenze (confins militaires) et en Slavonie. Le nom de Croates a été appliqué à la Croatie provinciale actuelle depuis trois siècles; jusque-là ce pays portait le nom de Slavonie. — Les Croates ont probablement possédé aussi quelques îles de l'Adriatique.

Toute la différence entre les Serbes et les Croates se réduit à celle des cultes; les Serbes

appartiennent, en général, à l'Église grecque non unie, et les Croates à l'Église catholique romaine.

La langue des Croates n'a jamais eu un caractère assez distinctif pour qu'elle puisse être considérée comme un dialecte indépendant de la langue serbe. Dans son *Histoire de la littérature serbe*, Chaffarik dit avec raison que cette histoire doit embrasser également les produits littéraires de toutes les branches différentes de la nationalité serbe, la Bosnie et la Dalmatie y comprises, aussi bien que la Croatie et la Slavonie, car toutes ces branches nationales serbes ne parlent, au fond, qu'un dialecte, et leur littérature forme un harmonieux ensemble.

Le génie de la nationalité serbe se distingue par les mœurs démocratiques. Sur ce point tous les écrivains sont d'accord.

Les anciens Serbes vivaient en une confédération républicaine, formée par des *joupas* (cantons) indépendantes. La souveraineté résidait dans la nation et fut primitivement exercée par une assemblée générale. La forme du gouvernement était, en principe, celle du *self-government*; le peuple se gouvernait par lui-même, ce

qui avait pour base l'égalité des droits. A la tête de chaque joup se trouvait un chef élu, le *joupan*, qui était l'exécuteur de la volonté de tous les citoyens de la joup; cette volonté était exprimée par l'assemblée de la joup. Les affaires générales de la nation étaient réglées dans une assemblée représentant la nation tout entière et qui était appelée *vécsa* ou *sbore*, ou *skoupchtina*. Le président de cette assemblée, élu par elle-même et appelé *veliki joupan* (le grand joup), était investi du pouvoir d'administrer les affaires du pays en temps de paix. En cas de guerre chaque joup se désignait, par le choix populaire, son propre commandant, appelé le *ban*, et l'assemblée générale nommait le *voïvoda* (ou général en chef). Pendant la guerre le voïvoda exerçait le pouvoir dictatorial; tous les bans étaient soumis à ses ordres supérieurs. La dictature cessait avec la guerre, et l'Assemblée générale reprenait alors le pouvoir souverain.

Les institutions démocratiques des Serbes passèrent avec eux, de leur ancienne patrie, dans les pays de l'Europe orientale qu'ils occupèrent au septième siècle. Ces pays furent cédés aux Serbes par l'empereur Héraclius, en récom-

pense de la valeur avec laquelle ils avaient repoussé les Avars et quelques autres tribus sauvages, qui dévastaient les parties éloignées de l'empire byzantin ; mais la condition fut, en même temps, imposée au peuple serbe de reconnaître la suprématie de Byzance. Cette suprématie ne fut pas de longue durée ; elle cessa avec la mort de l'empereur Héraclius, les Serbes ayant réussi à rétablir leur indépendance nationale.

Malheureusement l'influence de Byzance a été assez forte pour préparer le terrain, dans les pays serbes, au système monarchique, tel qu'il existait dans l'empire d'Orient. Ainsi, le grand joupán, jadis le président élu de l'Assemblée générale des Serbes, devint, sous cette influence funeste, le chef *héréditaire* de la nation, et, comme tel, le fondateur d'une dynastie. Voilà comment à la période des grands joupáns succéda celle des *rois* et des *empereurs* serbes.

On attribue aux monarques de la dynastie des *Némanias* le mérite d'avoir établi l'unité politique de la nation et formé et agrandi le territoire national.

Il est vrai que la Serbie, se trouvant, dans sa

position entre Constantinople et Rome, sous le coup des intrigues politiques et religieuses venant de l'Orient et de l'Occident, a été, antérieurement aux rois de la dynastie des Némanïas, déchirée par des dissensions intestines, toutes les fois que les différents prétendants au trône se laissaient entraîner par l'étranger à faire la guerre l'un contre l'autre. Il est également vrai qu'avant l'avènement de la dynastie des Nemanïas, les guerres extérieures des Serbes, loin d'agrandir la Serbie, n'ont fait qu'amener des pertes de territoire ; en 924, le roi bulgare *Siméon* dévasta la Serbie, et longtemps après, elle ressemblait encore à un morne désert. Il est vrai aussi, qu'au douzième siècle, le fondateur de la dynastie des Némanïas, nommé *Stévan Némanïa*, avait, en sa qualité de grand joupán, mis fin à cette guerre que se faisaient auparavant les prétendants au trône, en même temps qu'il a réuni tous les pays serbes sous son pouvoir centralisateur. Il est enfin certain que le même Némanïa avait agrandi le territoire serbe par la conquête de plusieurs provinces de l'empire de Byzance. L'œuvre commencée par Stévan Némanïa fut glorieusement poursuivie par ses successeurs ; déjà son

filz put se donner le titre du kral (le roi), et, au quatorzième siècle, la Serbie devint un grand empire, sous l'empereur *Douchan le Puissant*, fils de Stévan Detchanski, neuvième roi de la dynastie des Némanïas. Comme empire, la Serbie étendit ses frontières non seulement jusqu'à la *Save* et au *Danube*, au nord, et *Timok* à l'est, mais elle embrassait encore la *Bosnie*, la *Macédoine*, l'*Albanie*, la *Thessalie* et l'*Epire*. L'empereur Douchan fut même sur le point de conquérir Byzance, lorsque, au milieu de sa marche victorieuse vers Constantinople, à la tête de ses armées, il mourut subitement au village *Déabolis* en Albanie (le 18 décembre 1836).

L'unité et l'agrandissement de l'empire serbe, dont le mérite est attribué aux Némanïas n'étaient, malheureusement, que tout artificiels, tout extérieurs. Au lieu de plonger leurs racines dans les instincts et les mœurs démocratiques de la nation, ils s'appuyaient sur les éléments qui, comme un produit étranger, ont été introduits dans l'État serbe. Ces éléments étaient ceux que renferme en elle une division de la société en classes.

En effet, en opposition à l'esprit démocratique

de la nation, il y avait, dans l'empire serbe, quatre classes différentes : le clergé, la noblesse, la bourgeoisie et les paysans.

L'importance politique du clergé serbe avait augmenté au douzième siècle, où le plus jeune fils du grand joupan Némanïa, appelé par le peuple *saint Sava*, entra lui-même dans les rangs du clergé. Devenu archevêque, il fonda une hiérarchie nationale ayant douze évêchés en Serbie. Après la mort de saint Sava, l'influence du clergé paraît avoir plutôt diminué que s'être accrue. L'empereur Douchan avait élevé l'archevêché serbe en patriarcat indépendant. Jusqu'à cette époque les chefs de l'Église serbe résidaient à Jitcha (Phoeru); dès que le patriarcat serbe fut fondé, cette résidence fut transférée à Ipek (Pecs).

L'institution de la noblesse avait été consacrée et organisée dans l'État serbe simultanément avec l'adoption du système monarchique; elle se développait sous l'influence de ce système, et lorsque celui-ci arriva, sous l'empereur Douchan, à son dernier développement, la noblesse se multiplia avec profusion, grâce à la création des emplois nombreux à la cour du

czar, qui tous étaient établis sur le modèle de la cour byzantine. Dans l'empire de Douchan la noblesse se divisait en haute et en basse. La haute noblesse fut représentée par les *joupans* (chefs des joupas ou cantons); une partie de cette noblesse occupait les places à la cour et au conseil impérial, elle était connue sous le nom des *boliars* ou des *velmojïes* (les grands dignitaires). En général la haute noblesse avait été le mobile de la puissance politique; elle a dirigé les destinées de l'empire.

La bourgeoisie serbe avait été représentée par les villes libres, jalouses de leurs privilèges bourgeois. A côté des familles serbes, ces villes renfermaient des familles d'origine romaine, des familles grecques et autres. A toutes ces familles d'origine différente la loi serbe garantissait les privilèges et les libertés de la bourgeoisie.

Les paysans se divisaient en libres, nommés *sèbres*, et en ceux qui n'étaient pas libres et qui s'appelaient *lioudini*, *rabi*, *otroczi* (ou colons, serfs, esclaves). Il y avait encore des mercenaires (*toutchaks*). A prendre les choses d'après la logique des faits historiques, les paysans non

libres n'étaient autres que ceux qui existaient déjà en Illyrie, à côté de la bourgeoisie libre romaine, et que les Serbes y ont trouvé lorsqu'ils vinrent s'établir dans ce pays.

La terre appartenait, comme propriété héréditaire, aux libres citoyens, soit nobles ou paysans, et s'appelait la *bachtina* (patrimonium, de *bachta*, le père). La terre seigneuriale fut appelée la *pronïa* (l'alleu) ou *méropchina* ou *néropchina* (le patrimoine) lorsqu'elle appartenait au grand seigneur ou à un noble, et la *métohie*, si elle était une propriété religieuse.

En présence d'une telle division en classes, l'empire serbe ne pouvait que renfermer en lui-même des vices qui paralysaient les effets de l'unité et de l'agrandissement extérieur. Cet empire représentait beaucoup plus les classes dont les intérêts étaient opposés, que la nationalité; car l'unité réelle de celle-ci s'établit par la communauté intellectuelle et morale, par le développement de la conscience générale sur la valeur individuelle de l'homme, et non par une centralisation monarchique, ni par l'institution d'une aristocratie féodale sous la puissance royale ou impériale. Cependant, le principe

vital de la démocratie serbe, quoique violé, ne fut pas détruit par la puissance monarchique et aristocratique; il s'appuyait sur les libertés municipales et sur l'Assemblée représentative de la nation, et continua de se manifester par le pouvoir de légiférer.

Sous l'empereur Douchan, l'Assemblée nationale de 1349 et celle de 1354 ont fait un code connu sous le nom de Code de Douchan (*Douchanov Zakonik*). Dans ce code se trouvent colligées aussi, en partie, les dispositions légales qui existaient déjà avant Douchan; c'est ainsi que le code de Douchan forme un répertoire précieux pour l'histoire juridique serbe. Or, ce code est un véritable monument élevé aux principes démocratiques vivants dans l'esprit national serbe. Voici quelques-unes de ses dispositions : 1° l'Assemblée nationale est reconnue comme la suprême autorité légale en Serbie; c'est aussi cette Assemblée qui a fait le code de Douchan; 2° la responsabilité du pouvoir est établie de telle sorte que les fonctionnaires qui auraient abusé du pouvoir pour opprimer ou spolier les citoyens, sont menacés d'être condamnés aux dommages, à la destitution et même

à la peine de mort; 3° le jury est consacré comme une institution traditionnelle serbe; 4° l'hérédité de la propriété est garantie; 5° l'État ne peut imposer aux citoyens que les sacrifices strictement nécessaires; 6° la pleine liberté du commerce est assurée comme une condition indispensable au progrès matériel du pays.

Grâce à de telles garanties légales, le progrès a pu, dans une certaine mesure, se réaliser dans l'ancien État serbe. L'agriculture, l'exploitation des mines, l'industrie, en général, et le commerce y ont atteint un degré important de développement. L'agriculture, étant une des principales occupations des Serbes, offrait en abondance les produits de la terre, tels que froment, vin et fruits différents, de même que du bétail, du miel et de la cire. L'exploitation des salines et des mines de cuivre, de plomb et de fer, et même d'argent et d'or, avait contribué, d'autre part, à augmenter les richesses de la Serbie. Les diverses branches de l'industrie ont pris aussi un remarquable essor; les hommes de métier et les artistes ont été nombreux, les bijoutiers et les architectes étaient en première

ligne. Comme principaux articles du commerce, la Serbie exportait le bétail, la fourrure, la laine, la cire, le froment et la farine, l'or, l'argent, etc. Déjà au douzième siècle (en 1185) la Serbie avait conclu, avec les pays voisins, des traités en faveur de la liberté du commerce; en même temps elle entretenait une communication active avec l'Orient, avec l'Occident, et surtout avec l'Italie et la Grèce. Les villes du littoral de l'Adriatique et celles du littoral de la Méditerranée formèrent le centre du commerce serbe. Les négociants de Raguse, de Thessalonique et des autres villes maritimes de la Dalmatie et de la Macédoine traversaient avec leurs marchandises l'intérieur du pays; là ils avaient des dépôts et des factoreries qui, surtout au quinzième et au seizième siècles, florissaient à Saraïévo, à Novi-Pazar, à Novo-Brdo, à Belgrade, à Prokuplié et aux autres principales places du commerce serbe.

La prospérité des finances dans l'ancien État serbe et la richesse de ses princes étaient devenues proverbiales. L'impôt formait le principal revenu de l'État; outre l'impôt, les mines d'or ont contribué à la prospérité des finances.

Les princes serbes tiraient leurs trésors immenses principalement des vastes domaines qu'ils possédaient.

Voici comment Ami-Boué s'exprime sur l'indépendance politique des Serbes :

« La glorieuse indépendance du temps de Douchan, dit-il, n'était point préjudiciable au développement de la civilisation. L'État serbe n'était pas empêché de communiquer avec les États d'Occident. Les mines qu'il possédait et leurs richesses attiraient les marchands de Raguse qui formaient des établissements à *Novo-Brdo*, à *Kladovo* et à *Semendria*, et une communication continuelle fut maintenue entre l'État serbe et la côte de la Dalmatie, jouissant alors des bienfaits de la civilisation italienne. »

L'historien allemand, M. Ranké, en parlant de l'époque glorieuse de l'indépendance serbe, dans son *Histoire sur la Serbie*, ajoute :

« C'était la tendance naturelle de la nation serbe de garder son indépendance dans les conflits (religieux et politiques) entre l'Orient et l'Occident; elle s'opposait politiquement à l'un et religieusement à l'autre; c'est par cette attitude que les Serbes ont réellement affirmé leur indépendance. »

II

CHUTE DE L'EMPIRE SERBE

Les Turcs d'Asie, poussés contre les Serbes par la rivalité de Byzance, et encouragés par les abus et les vices de l'aristocratie corrompue de l'empire serbe. — Désastre de Kossovo. Soumission de l'empire serbe par les Turcs.

Byzance était une rivale de la Serbie agrandie et prospère; c'est ainsi qu'elle poussa, sous l'empereur Jean Kantakouzène, les Turcs de l'Asie jusque dans les pays serbes. Ce qui, en même temps, avait facilité aux Turcs une attaque contre la Serbie, ce furent les abus et les vices de l'aristocratie corrompue. La tradition nationale représente la Serbie après la mort de Douchan comme transformée en un champ de bataille, où des voïvodas (chefs administratifs et

militaires des provinces) se livraient de sanglants combats pour faire prévaloir, chacun de son côté, leurs prétentions ambitieuses au pouvoir impérial.

En considération de ce que les Turcs, soutenus par Byzance, se proposaient de mettre à profit la division des forces du pays serbe pour réaliser leurs projets de conquête, la plus grande partie de la nation serbe se réunit sous le drapeau d'un des plus puissants voïvodas, Lazar Gréblïanovics, en le proclamant empereur serbe. Les voïvodas rivaux, loin de trouver dans le sentiment patriotique le noble oubli de leurs prétentions, afin de grouper toutes les forces du pays dans le but de repousser énergiquement le conquérant barbare, ces voïvodas faisaient cause commune avec l'ennemi de la patrie. Ils comptaient qu'une alliance secrète avec les Turcs les aiderait à monter sur le trône serbe ; mais ils se trompèrent. Les Turcs, encouragés par les prétentions coupables des voïvodas hostiles à Lazar, continuaient sans relâche leurs attaques contre la Serbie. Déchirée et trahie par ses voïvodas, celle-ci s'affaiblissait à un tel point, que la grande bataille de Kossovo, le 15 juin 1389,

mit terme à l'indépendance politique de la Serbie.

Bientôt après, l'empire d'Orient subit le même sort qu'il avait préparé aux Serbes ; il fut aussi conquis par ces mêmes Turcs qu'il avait introduits d'Asie en Europe, pour les pousser contre les Serbes. Ainsi il a dû lui-même expier cette tactique abominable qui a été si funeste à la nation serbe.

La noblesse corrompue et perfide qui avait contribué à la décadence de l'empire serbe, avait elle-même péri avec cet empire. L'esprit public serbe a condamné à tout jamais toute institution aristocratique en clouant au pilori de l'histoire le nom de *Vouk Brankovics*, qui personnifiait la trahison dont la haute noblesse s'était rendue coupable envers la patrie. Et pour perpétuer le souvenir de la valeur et des généreux sacrifices avec lesquels le peuple lui-même avait combattu pour la défense de l'indépendance nationale, l'esprit public serbe ne cesse de glorifier l'héroïsme du *Miloch Obilics* qui, vrai fils de la nation, alla, le jour du désastre de Kossovo, égorger le sultan Amurat dans sa tente impériale, au milieu de l'armée turque.

Après la journée de Kossovo, la Serbie garda, pendant encore un siècle, ses princes sous le titre de *despots*; ceux-ci cherchaient à se maintenir par des alliances tantôt avec la Hongrie, tantôt avec la Turquie elle-même. En 1459 les Turcs réussirent à soumettre la Serbie à leur domination, et ils la morcelèrent, alors, en plusieurs pachaliks.

Voilà à quoi aboutit la phase monarchique que les Serbes étaient condamnés à traverser dès le moment qu'ils s'étaient établis en Illyrie.

III

DIVISION POLITIQUE DES SERBES APRÈS LA CHUTE DE L'EMPIRE

I. — LES SERBES DU MONTÉNÉGRIO

Défense héroïque de l'indépendance nationale sur le champ de bataille ; cette indépendance conservée intacte vis-à-vis de la diplomatie étrangère. — Caractère essentiellement démocratique des Monténégrins. — Idées fausses sur les mœurs et le caractère de Serbes de Monténégro, en opposition avec les faits positifs constatant les efforts de ces Serbes en faveur de la civilisation. — Un débouché sur l'Adriatique comme condition nécessaire au progrès du Monténégro. — L'union politique avec les autres pays serbes, condition encore plus nécessaire au progrès moral, intellectuel et matériel du Monténégro.

Les siècles de la domination étrangère n'ont pu briser la nationalité serbe.

L'empire serbe une fois détruit par le conquérant barbare, le plus énergique d'entre les

héros serbes se décidèrent à affronter le martyre plutôt que de renier la liberté et l'indépendance nationale. Retirés dans ce massif de rochers noirs et abrupts qui s'élèvent au dessus des ondes de l'Adriatique, près du golfe de Cattaro, et qu'on appelle, dans la langue nationale, *Czrna Gora* (*montagne noire, Monténégro*), ils ont su défendre, de là, le droit national par une valeur et une constance à toute épreuve.

En réalité l'héroïsme des Serbes de Monténégro (Monténégrins) ne s'est pas démentie dans le cours des siècles qui ont suivi la chute de l'empire serbe. Jamais ils n'ont reculé devant les actes d'abnégation et de courage quand il s'agissait de défendre l'indépendance nationale, même contre une armée ennemie plusieurs fois supérieure par le nombre. C'est en vain que les Turcs se sont efforcés de les soumettre. Tous les autres Slaves du sud furent subjugués par les Turcs; l'Albanie elle-même avait reconnu la domination de la Porte Ottomane; la Hongrie et l'Autriche étaient envahies jusqu'à Vienne par les Barbares; la puissance turque atteignit la dernière limite de ses conquêtes en Asie et en Europe sous Soliman II (1519-1566), elle

s'étendait sur l'est et le sud de l'Europe, sur toute la Méditerranée, sur l'Égypte, sur le nord de l'Afrique et sur une grande partie de l'Asie. Néanmoins, les Monténégrins trouvaient dans leur héroïsme assez de force pour maintenir intacte leur indépendance nationale, en luttant contre les Barbares. « Défenseur imprenable de sa liberté, le Monténégro formait le seul et unique asile des chrétiens persécutés, alors qu'un tiers de l'Europe gémissait sous le joug mahométan et que le reste du monde européen tremblait au nom du conquérant barbare (1). » — « De même que l'esclave ou l'opprimé de l'ancienne Étrurie voyait l'étoile de sa liberté dans Rome où il trouvait son refuge, ainsi le Monténégro était l'asile le plus sûr de tous les opprimés et de tous les poursuivis sur la presqu'île gréco-slave. Tout le monde se réfugie dans le Monténégro, même le Turc poursuivi (2). »

Parmi les nombreuses victoires remportées par les Serbes du Monténégro sur les Turcs

(1) *Voy. Slaves du Sud*, par JANKOVICS et GROVICS (Paris, 1853).

(2) *Voy. la Souveraineté du Monténégro*, par Jean VASLIC (Paris et Leipzig, 1858).

conquérants, nous citerons ici quelques exemples. Dans l'intervalle de 1424 à 1456, les Monténégrins n'avaient pas eu à soutenir moins de soixante-trois combats contre les Turcs, et ceux-ci avaient été soixante-trois fois battus. Allié à l'Albanie, le Monténégro battit encore soixante fois les Turcs en soixante combats. En 1613, 10,000 Monténégrins vainquirent une armée turque de 60,000 soldats, commandée par Arslan-Pacha. En 1687, les Monténégrins portaient secours aux Vénitiens dans la guerre contre les Turcs, et ceux-ci furent défaits. En 1716, 70 Monténégrins dispersèrent dans un combat 7,000 Turcs, en faisant 132 prisonniers. En 1768, les troupes réunies de la Bosnie, de l'Albanie et de la Roumélie, au nombre de 120,000 Turcs, attaquèrent le Monténégro du côté du continent, pendant que les Vénitiens le cernaient du côté de la mer; la situation du Monténégro était d'autant plus grave qu'il ne pouvait importer d'aucun côté la poudre à canon. Néanmoins, 3,000 Monténégrins, après avoir pris à l'ennemi une certaine quantité de poudre, engagèrent avec lui la bataille, et les Turcs se retirèrent après avoir perdu plusieurs

mille hommes. En 1795, le cruel Ali-Pacha de Janina avait réuni tous les mahométans de cette province capables de porter les armes, dans le but de soumettre le Monténégro; son armée était dix fois plus forte par le nombre, que celle du Monténégro; néanmoins les Turcs furent battus jusqu'au dernier. En 1796, 6,000 Monténégrins défirent une armée turque de 30,000 hommes qui était commandée par Kara Mahmut-Pacha. Dans la dernière guerre, en 1862, 20,000 Monténégrins se sont défendus contre 100,000 Turcs, et ont pu se maintenir pendant plusieurs mois, de sorte que les Turcs se sont vus dans la nécessité de terminer la guerre par un traité de paix.

Les batailles que le Monténégro a soutenues contre les Turcs et les victoires qu'il a remportées sur ces derniers sont glorieuses, non seulement par l'héroïsme dont les Monténégrins ont fait preuve, mais aussi par le résultat qui a été de maintenir constamment l'indépendance nationale.

Sur une étendue territoriale de 1,800 à 2,000 kilomètres carrés, le Monténégro compte, d'après le recensement de 1864, 196,238 habitants. Sur

ce nombre d'habitants, il peut au besoin réunir 25,000 hommes d'élite et 10,000 hommes de réserve, ce qui fait un ensemble de 35,000 défenseurs de l'indépendance nationale. Or, cet effectif de la milice monténégrine est équivalent à une armée de 150,000 soldats turcs, les Serbes de Monténégro ayant dans mille occasions, comme nous l'avons vu, prouvé que chacun d'eux est capable de lutter contre cinq Turcs.

Toutes les grandes puissances européennes ont cherché, chacune de son côté, à établir leur influence sur le Monténégro; mais les Monténégrins ont toujours su affirmer leur indépendance nationale, dans les relations diplomatiques, de même que sur le champ de bataille.

Se trouvant continuellement en lutte avec des ennemis cruels et barbares, d'un côté, et de l'autre avec la stérilité d'un sol parsemé de rochers escarpés, les Monténégrins n'ont pu régulièrement suivre tous les progrès de la civilisation européenne. Mais, dans leurs mœurs (essentiellement démocratiques) et leur esprit serbe, ils ont conservé les éléments les plus nécessaires à l'existence nationale. Grâce à un système du self-government, ils vivent, en temps

de paix, complètement libres dans leurs foyers domestiques. En temps de guerre, la solidarité frâternelle est religieusement observée entre eux; le principe « chacun pour tous, tous pour chacun » trouve alors la plus large application. « Ils ont fondé, dit M. J. Vatslik (dans son livre *Sur la souveraineté du Monténégro*) une communauté avec les moyens et les forces nécessaires pour se soutenir dans leur isolement; ils ont reconnu pour la conduite et pour l'accomplissement de leur union l'existence d'une volonté générale, la puissance d'État, et ont donné des preuves éclatantes qu'un petit peuple peut se soutenir comme État par une volonté et une force communes, parce qu'il voulait se soutenir et parce qu'il s'est soutenu. »

L'élévation d'une nation ne pouvant être obtenue qu'au moyen du développement de ses propres facultés et forces, on peut avec raison dire que les Monténégrins sont capables du progrès national, parce qu'ils ont conservé dans leur tradition le précieux dépôt des nobles qualités.

Des idées fausses sur les héros du Monténégro, sur leurs mœurs et leur caractère, ont

été créées et entretenues par quelques écrivains étrangers, partiiaux ou ennemis. Ces écrivains se sont efforcés à représenter les Monténégrins comme « un ramassis de bandits livrés, de temps immémorial, à l'anarchie et au brigandage. » Nous n'avons pas besoin de recourir aux plumes des patriotes serbes pour combattre ces idées erronées, il suffit de citer ici quelques lignes d'un écrivain étranger, mais impartial à cet égard. Voici comment M. A. Ubicini, dans son livre *les Serbes de Turquie* (Paris, 1865), donne tort à ces écrivains injustes qui accusent les Monténégrins d'exercer comme métier le brigandage :

« Le pays (Monténégro) était, dit-il, en possession de lois et d'institutions civiles, dont l'existence est attestée par tous les voyageurs anciens (1), et mieux encore par l'état florissant et prospère du Monténégro au quinzième siècle, alors qu'Ivan Beg (2) et ses successeurs entrete-

(1) Relation M. BOLIZZA. — U.

(2) Ivan, deuxième prince de la dynastie de Czernoïévics, gouverna le Monténégro de 1471 à 1490. Les chansons populaires sont remplies du récit des faits et gestes de ce prince, qu'elles désignent sous le nom d'Ivan Beg, et qui est devenu un héros national pour tous les Slaves du Sud. — U.

naient des relations suivies avec l'Occident et l'Orient, s'alliaient en Valachie avec Rudolphe le Grand, en Albanie avec Scander Beg, en Italie avec les doges de Venise, faisaient construire à Venise, à Ancône, des palais et des églises pour ceux de leur race et de leur religion (grecque non unie), introduisaient dans leurs États l'imprimerie à peine découverte et dotaient, dès 1495, la forteresse de Riéka de presses qui fournissaient de livres religieux non seulement la Principauté, mais tout le littoral de l'Adriatique.

« Bientôt, il est vrai, après l'abdication de Georges V, Czernoïévics qui termine la première série des princes séculiers du Monténégro (1516), ces premiers germes de civilisation disparurent. Les nécessités impérieuses d'une défense constante, l'isolement absolu auquel le pays fut condamné, arrêterent tout progrès chez les Monténégrins.

« Il reprit à l'avènement du prince vladika Pierre I^{er} Petrovics Nïegoch (1782-1830) (1). Ce

(1) Les princes vladikas régnèrent dans le Monténégro de 1515 à 1771. Durant cette époque la forme du gouvernement monténégrin représentait une république théocratique ; le

prince, le saint Louis du Monténégro (1), rédigea et fit adopter par l'assemblée générale de la nation, en août 1796, sous le nom de *Code du Monténégro et des Brdas*, un règlement ou statut organique (2), qui régit la Principauté jusqu'en 1855, époque à laquelle fut promulgué le code de Danilo...

« Le même code établit un commencement d'organisation judiciaire, et fixe certaines règles de procédure. Ainsi chaque *plémé* (la tribu) avait ses juges qui étaient choisis dans son sein et réélus, chaque année, le jour de la Saint-Basile, par l'assemblée du peuple. »

De nos jours le Monténégro est régi par le *Code de Danilo*, publié le 13 avril 1855, sous le

prince-évêque était assisté d'un gouverneur civil et agissait en exécuter de la volonté générale exprimée par l'assemblée nationale.

(1) Aujourd'hui encore la mémoire du vladika Pierre I^{er} est vénérée à la Czrna Gora et dans tous les pays serbes limitrophes, comme celle d'un saint. On prête serment en justice sur les reliques de saint Pierre. Les juges terminent leur arrêt par cette formule : « Ainsi que l'a jugé saint Pierre. » Voy. le *Moniteur* du 12 avril 1854, et, dans les *Mémoires* de Marmont, le portrait que ce maréchal a tracé du vladika. — U.

(2) Voy. le texte de ce document dans le *Moniteur* des 13 et 14 avril 1854. — U.

feu prince Danilo ; ce code est basé sur les décisions de l'Assemblée nationale de 1852, décisions d'après lesquelles les deux pouvoirs, réunis depuis 1516 dans la dignité du vladika (évêque), ont été séparés de nouveau, de manière que le pouvoir temporel est représenté, actuellement, par un prince (kniaz) héréditaire comme chef de l'État, constitué en monarchie constitutionnelle.

Sous le prince Nicolas, prince actuellement régnant en Monténégro, des améliorations importantes ont été introduites dans le système du gouvernement, en faveur du principe de la souveraineté nationale. Entre autres, les finances sont organisées de manière à assurer au peuple le droit de voter l'impôt et le budget, et de contrôler l'emploi des revenus publics. Sous le même prince, ainsi que, sous le feu prince Danilo, des efforts ont été faits aussi en faveur de l'instruction publique ; malgré qu'il soit condamné à être continuellement un champ de bataille, le Monténégro avait introduit des écoles publiques, à savoir 14 écoles primaires, 1 école secondaire et 1 séminaire. Il y existe aussi une imprimerie ; et, dans les derniers temps,

un journal littéraire et politique a été fondé.

Le clergé du Monénégro constitue un contre-poids salubre à l'insuffisance des écoles ; les popas monténégrins sont les vrais amis et conseillers du peuple, et, par leurs paroles et leurs exemples, ils le guident dans le sens du bien général. Le clergé monténégrin se compose de l'archevêque qui est le chef supérieur de l'Église nationale, indépendante, de 2 archimandrites, de 5 moines et d'environ 483 pasteurs.

Pour expliquer des expéditions qui se font exclusivement sur la frontière pour enlever aux Turcs des troupeaux, des grains, etc., M. Ubicini en expose le « motif impérieux, irrésistible ». « Ce motif, dit-il, que le général Durando signalait avec beaucoup de justesse à la tribune du parlement italien, et que j'avais exposé moi-même quelques années auparavant (1), c'est la faim qui, à de certains moments, quand les montagnards ne trouvent plus à se nourrir chez eux, les chasse hors de leurs gorges comme des bandes de loups et produit les *tcheta* (ou *razzias* que les Monténégrins opèrent sur les terri-

(1) Voy. le *Siècle* du 23 avril 1858.

toires et terres avoisinants), cause ou prétexte de toutes les guerres.

« Pour fermer le temple de Janus, dit M. Ubicini, il faut que le Monténégro ait *un débouché sur l'Adriatique*. Il ne suffit pas que ses marchandises puissent arriver librement à Antivari, il faut qu'Antivari redevienne ce qu'il était jadis, un port monténégrin (1). Faciliter à ce petit peuple, par tous les moyens possibles, le contact avec l'Europe, dit M. Massieu de Clerval (2), c'est contribuer efficacement à sa civilisation. Quand les Monténégrins, emprisonnés jusqu'ici dans leurs montagnes, se rattacheront, par un petit coin de mer, au reste du monde, ils vivront en paix avec leurs voisins et ne menaceront plus, par leurs incursions, la paix de l'Europe. La possession du moindre port ferait plus pour l'abolition des tcheta que toutes les ordonnances et tous les protocoles. »

Le Monténégro aura la possibilité de prendre tous les développements dont ses fils sont capa-

(1) Sous le vladika Daniel Pétrovicz (1697-1737) Antivari, Dulcigno, Scutari et une partie des bouches de Cattaro faisaient encore partie du territoire monténégrin.

(2) Voy. *Revue des Deux Mondes*, du 1^{er} juin 1858.

bles, au point de vue moral et matériel, du moment que l'union politique sera établie entre cette principauté et les autres pays serbes, tels que la Serbie, la Bosnie, etc. Le besoin d'une telle union est vivement senti par tous les membres de la nation serbe; et, comme ces Serbes persistent dans leurs énergies émancipatrices unitaires et progressistes, espérons que le temps n'est pas éloigné où les faits viendront prouver ce dont ils sont capables, lorsqu'il s'agit de reconstruire la nationalité serbe.

II. — LES SERBES D'AUTRICHE

A

Les pays de Hongrie, occupés par les Slaves, Serbes et Croates avant l'arrivée de la race madgyare dans ces pays. — Noms des hommes politiques et guerriers serbes inscrits dans l'histoire de la plus ancienne époque de l'indépendance de Hongrie. — Émigration des Serbes de Turquie en Hongrie, en Autriche. — Droit de nationalité garanti aux Serbes d'Autriche par les traités formels. — Services qu'ont rendus à l'Europe les Serbes et Croates par la défense de la civilisation contre la barbarie asiatique. — Perfidie de la politique austro-madgyare envers les Serbes.

De même que les Serbes du Monténégro n'ont

pas voulu se laisser assujettir par les Turcs, une autre partie de la nation serbe, pour se débarrasser du joug ottoman, avait émigré en Autriche.

Les Serbes se décidèrent d'autant plus volontiers à une telle émigration, que les pays compris sur le nom collectif de Hongrie se trouvaient occupés en partie par les Serbes et autres Slaves déjà avant l'arrivée des Madgyars dans ces pays, et que ces Serbes et Slaves y étaient fixés. D'un autre côté, quelques pays faisant autrefois partie de l'Empire serbe, tels que le Syrmium, la Dalmatie, avec le territoire de Raguse et les bouches du Cattaro étaient passés au pouvoir de la Hongrie ou de l'Autriche; ce fait contribua aussi à faciliter l'émigration des Serbes de Turquie en Autriche.

Quant aux pays qui composent spécialement la Hongrie, on sait qu'après la décadence de l'empire romain, ces pays, abandonnés à eux-mêmes, changèrent successivement de maîtres jusqu'à ce qu'ils fussent devenus le camp des tribus sauvages avars. Les Francs repoussèrent les Avars, et, pendant quelque temps, les pays de la Hongrie actuelle appartenrent à l'empire

de Charlemagne. Peu après, ces pays passèrent aux mains des Serbes et autres Slaves, non par voie de conquête, mais au moyen d'une colonisation pacifique et graduelle. Déjà les Avars, en 805, se plaignaient à l'empereur Charlemagne de cette colonisation serbe et slave; cependant celle-ci s'étendit progressivement, et elle survécut à la chute et au démembrement de l'empire de Charlemagne. A cette époque, les Serbes et Slaves prirent en pleine possession tous les pays de la Hongrie. Les Serbes avec les Croates et les Bulgares occupèrent les plaines du Danube central; c'est là qu'ils se trouvaient encore au moment de l'invasion madgyare au neuvième siècle. Les Madgyars avaient réussi à se faire les maîtres des pays de la Hongrie; mais de conquérants par la force physique, ils devinrent peu à peu les conquis par la force morale et intellectuelle des Serbes et autres Slaves. En réalité, toutes ces lois constitutionnelles et ces institutions du self-government, dont se vante la Hongrie, sont empruntées aux Serbes et Slaves; c'est dans les usages, les mœurs, les traditions, le caractère de ceux-ci qu'elles ont leur racine.

Pour ce qui concerne en particulier les Serbes, une partie de cette nation a continué de résider en Hongrie après l'occupation de ce pays par la race madgyare; elle y a donné plusieurs hommes d'État, qui occupèrent de la manière la plus digne de hautes places politiques, et dont les noms se trouvent inscrits dans l'histoire. Il suffit de citer parmi ces noms serbes les suivants : *Radivoï*, le quatrième palatin (gouverneur) de la Hongrie (*Rado Palatinus*, 1056); — *Ilia-Vid*, le sixième palatin hongrois (1068); — *Yovan I Ouroch*, le huitième palatin; celui-ci gouverna la Hongrie durant la minorité du roi Étienne II (1114-1131); — *Béla Ourochevics* ou *Bélouch*, le onzième palatin hongrois (1141-1161). La sœur de ce Bélouch, Yéléna (de famille serbe), étant la reine de Hongrie, gouverna comme régente ce royaume durant la minorité de son fils, le roi Geysa II; elle était assistée par ses deux frères, Primislav et Bélouch, et le chroniqueur hongrois Boroch Michalï reconnaît, dans ses publications de 1862, les grands mérites de cette régence. L'histoire de l'indépendance politique de la Hongrie nous présente encore, dès les plus anciens temps, un

grand nombre d'autres noms héroïques serbes, tels que *Ouroch le Serbe*, *Kretch*, *Koupics*, *Rak*, etc.

C'est en vue d'un tel état de choses qu'une partie des Serbes de la Turquie se décida à émigrer en Autriche, notamment en Hongrie, en Slavonie et en Croatie.

Parmi les nombreuses émigrations serbes, plusieurs troupes de guerriers se formèrent sous le roi Mathias Corvinus; ces troupes de guerriers serbes luttaient en héros, sous leur propres chefs populaires, contre les Turcs qui, après la chute de l'empire serbe et la prise de Constantinople, avaient commencé à envahir le bassin de la Save et à pousser leurs expéditions jusqu'en Carinthie et en Carniole.

L'époque où les Serbes, émigrés en Hongrie, défendaient si glorieusement l'indépendance de ce royaume, sous leurs chefs populaires et avec une administration indépendante, a duré de 1460 à 1598. Les héros serbes de ce temps, tels que *Zmaï-Vouk*; — *Knéz-Pavlé*, connu parmi les nobles hongrois sous le nom d'Aïax, où celui de *Kinixs-Pâl*; — *Mitar-Yakchics*, etc., ont conquis les lauriers d'une gloire impérissable sur les champs de bataille, où ils dé-

*

fendaient la liberté et la civilisation contre l'invasion barbare.

La défaite des Hongrois par les Turcs, à Mohacs, en 1526, avait rendu la situation des Serbes de Hongrie très grave. Une grande partie de la Hongrie tomba au pouvoir des Turcs, et les Serbes qui habitaient cette portion du territoire passèrent de nouveau sous le joug turc. La dynastie régnante hongroise s'étant éteinte avec le malheureux roi Louis II, qui avait été tué à la bataille de Mohacs, la couronne de Hongrie fut déferée à Ferdinand d'Autriche, en même temps que la couronne de Dalmatie, de Slavonie et de Croatie (1527). Les Serbes habitant ces pays restèrent pendant une période de cent soixante et une années, courbés sous la domination autrichienne, sans qu'il leur fût permis d'exercer leur droit d'autonomie nationale.

Et cependant c'étaient ces mêmes Serbes et les Croates qui fournissaient de braves soldats et de valeureux officiers l'armée des confins (*militaergraenze*), qui seule a pu opposer une résistance victorieuse à l'invasion musulmane. On sait que les Turcs se sont jetés deux fois sur la

capitale de l'Autriche avec les forces concentrées de leur empire, et, pendant près de deux siècles, les Serbes et les Croates ont supporté le principal effort de la lutte contre la barbarie, jusqu'à ce qu'ils refoulèrent de l'autre côté du Danube et de la Save, cette barbarie dévastatrice. Voici quelques-uns des noms glorieux serbes de cette époque dont l'histoire fait mention : frères *Bakics* (*Pavlé, Petar et Mathia*), *Mitar Otcharevics*, *Nicola Tchérépovics*, *Stevan Sabov*, *Petar Bojics*, *Thodor Valentics*, *Sava le Serbe*, *Mitar Moujévics*, *Jovan Otcharevics*, *Radovan*, *Vouk Paprotics*, *Jovan Novakovics*, *Radics*, *Sava Temichvaracz*, *Miloch le Serbe*, etc.

Telles sont les circonstances dans lesquelles, l'empereur Léopold I^{er} invita, par une proclamation solennelle, les Serbes de Turquie à venir s'établir dans son empire, qui avait besoin de s'assurer contre l'envahissement dont les Turcs ne cessaient de le menacer. Ce souverain faisait dans sa proclamation des promesses positives de garantir le droit national à tous les Serbes émigrés et établis en Autriche.

En se fiant à cette parole de l'empereur, plusieurs milliers de Serbes entrèrent, en 1689,

sous leur chef national, *George Brankovics*, dans l'armée autrichienne; et, en 1691, le patriarche serbe, *Arsenius Tcharnoïévics*, émigrait avec 40,000 familles serbes, en Autriche. Ces émigrés serbes s'établirent en Syrmium, en Slavonie et en Hongrie.

Les conditions sous lesquelles les Serbes émigrèrent en Autriche sont les suivantes :

- 1° La nationalité leur devait être garantie.
- 2° Ils devaient être soutenus dans leurs efforts en faveur de l'affranchissement des pays serbes encore soumis à la domination ottomane. Le territoire affranchi devait appartenir exclusivement aux Serbes.
- 3° Les Serbes en Autriche devaient se gouverner par eux-mêmes, ayant à leur tête le *voïvoda*, ou chef politique et militaire, élu au sein du peuple et par le peuple.
- 4° Le droit de régler leurs intérêts nationaux par une Assemblée nationale, selon leurs coutumes traditionnelles, devait être garanti à ces Serbes.

5° La liberté religieuse leur devait aussi être assurée, de même que le droit de choisir le chef de leur Église et de régler en toute indé-

pendance les affaires du culte et de l'instruction publique.

Ces droits et ces garanties ont été formellement consacrés par les traités conclus entre l'empereur d'Autriche et le patriarche serbe, en date du 6 avril, du 21 août et du 11 décembre 1690, du 20 août 1691 et du 4 mars 1695. Ils ont été encore reconnus et confirmés par l'empereur Joseph I^{er}, le 7 août et le 29 septembre 1706, par l'empereur Carl VI, le 2 août 1713 et le 10 avril 1715 et par Marie Thérèse, le 24 avril et le 18 mai 1743.

En revanche, les Serbes ont pris, par les mêmes traités, l'engagement de servir dans l'armée autrichienne en cas de guerre.

Jamais les Serbes d'Autriche n'ont violé leurs engagements. Aussi, parmi ceux de ces Serbes qui repeuplèrent le Syrmium, dévasté par les Turcs dans les guerres du seizième siècle, une nombreuse partie se rangea dans l'armée des confins. Outre cela, de valeureux guerriers de la Serbie, connus sous le nom des *haïdouks*, traversèrent bien souvent la Save et le Danube pour accroître les troupes des confins autrichiens; ils fournissaient à ces troupes,

comme le reconnaissent les écrivains les plus dévoués à l'Autriche, « de braves soldats et de brillants officiers ». De nos jours, la population totale des confins compte un peu plus d'un million d'habitants; or, deux tiers de cette population sont Serbes et Croates. Tous les Serbes qui font partie des troupes des confins militaires ont dû fréquemment verser leur sang pour défendre la frontière de l'Autriche contre l'envahissement musulman, sans jamais avoir reçu aucune solde du gouvernement de l'empereur. Bien plus, dès que le danger eut cessé du côté des Turcs, et que le traité de Sistova et la convention accessoire de 1791 eurent fixé la frontière, l'Autriche commença à expédier les régiments des confins loin de ce territoire qu'ils étaient obligés de garder. Ainsi, en 1801, une partie des troupes des confins furent envoyées et campées sur le bords du Rhin; pour les forcer de servir loin du pays, l'Autriche recourait à des mesures cruelles, elle faisait même fusiller quelques-uns de ceux qui se mutinaient et voulaient reprendre en armes le chemin de la frontière. Dans la dernière guerre du Danemark, les Serbes des confins militaires étaient

condamnés à combattre, dans le Schleswig et le Holstein, sous le drapeau autrichien. En somme, les Serbes ont rendu à la maison de Habsbourg des services auxquels l'empire a plus d'une fois dû son existence.

Malheureusement, l'Autriche, loin de respecter les engagements contractés envers les Serbes, les a systématiquement violés. A peine les traités garantissant le droit national des Serbes d'Autriche étaient-ils signés, que le gouvernement autrichien se donna pour but de priver les Serbes de leur chef national. Il fit prendre, par trahison, le voïvoda serbe, *Georg Brankovics*, et le jeta en prison, où il mourut en 1722, après vingt-deux années de souffrances. Aux réclamations réitérées des Serbes en faveur de la délivrance du malheureux voïvoda, le gouvernement autrichien répondit avec impudence que c'était simplement pour des « raisons politiques » que le voïvoda serbe était retenu en prison : *Nihil mali fecit, sed sic ratio Statûs exposcit*. Après la mort du voïvoda Georg Brankovics, il ne fut plus permis aux Serbes de se choisir un nouveau voïvoda. L'Autriche comptait trouver un

docile instrument de sa politique dans le chef de l'Église, et elle réunit le pouvoir religieux et le pouvoir temporel dans l'autorité de ce chef, en chargeant le patriarche serbe des affaires politiques, en même temps que des affaires d'église. Bientôt après, la dignité de ce patriarche fut réduite, par le gouvernement, au titre d'un métropolitain, auquel le pouvoir temporel fut peu à peu retiré. Ce qui est encore pis, tous les moyens, même les plus odieux, furent employés pour forcer les Serbes à renoncer à leur religion, à leur langue, à leur nationalité. Pour leur imposer l'union avec Rome, on permit au clergé catholique romain de commettre impunément toute sorte de violences, de séductions et de ruses, pendant que ceux des prêtres serbes qui osèrent s'opposer aux actes d'intolérance barbare durent expier leur devoir de conscience enchaînés dans les prisons. Quelques-uns de ces malheureux prêtres furent même frappés de coups de bâton. L'abbé de Lépavin, *Kondrat*, fut assassiné au moment même où il entrait dans l'église pour y faire le service divin !

En présence de crimes si atroces, que les

empereurs d'Autriche du dix-huitième siècle n'avaient pas moins à charge de leur conscience que les anciens rois de Hongrie, il est facile de comprendre que les Serbes n'ont pu rester impassibles. Ils s'opposèrent à ces actes, les armes à la main, dans toute l'étendue du généralat de Warazdin, ainsi que dans les autres parties de Croatie, en Slavonie et en Syrmium. Lorsque, en 1741, les cantons militaires de Morich et de Tissa furent supprimés et annexés, violemment et au détriment de l'autonomie du peuple, à la Hongrie, trente mille familles serbes, un peu plus de cent mille âmes, se décidèrent à émigrer en Russie, ce qu'elles ont fait sous les chefs populaires, *Tékelia* et *Horvat*. — En Russie, elles se sont établies dans la contrée située entre *Kiévo* et *Otchakovo*, en donnant à cette contrée le nom de la *Nouvelle Serbie*. — Pour calmer ceux des Serbes qui étaient restés en Autriche, Marie Thérèse fit promulguer, le 23 octobre 1751, une ordonnance promettant aux Serbes qu'ils ne seraient plus forcés de se convertir au catholicisme, et que l'on porterait tout le soin à ce que leur droit national fût respecté.

La perfidie de la politique autrichienne est assez connue pour qu'on n'ait pas besoin de dire que toutes les garanties, données par l'Autriche aux Serbes, en faveur de leur droit national, sont restées lettre morte, soit que l'observation des traités qui garantissent ce droit dépendît directement de la volonté de l'empereur, soit qu'elle se trouvât mise à la merci de la Diète hongroise.

B

La Grande Assemblée nationale serbe de 1848, consacrant les principes de liberté, d'égalité et de fraternité. — La proclamation de la voïvodina serbe sous un chef national, le voïvoda, avec le territoire déterminé et l'indépendance intérieure, politique et religieuse; rétablissement du patriarcat serbe et la nomination du patriarche. — Union de la voïvodina serbe avec les trois royaumes unis slaves : la Croatie, la Dalmatie et la Slavonie. — La solidarité fraternelle entre les diverses nationalités soutenues par les Serbes.

En 1848, lorsque la révolution éclata en Autriche, le peuple serbe se réunit, le 1^{er} mai (1848), en assemblée générale à Karlovci, en Syrmium, où réside le chef de l'Église serbe. Cette assemblée, où tous les Serbes de Hongrie, de Slavonie, de Croatie, en un mot d'Autriche, furent représentés, décida à l'unanimité et proclama :

1° Le droit de l'autonomie nationale, garanti aux Serbes d'Autriche par les traités formels, doit être respecté.

2° Le territoire occupé par les Serbes et qui comprend le Syrmium, avec les confins militaires; le Banat, avec la frontière et le district de la Grande Kikinda; la Baranïa et la Batchka, avec le district de Betchey et la Chaykachka, doit former la *Voïvodina (duché) serbe*, libre et indépendante dans les affaires intérieures du peuple.

3° Comme voïvoda, ou chef national, est élu, par l'assemblée, le général *Chouplikacz*.

4° L'Église serbe doit être libre et indépendante.

Conformément aux droits garantis par les traités au peuple, le patriarcat est rétabli. L'Assemblée nationale élève à la dignité de patriarche l'archevêque Rayatchics.

5° Une assemblée, où tous les Serbes d'Autriche doivent être représentés sur la base des libres élections, a seule le droit de discuter et voter la constitution de la Voïvodina serbe, qui doit consacrer les principes de liberté, d'égalité et de fraternité.

6° L'Assemblée nationale serbe proclame l'union politique de la Voïvodina serbe avec la Croatie, la Dalmatie et la Slavonie, trois royaumes unis slaves; cette union doit se baser sur les principes de liberté et d'égalité des droits.

Un comité fut nommé par la même assemblée pour préparer le projet de la constitution fédérale qui garantirait l'union de la Voïvodina avec les trois royaumes unis slaves.

La résolution de l'Assemblée nationale serbe, en faveur de l'union politique avec la Croatie, la Dalmatie et la Slavonie, fut unanimement adoptée par le congrès des trois royaumes unis slaves en 1848.

7° L'assemblée nationale serbe exprime le vœu que le droit national des Roumains d'Autriche soit également reconnu et garanti.

8° Le peuple serbe émet le vœu que les principes de liberté, d'égalité et de fraternité soient appliqués aux relations qui doivent exister entre les divers groupes nationaux en Autriche, afin de les réunir tous dans une pensée commune, celle du progrès de l'humanité.

D'autres garanties de la liberté individuelle et politique, telles que le courant général des

idées démocratiques de 1848 les a gravées dans le cœur des Serbes, furent encore réclamées par les représentants du peuple serbe, à Karlovci.

Enfin, l'assurance a été donnée aux Slaves de Turquie, ainsi qu'à tous les opprimés de l'Europe d'orient, qu'ils trouveront les Serbes d'Autriche toujours prêts à les soutenir en vrais frères dans toute entreprise qui aurait pour but l'émancipation du joug barbare. En même temps de toutes les parties de la Voïvodina, retiennent les vœux populaires en faveur de l'unité, de la liberté et de l'indépendance nationale de tous les Serbes.

C

Graves fautes politiques des hommes d'État madgyares de 1848 et conséquences fâcheuses de ces fautes. — Promesses faites en 1860 par l'Autriche en faveur de l'autonomie intérieure des divers groupes nationaux de la monarchie. — Annexion forcée de la Voïvodina serbe à la Hongrie. — L'Assemblée générale serbe de 1861, réclamant l'exécution des traités qui garantissent le droit national des Serbes d'Autriche. — Oppression exercée par le gouvernement sur les élections des députés et sur les congrès de Karlovci en 1864 et 1865 ; illégalité des actes faits sous une telle oppression.

Le gouvernement révolutionnaire des Mad-

gyars, au lieu de tendre une main fraternelle aux peuples qui, après avoir si longtemps gémi sous l'oppression, réclamaient à haute voix la liberté, a pris, malheureusement, une autre ligne de conduite. Il eut recours aux manœuvres hostiles et même à la force, pour empêcher les Slaves et les Roumains d'Autriche de s'élever au niveau de ce droit national que les Madgyars réclamaient pour eux-mêmes. C'est ainsi que s'alluma cette malheureuse guerre de 1848 et 1849, où les Madgyars commirent les plus graves excès contre les autres nationalités, et forcèrent tous ceux qui ne voulaient pas renoncer à leur droit de nationalité, à faire cause commune avec l'Autriche, afin de se défendre contre l'absorption madgyare.

L'esprit arrogant et exclusif dont les Madgyars étaient animés a perdu la cause de la Hongrie en 1848. L'Autriche triompha de l'insurrection intérieure, à l'aide des baïonnettes russes, et le pouvoir despotique, fortement centralisé, fut rétabli à Vienne aux dépens de l'indépendance constitutionnelle de la Hongrie et de l'autonomie nationale des Slaves et des Roumains.

Grâce à un tel état de choses, les Serbes d'Autriche se trouvèrent une fois de plus à la merci du gouvernement de Vienne. Leur voïvoda Chouplikacz mourut subitement d'une attaque d'apoplexie, comme on le dit, et l'Autriche ne permit plus à ces Serbes d'élire un nouveau chef national à la place de Chouplikacz. Ainsi la Voïvodina serbe, le patriarche à sa tête, fut courbée sous le joug du despotisme autrichien, quoique l'empereur François Joseph I^{er} eût, par la patente impériale du 15 décembre 1848, et par l'ordonnance du 18 novembre 1849, reconnu le droit national, en vertu duquel l'Assemblée générale de Karlovcezi avait agi, et quoiqu'il eût non seulement sanctionné les faits accomplis, mais encore fait circonscrire le territoire de la Voïvodina serbe.

Le principe de la centralisation ou de l'unité politique et administrative, a été appliqué d'une extrémité à l'autre de l'empire autrichien, jusqu'à 1860. Les réformes libérales étant demandées à grands cris par tous les groupes nationaux de l'empire, l'empereur s'est trouvé, en 1860, dans la nécessité de reconnaître, par un acte, à tous ces peuples le droit de s'adminis-

trer, l'autonomie dans leurs affaires intérieures.

A cette époque le patriarche serbe Raïatchics était mort, et les communes serbes firent savoir au cabinet de Vienne que le peuple serbe voulait régler ses affaires du culte et des écoles par une Assemblée nationale, avant d'entreprendre le choix du nouveau patriarche. Le gouvernement, loin de répondre aux vœux populaires, fit publier l'ordonnance impériale du 27 décembre 1860, par laquelle la Voïvodina serbe est annexée à la Hongrie sans aucune consultation préalable du peuple serbe. Il a été promis, cependant, dans cette ordonnance, que le droit national des Serbes sera respecté et garanti dans le royaume de Hongrie.

Les Serbes se réunirent, le 21 mars 1861, en Assemblée générale à Karlovci, pour réclamer une fois de plus l'exécution des traités qui garantissent leur droit national. Ils nommèrent un comité chargé de présenter à l'empereur les résolutions votées par l'Assemblée générale. Or, ces résolutions n'ont pas été jusqu'à présent réalisées.

En 1864, le gouvernement convoqua au mois d'août un *Congrès national serbe* à Karlovci, et

lui donna pour mission de s'occuper exclusivement du choix du patriarche, en opposition aux vœux populaires qui se manifestaient en ce sens, que les affaires du culte et des écoles fussent réglées avant le choix du patriarche. Les élections des députés pour le *Congrès national serbe* de 1864 se firent sous le commandement et sur la désignation du pouvoir administratif et militaire, et ne furent pour la plupart que l'expression de la volonté du ministre de la guerre; le congrès lui-même agissait sous la pression exercée par le gouvernement. C'est dans de telles circonstances que le choix du patriarche *Machirévics* fut fait en 1864.

Ce choix du patriarche étant illégal, une irritation profonde se manifesta dans le peuple contre l'arbitraire du gouvernement. Pour stimuler l'intention de vouloir une réconciliation avec le peuple, le gouvernement fit convoquer, au commencement de 1865, un *Congrès national serbe*, qui devait être une continuation du congrès de 1864. Ce congrès de 1865 fut, comme le précédent, une réunion des députés imposés aux électeurs par les magistrats; il n'avait pas même la liberté de se constituer par lui-même,

ni de régler le mode suivant lequel il devrait exercer ses attributions; il se trouvait, en un mot, complètement à la direction du commissaire impérial. Après avoir ouvert un tel congrès, ce commissaire lui fit les communications suivantes :

1° Le gouvernement d'Autriche accorde aux Roumains de l'Empire de se séparer des Serbes, avec lesquels ils avaient formé jusqu'à ce moment une même communauté religieuse, et de constituer désormais une communauté à part, ayant à sa tête un archevêque nommé par l'empereur.

2° L'Église nationale serbe portera une désignation nouvelle, telle que celle d'*Église gréco-orientale* (les mots *nationale* et *serbe* devaient être supprimés).

La séparation de la communauté religieuse des Roumains de celle des Serbes, en Autriche, formait une question que seulement un congrès des Serbes et des Roumains réunis avait le droit de régler, tant en principe que dans les détails. D'autre part le congrès à Karlovci, tel qu'il était convoqué par le gouvernement, n'était pas complet, même relativement aux Serbes :

les Serbes de la Dalmatie n'y ont pas été représentés. Ainsi ce congrès non seulement était illégal en ce qui concerne la question de la séparation de la communauté religieuse roumaine de celle des Serbes, mais il n'était pas non plus compétent pour voter sur les intérêts généraux des Serbes d'Autriche.

Mais, comme il est facile de le comprendre, la majorité de ce congrès qui manquait de toute liberté d'action, s'inclina servilement devant les prétentions et l'arbitraire du gouvernement, et adopta ses propositions illégales. La minorité, voyant le commissaire impérial exercer une pression sur le congrès, se retira, en publiant une protestation énergique contre un gouvernement qui ne cessait pas de violer les traités garantissant l'autonomie nationale.

D

Efforts des Serbes en faveur d'une concorde fraternelle avec les Madgyars basée sur l'égalité des droits. — Opposition slave et roumaine au madgyarisme. — Le système de terrorisme, de l'arbitraire et de l'injustice, développé par le gouvernement austro-hongrois contre les Serbes, ainsi que contre les autres Slaves et contre les Roumains. — Suspension des lois constitutionnelles; violation flagrante de l'autonomie municipale et de la liberté individuelle en Hongrie. — L'hospitalité hongroise envers les émigrés politiques compromise. — Une alliance des gouvernants austro-hongrois avec le ministère antilibéral de N. Hristics, à Belgrade, en 1868. — Plaintes et protestations serbes devant la Diète hongroise contre la suspension arbitraire des lois constitutionnelles et les abus du pouvoir.

Le manifeste impérial du 20 septembre 1865, promettait de rétablir les institutions constitutionnelles de Hongrie. Les Serbes ne tardèrent point à donner des preuves de sincérité et de bonne foi envers les Madgyars. Aussitôt qu'on eut ordonné la convocation de la Diète hongroise qui devait préparer une transaction entre l'Autriche et la Hongrie, les patriotes serbes se mirent à l'œuvre pour préparer les élections pour cette Diète, dans un esprit de liberté générale, de solidarité fraternelle entre tous les

groupes nationaux. Ces efforts des patriotes serbes eurent pour résultat que les députés serbes pour la Diète hongroise furent choisis parmi ceux qui étaient les plus convaincus de la nécessité d'une entente fraternelle avec les Madgyars. Le programme de ces députés serbes avait pour point de départ le principe de la continuité du droit que réclamait la Hongrie, c'est à dire l'indépendance constitutionnelle de ce royaume. Mais, de même qu'ils respectaient les droits des Madgyars, les députés serbes revendiquaient aussi pour les Serbes le droit de l'administration nationale autonome, en vertu des traités de 1690 et de 1695.

En faisant cette revendication du droit national, les députés serbes, à la Diète hongroise, s'appuyaient sur le sentiment et les vœux de tous les Serbes, hors de l'Autriche aussi bien qu'en Autriche. Les Serbes de Serbie et du Monténégro employèrent même la voix de la presse pour se faire entendre; ils voyaient avec satisfaction que leurs frères les Serbes d'Autriche ne négligeaient aucun élément nécessaire pour arriver à un arrangement fraternel avec les Madgyars; mais ils exprimèrent, en même

temps, que, pour le cas où des desseins hostiles au principe d'égalité des droits nationaux surgiraient en Hongrie, pas un pays serbe ne resterait indifférent envers de tels desseins ; tous les membres de la grande famille serbe rivaliseraient de zèle pour venger la justice outragée.

On espérait, après cela, que les hommes politiques madgyars sauraient puiser le sens moral de cette manifestation dans le souvenir des événements sanglants de 1848 et 1849. A cette époque ils ont méconnu la nationalité des Serbes et des Croates ; après avoir obtenu la reconnaissance, par l'Autriche, du droit national madgyare, M. Kossuth dit qu'il n'existait en Hongrie que la nationalité madgyare, et que toute question à cet égard serait décidée par l'épée. Or, en tirant l'épée contre le droit national des Serbes et Croates, les Madgyars se sont trouvés en présence d'une armée qui réunissait les volontaires de la Serbie et du Monténégro, et même de l'Herzégovine avec ceux de la Voïvodina et de la Croatie, dans la défense du droit national. Et on sait comment la question des nationalités a été résolue par l'épée que les Madgyars ont tirée les premiers, en 1848 et 1849.

Malheureusement, les hommes politiques madgyars semblent s'imaginer être assez sûrs du présent pour ne pas mettre à profit les enseignements que l'expérience du passé leur offre. Ils repoussent avec une obstination aveugle les vœux les plus légitimes des Slaves et des Roumains de Hongrie, et ne reculent devant aucun moyen pour forcer ces Slaves et ces Roumains d'abjurer leurs langues, leur droit national, malgré que leur sentiment de nationalité, la conscience d'eux-mêmes soit développée à sa plus haute puissance. Les longs et stériles débats des Diètes hongroises, de 1865 jusqu'à nos jours, n'aboutissaient qu'à mettre en pleine évidence la manie avec laquelle les hommes politiques madgyars poursuivent le plan d'une absorption universelle. Il ne s'agit, pour eux, de rien de moins que d'imposer, à quelque prix que ce soit, à tout le monde la langue et la nationalité madgyares, suivant l'opinion du docteur Harwath qui, en 1846, s'efforça de prouver devant l'Académie de Vienne, que le premier homme, Adam, était madgyar et que, par conséquent, tout le genre humain a été et tendra à redevenir madgyar ! L'absurdité d'une telle

prétention madgyare a atteint son comble dans « la loi des nationalités » que la Diète hongroise a dernièrement sanctionnée. Cette loi apporte les restrictions les plus injustes, les plus révoltantes à la langue et au droit naturel des Slaves et des Roumains de Hongrie. Ces restrictions ont été, en principe et en détail, combattues par les députés serbes et roumains à la Diète de Pesth, ainsi que dans la presse indépendante. Néanmoins, les plumes vendues au madgyarisme ne cessent de répandre des assertions tout opposées à la vérité, par exemple, que la nouvelle « loi des nationalités » n'est considérée que comme un bienfait par les Slaves et les Roumains !

La ruse et la violence auxquelles on recourt, en Hongrie, pour madgyariser les Slaves et les Roumains, dépassent toute limite. Les élections des députés à la Diète hongroise sont influencées d'en haut par tous les moyens imaginables. Tout ce qui est propre à effrayer les timides, à tromper les ignorants, à surprendre et embarasser les populations, à faire que ces populations se livrent au madgyarisme aristocratique et lui vendent d'avance les générations à venir,

tout cela est employé dans une large mesure par les agents officiels et officieux, connus et secrets de ce madgyarisme. L'argent est en abondance distribué à ceux qui veulent trafiquer de leurs votes en faveur des candidats du gouvernement ; les fonctionnaires publics qui se distinguent par le zèle à assurer le succès de ces candidats, sont récompensés par un avancement ou par d'autres moyens, pendant que ceux qui ne veulent pas se vendre aux hauts intrigants sont destitués de toutes fonctions publiques et menacés d'une persécution systématique. S'il arrive qu'en dépit de tous ces efforts, quelques élections se fassent en faveur des candidats libéraux et qui sont opposés au gouvernement, des prétextes sont inventés pour annuler ces élections et en ordonner d'autres à leur place, alors même que les registres et les listes des électeurs devraient être faussées au profit des candidats officiels. C'est ainsi, que, entre autres, l'élection du député serbe, *M. Milétics*, dans le cercle électoral de Bachaïd, dans le district serbe de la Grande-Kikinda, a été annulée par la seule raison que *M. Milétics* est en opposition continuelle avec l'arbitraire du gouvernement. Heureuse-

ment, la conscience nationale des Serbes, dans les districts de la Grande-Kikinda, est au dessus des vues du gouvernement; aussi l'élection de M. Milétics, comme député à la Diète hongroise, a-t-elle triomphé pour la seconde fois des intrigues gouvernementales. En même temps la population serbe de Neusatz, la ville principale des Serbes en Hongrie, pour donner preuve de la confiance dont le candidat populaire, M. Milétics jouit chez tout le peuple, l'a également élu pour son représentant à la Diète hongroise.

Le madgyarisme ne se borne pas seulement à influencer illégalement les élections, il va jusqu'à empêcher les députés slaves et roumains d'exprimer librement leur opinion à la Diète. Il est arrivé bien souvent au député populaire serbe, M. Milétics, d'être interrompu dans son discours par les vociférations les plus indignes d'une assemblée politique appelée à assurer la pleine et entière liberté d'expression des opinions. Bien plus, les journalistes slaves et roumains sont systématiquement poursuivis devant le tribunal à Pesth, où ils sont jugés par des hommes dévoués au madgyarisme. Un journaliste slovak, *Hurban*, et deux journalistes rou-

maines, *Roman* et *Arpad Chachy*, ont été frappés d'une condamnation à de fortes amendes et à la prison, pour avoir osé défendre le droit national. En sa qualité de rédacteur du journal serbe, la *Zastava*, M. Milétics, vient d'être appelé devant le tribunal de Pesth ; son crime est de combattre les abus du pouvoir, surtout les prétentions injustes du madgyarisme... Une nombreuse assemblée populaire à Neusatz a, à l'unanimité, protesté contre le terrorisme qu'on emploie envers les patriotes slaves et roumains qui se font les interprètes des vœux populaires. En même temps, cette assemblée a exprimé l'étonnement et l'indignation contre la Diète hongroise qui livre, sans la moindre opposition, les députés au gouvernement qui les persécute à cause de la libre expression de leur pensée ; ces journalistes, qui sont devenus victimes de l'arbitraire et de l'injustice, étant tous députés à la Diète et ne pouvant être traduits devant le tribunal qu'après l'autorisation préalable de cette Diète.

Ce n'est pas là que s'arrête la lutte du madgyarisme contre la vie nationale des Slaves et des Roumains ; elle va jusqu'à empêcher tous

les développements, intellectuels et matériels, dont ils sont capables. Ainsi la Diète hongroise repousse toute demande de subvention des théâtres nationaux, slaves ou roumains, pendant qu'en faveur du théâtre national *madgyar*, à Pesth, la même Diète a voté une somme considérable sur le budget général de Hongrie. La municipalité de Neusatz a cédé une parcelle de terrain, dans cette ville, pour que le bâtiment du théâtre national serbe y soit élevé, aux frais des Serbes, qui forment la majorité de la population de la ville. Or, le gouvernement hongrois a mis toute sorte d'intrigues en œuvre pour exciter contre la majorité serbe la haine et l'hostilité des races *madgyare* et allemande, qui sont en minorité à Neusatz, afin d'empêcher la réalisation de la légitime décision de la municipalité. Poussée et encouragée d'en haut, la minorité allemande et *madgyare* ne cesse de renouveler ses réclamations contre cette décision, et le gouvernement, à son tour, se montre tout prêt à faire prévaloir les absurdes prétentions de cette minorité, prétentions d'après lesquelles il ne devait pas être permis aux Serbes de bâtir leur théâtre national au centre de la ville.

Dans la même ville serbe, à Neusatz, se trouve un gymnase fondé par les donations patriotiques. Ce gymnase est placé sous le patronage de la communauté nationale serbe. Ayant pris connaissance des nombreux abus dont s'était rendu responsable le comité de surveillance du gymnase, à la tête duquel se trouvait le patriarche Machirévics, la commune serbe décida de remplacer le personnel de ce comité par des hommes plus populaires et qu'elle croyait capables de réaliser les réformes nécessaires dans le gymnase. Le patriarche Machirevics et ses collègues résistèrent illégalement au droit et à la volonté de la commune. Le gouvernement hongrois voyait avec une satisfaction secrète le patriarche exercer contre la commune un arbitraire qu'il ne voulait point faire cesser, sachant bien d'avance qu'un tel arbitraire ne pouvait que faire naître entre les Serbes des complications dont le madgyarisme ne manquerait pas de tirer profit. C'est seulement après la mort du patriarche Machirévics que la commune serbe a pu nommer un nouveau comité chargé de la surveillance du gymnase.

S'il s'agit des lignes de chemin de fer à

tracer, le madgyarisme fait tous ses efforts pour condamner à l'isolement tous les points par lesquels les populations slaves et roumaines pourraient se mettre en une communication prompte et facile avec les grandes routes du commerce du monde. C'est ainsi que le réseau des chemins de fer en Hongrie se ramifie et se concentre de préférence dans les parties de Hongrie habitées principalement par la race madgyare.

Les associations des Serbes, les plus innocentes, telles que littéraires et scientifiques, industrielles et commerciales, n'osent pas s'appeler *nationales serbes*. Les maîtres des écoles primaires serbes, dans le district de la Grande Kikinda, se sont associés, dans le but du perfectionnement de leur profession; ils appelaient leur association *la Société des maîtres d'écoles nationales serbes*; or, les deux derniers mots : *nationales serbes* ont dû être effacés des statuts par l'ordre du gouvernement hongrois!

Ce n'est pas tout, les garanties que les lois constitutionnelles de Hongrie offrent en faveur de la *liberté individuelle*, comme droit de tout homme, sans distinction de race, ces garanties elles-mêmes n'existent pas en Hongrie pour

ceux qui ne sont pas de race madgyare. Moi-même j'ai eu le malheur d'en faire l'expérience, avec mon confrère slave, M. *Liouben Karaveloff*, un des plus illustres écrivains et patriotes bulgares, actuellement rédacteur en chef du journal bulgare la *Svoboda* (ou *la Liberté*) qui se publie à Bucharest.

Je me trouvais en Suisse, à Genève, comme rédacteur du journal franco-serbe, la *Srbska Sloboda* (*la Liberté*), au moment où le gouvernement de l'Autriche, dans le manifeste du 20 septembre 1865, donnait la promesse de rétablir les lois constitutionnelles de Hongrie. En me fiant au libéralisme dont les hommes politiques madgyars se vantaient, j'ai conçu l'espoir de trouver dans la Hongrie constitutionnelle toutes les garanties légitimes de la liberté de l'homme, et je me décidai à quitter la Suisse pour aller m'établir en Hongrie. Or, mon espoir y a été cruellement trompé. Loin de trouver en Hongrie la liberté individuelle que j'y croyais garantie, je devins victime d'une persécution qui, même dans les pays barbares, serait difficile à comprendre.

Se considérant comme les héritiers éventuels

de l'Europe orientale, les gouvernants austro-hongrois croyaient pouvoir tirer profit des embarras dans lesquels la principauté de Serbie fut plongée par la catastrophe de Toptchidère, en 1868. Certains journaux de Pesth et de Vienne s'empressaient de répandre des éloges en faveur de la princesse Julie, née de la famille madgyare Hounyady, et qui était mariée au prince Michel, mais qui en vivait séparée à Vienne; ces éloges, que lesdits journaux rendaient à cette princesse, après l'assassinat cruel du prince Michel, avaient pour but de soutenir la candidature de la princesse, qu'ils appelaient « la veuve du prince Michel », comme régente de la Serbie. La princesse Julie, qui était une des dames de la cour de Vienne, se trouvant sous l'influence des diplomates austro-hongrois, les calculs que ces hommes politiques se faisaient sur la régence de cette princesse n'ont pas besoin d'être commentés. Pour prouver que la candidature de la princesse Julie, comme régente de la Serbie, était une des plus sérieuses préoccupations du gouvernement austro-hongrois, il suffit de rappeler à la mémoire le fait, que les journaux de Vienne ont accentué, d'une visite

de condoléance faite par l'empereur François Joseph et le comte de Beust à la princesse Julie comme *veuve du prince Michel*, alors que tout le monde savait que cette princesse vivait séparée de son mari. Plusieurs journaux de Vienne et de Pesth se portaient même à prédire que le peuple serbe adopterait la candidature de la princesse comme régente de la principauté.

Ce qui semblait assurer un succès à cette candidature de la princesse, posée par les diplomates austro-hongrois, c'est que le ministère de Nicolas *Hristics*, alors au pouvoir à Belgrade, n'était que trop favorable à une telle politique envers la Serbie. Impopulaire qu'il était, ce ministère a senti le besoin de chercher hors du pays un appui pour se maintenir au pouvoir, et c'est seulement en Autriche, ou en Turquie, qu'il pouvait compter sur un tel appui.

Les communications diplomatiques entre Belgrade, d'une part, et Pesth et Vienne, de l'autre, étaient devenues des plus actives, lorsque l'opinion populaire en Serbie commença à se manifester en faveur du prince Milan, Obrénovics IV, celui qui, à ce titre, occupe actuellement le trône serbe. Pour déjouer la candi-

dature du prince Milan, le ministre Nicolas Hristics s'efforçait, avec quelques-uns de ses collègues, de faire prévaloir, dans le dernier moment, la candidature au trône du fils naturel du prince Michel, qui, étant mineur, devait être placé sous la tutelle de la princesse Julie comme régente de la Serbie. Dans ce but, le ministre Hristics et ses alliés secrets, austro-hongrois, jugeaient nécessaire avant tout de faire écraser tous ceux qui, au moment décisif, pourraient exercer sur l'opinion publique, en Serbie, une influence propre à faire échec aux projets austro-hongrois, adoptés et développés par ledit ministre à Belgrade. Une véritable chasse fut alors organisée contre les libres penseurs serbes. Les adversaires et ennemis déclarés, personnels et politiques, de ces libres penseurs furent encouragés, à Belgrade par le ministère Hristics, et à Neusatz par les agents du pouvoir hongrois, à inventer et répandre des dénonciations calomnieuses contre les patriotes libéraux serbes. Les efforts réunis du ministère Hristics et de ses alliés austro-hongrois se dirigèrent d'abord contre l'association des patriotes libéraux serbes connue sous

le nom de l'*Omladina Srbska*, et dont l'objet sera exposé en particulier dans cette brochure. L'association de l'Omladina serbe embrasse tous les Serbes, ceux d'Autriche et de Turquie, ainsi que ceux de la Serbie et du Monténégro; or, les journaux au service des deux gouvernements, austro-hongrois et de Belgrade, attaquèrent l'Omladina en masse, en l'accusant faussement d'avoir préparé l'attentat contre le prince Michel. L'opinion publique s'émut aussitôt; elle s'indigna manifestement contre l'invention abominable dirigée contre l'Omladina, si bien que le gouvernement à Belgrade s'est vu dans la nécessité de démentir formellement, dans le journal officiel, *Sbrske Noviné*, cette dénonciation calomnieuse que ses agents et ceux du gouvernement austro-hongrois avaient répandue contre l'Omladina. Ne pouvant écraser d'un même coup tous les libéraux qui formaient l'association patriotique de l'Omladina, les deux gouvernements changèrent de tactique; ils se jetèrent particulièrement sur les libéraux prononcés, qu'ils supposaient être les chefs et les guides de cette Omladina, et qu'ils croyaient d'autant plus redoutables que ces libéraux diri-

geaient et rédigeaient les journaux indépendants serbes, soit à Belgrade (en Serbie), soit à Neusatz (en Hongrie); ces journaux, les plus populaires qui existent parmi les Serbes, étaient la *Serbia* et la *Zastava*, journaux politiques, et la *Maticza*, journal littéraire. Le gouvernement austro-hongrois trouvait d'autant plus d'intérêt à s'allier avec le gouvernement de Belgrade pour attaquer les libéraux serbes, qu'entre ceux qui étaient l'organe de la Serbie et ceux qui représentaient les Serbes d'Autriche existait une sorte de solidarité fraternelle, qui constituait une résistance invincible non seulement aux influences austro-hongroises à Belgrade, mais aussi à toute mesure violente et oppressive de ce même gouvernement vis-à-vis des Serbes en Autriche. A défaut de justes motifs de poursuite, les deux gouvernements eurent recours au mensonge et à la violence. Comme il avait en ses mains la recherche des faits criminels relatifs à l'attentat de Topchidère, le gouvernement à Belgrade pouvait avec facilité donner à cette recherche la direction qui lui plairait. C'est un fait généralement connu, parmi les Serbes, que le

ministre N. Hristics, à Belgrade, fit appliquer à la torture les accusés du crime d'attentat de Topchidère pour leur arracher, par la souffrance, l'aveu de tout ce qu'il a voulu. C'est donc par cette voie qu'il avait obtenu aussi quelques témoignages propres à compromettre ceux des libéraux serbes dont il s'était depuis longtemps déclaré l'ennemi acharné, tant personnel que politique. Ceux qui ont rendu ces témoignages ont déclaré formellement, devant le tribunal à Belgrade, qu'ils ont été forcés, au moyen de supplices, de signer le papier où lesdits témoignages, sous forme de questions et de réponses, avaient été d'avance préparées par des agents de police. Digne de son allié de Belgrade, le gouvernement austro-hongrois n'était pas plus scrupuleux sur les moyens pour écraser les libéraux serbes : il suspendit les lois constitutionnelles pour la municipalité de Neusatz, mit cette ville en *état de siège* sous le pouvoir d'un *commissaire royal extraordinaire*, autorisé à introduire la poursuite contre les libéraux serbes de Neusatz, « soupçonnés de complicité dans l'attentat de Topchidère. »

Déjà les premières recherches des faits crimi-

nels à Belgrade avaient mis en évidence que l'attentat de Topchidère, accompli par des individus animés du sentiment de la haine et de la vengeance personnelles, et soutenus par les adversaires aveugles de la dynastie d'Obrénovics et par ceux qui étaient intéressés à amener, par une voie quelconque, les Karageorgeovics au trône, qu'un tel attentat n'avait ni de près, ni de loin, rien de commun avec la cause de la liberté et du progrès à laquelle seule les libéraux serbes se sont consacrés. Dire, en présence d'une telle évidence, que ces libéraux ont conspiré contre la vie du prince, c'était affirmer ce que tout le monde sait être un mensonge ; voilà comment le gouvernement à Belgrade arriva à la pensée de soutenir que les libéraux serbes, à Neusatz comme à Belgrade, avaient été prévenus de l'attentat par le chef de la conspiration ; que, à la vérité, ils ont *désapprouvé* le projet d'attentat, mais qu'ils ont donné des conseils de travailler au renversement de la dynastie d'Obrénovics, au moyen d'un mouvement général du pays, et cela en faveur de la république ou de la proclamation du prince du Monténégro, Nicolas I^{er}, comme prince régnant de tous les Serbes.

C'est donc dans de telles circonstances que M. L. Karaveloff, patriote bulgare et moi, devîmes victimes d'un emprisonnement illégal et arbitraire, durant presque sept mois.

Le 27 juin 1868, le bureau du journal la *Zastava*, que je rédigeais alors, était envahi par une bande d'agents du « commissaire royal extraordinaire » à Neusatz, pour faire une perquisition; en même temps trois agents de ce commissaire se présentaient à moi, en me disant qu'ils avaient ordre de m'emmener dans la forteresse de Péterwardein, située hors du territoire hongrois. On m'arrêta et je fus enfermé dans cette prison. Je savais que la loi constitutionnelle prescrit d'interroger dans les vingt-quatre heures tout inculpé arrêté, et je me disais en prison : « Demain, dimanche, je serai interrogé, l'erreur sera reconnue, je serai libre. » Cependant dimanche se passa sans rien, lundi rien encore, je protestai contre l'arbitraire et demandai, par l'intermédiaire du général de la forteresse, au commissaire royal extraordinaire à Neusatz, de me faire immédiatement interroger. Le mardi encore rien; le mercredi, enfin, un individu se présenta à moi, au nom du com-

missaire royal extraordinaire pour m'interroger. Dans mon bureau de correspondances, dossiers, papiers de famille, manuscrits, tout a été lu et fouillé par les agents dudit commissaire, qui n'ont rien trouvé; néanmoins un interrogatoire fut introduit, pour donner un semblant de légalité à la poursuite. Mais, dénué de toute base vraiment légale, cet interrogatoire cessa le troisième jour. Chaque jour je protestais contre la prolongation inutile d'un emprisonnement arbitraire, et j'adressais au commissaire royal extraordinaire pour obtenir un jugement et la liberté, des demandes qui restèrent toutes sans résultat. Pendant mon arrestation, ce commissaire faisait tous ses efforts pour obtenir quelques témoignages qui pussent lui suffire, non seulement à justifier aux yeux des ignorants et des timides la violence exercée contre moi et contre M. Karaveloff, mais encore à formuler une accusation contre les autres libéraux serbes, en Autriche, et surtout contre M. Milétics, le propriétaire du journal la *Zastava*, et qui est, en même temps, député serbe à la Diète hongroise. Pour pouvoir l'arrêter, il fallait préalablement soumettre à la

Diète quelques témoignages propres à légitimer une poursuite formelle; or, le commissaire royal extraordinaire ne cacha point l'intérêt que le gouvernement austro-hongrois mettait à en découvrir contre M. Milétics. Ce commissaire s'adressa, entre autres, à un maître d'école serbe, à Neusatz, pour obtenir une déposition contre M. Milétics, en lui disant en confidence que le gouvernement avait besoin seulement de deux témoins pour pouvoir obtenir de la Diète l'autorisation d'arrêter M. Milétics. Ledit maître d'école, ainsi que tous les autres honnêtes gens de Neusatz ne voulant pas se faire les instruments d'un homme qui manquait de conscience, le commissaire s'adressa, enfin, à une domestique de M. Milétics, et voulut la forcer de lui donner des renseignements sur ce que M. Milétics disait à sa femme pendant la nuit. Mais la conscience d'une domestique se trouva supérieure à celle du commissaire royal. Celui-ci, désespéré de ne pouvoir obtenir les témoignages qu'il cherchait, se borna à ces calomnies que les plumes achetées répandaient contre les libéraux serbes, et qu'acceptait aveuglément le gouvernement de Belgrade pour dénoncer ces patriotes.

Voilà la seule source où le gouvernement hongrois a pu puiser ses prétextes pour prolonger pendant près de sept mois l'emprisonnement arbitraire et illégal que M. Karaveloff et moi avons dû subir.

Je vais placer sous les yeux du monde impartial, les documents qui mettent en pleine évidence l'arbitraire et l'injustice de ce gouvernement. Ces pièces ont été écrites, en français, *dans la prison* et livrées à la publicité, dans le journal la *Zastava*, alors même que toutes les forces combinées de deux gouvernements se trouvaient engagées, avec une ardente passion, dans la recherche des témoignages qu'ils pourraient mettre à la charge des libéraux serbes. Ainsi, ces documents étaient de nature à provoquer chez les adversaires puissants de l'auteur toute leur énergie pour le présenter comme coupable et le faire condamner dans une forme légale. La tactique ignoble dont ces adversaires se servaient, en réalité, pour perdre leur victime, se trouve exposée dans ces documents que je vais reproduire.

Il est nécessaire d'en prendre connaissance, afin de pouvoir juger comment la liberté indi-

viduelle est respectée par le gouvernement « constitutionnel et responsable » de la Hongrie, et comment ce gouvernement composé par un ancien *émigré politique hongrois*, tel que M. *Andrassy*, sait récompenser cette hospitalité que les émigrés politiques de Hongrie ont toujours trouvée à l'étranger.

Les actes dont je viens de faire mention, sont :

1° Une protestation adressée au ministre de la justice à Pesth contre un emprisonnement illégal et arbitraire ;

2° Un recours à la cour d'appel contre la prolongation indéfinie d'un tel emprisonnement.

« Au ministre de la justice à Pesth, M. HORWATH.

« Monsieur le ministre,

« Nul homme ne peut être poursuivi, arrêté, ni détenu que dans les cas déterminés par la loi, et par suite d'une procédure légale » : telle est la garantie que la constitution offre, en Hongrie, à la liberté individuelle.

« Pour vivre sous la protection de cette constitution je me suis, il y a déjà deux ans, établi en Hongrie. Mais aujourd'hui, me voilà, monsieur le ministre, frappé dans ma liberté, en violation flagrante de toutes les lois constitutionnelles.

« En voici les détails :

« Je vivais tranquillement à Neusatz, où je suis marié, et j'avais l'intention de me faire naturaliser en Hongrie, lorsque, le 27 juin dernier (1868), M. Ferdinand Ast, commissaire royal à Neusatz, est venu mettre à la place des règles fixes des lois sa volonté personnelle, pour me priver de ma liberté. C'est sur son ordre et par ses agents que je fus saisi dans mon domicile à Neusatz, puis éloigné de cette municipalité et transporté sur un autre territoire, situé hors de la constitution hongroise, et enfin détenu dans la forteresse de Péterwardein.

« Pour me poursuivre et m'arrêter, M. F. Ast n'a pas eu besoin de recourir au pouvoir judiciaire, à Neusatz; il a usurpé lui-même ce pouvoir.

« Alors que, dans tous les pays libéraux, la loi veut que tout individu arrêté soit interrogé dans les vingt-quatre heures, M. F. Ast a laissé passer cinq jours avant de me faire interroger. Alors que, dans toute procédure légale, le détenu jouit du droit d'être informé sans délai de la nature et du motif de l'accusation, je suis resté détenu au secret, dans la forteresse de Péterwardein, pendant quarante-huit jours, sans que jamais on m'ait fait connaître la nature et le motif d'aucune accusation.

« Non content de m'avoir illégalement privé de ma liberté, M. F. Ast est allé encore plus loin; il m'a interdit toute communication non seulement avec mes amis et mes parents, mais encore avec ma femme. Puis, il m'a été défendu, durant quatre semaines, de sortir du cachot, malgré mon état malade et quoique je ne puisse me maintenir en santé qu'à la condition de me prome-

ner régulièrement à l'air pur. Il y avait, de plus, un moment où M. F. Ast a voulu me forcer de prendre des aliments préparés hors de ma maison, et dont la qualité semblait calculée pour me priver de mes forces sans me tuer tout à fait. Enfin la lecture, même des livres les plus innocents, m'avait été interdite pendant tout un mois; et je laisse de côté ces mille autres tortures de détail qu'on ne peut apprécier que seulement si l'on a un peu vécu dans le cachot du secret.

« Toutes rigueurs employées dans les détentions, autres que celles autorisées par la loi, sont des crimes; et on trouvera dans le procès-verbal dressé par lui sur mon interrogatoire la preuve que M. F. Ast avait la pleine conscience de son action illégale. Le procès-verbal doit constater les faits d'une manière authentique; mais celui dressé par M. F. Ast porte en tête le déni de vérité. Il y est dit que j'avais été interrogé à Neusatz, et cependant tout le monde à Neusatz et à Péterwardein sait que c'est dans cette forteresse et non à Neusatz que j'ai été interrogé.

« Quarante-huit jours s'étant écoulés pendant lesquels j'ai été détenu au secret, dans la forteresse de Péterwardein, je fus traduit devant le tribunal à Pesth.

« J'étais vraiment enchanté de me voir, enfin, devant le tribunal constitutionnel. Je me flattais d'y rencontrer les juges éclairés et qui se disputent le devoir et l'honneur de rendre la justice à l'innocence opprimée. Sans perdre un seul moment je portai à la connaissance du tribunal les excès coupables de M. F. Ast, et protestai contre l'emprisonnement arbitraire. En me déclarant capable d'offrir les garanties légales, je de-

mandai mon élargissement immédiat. En même temps je réclamaï le droit d'être jugé promptement et *publiquement*.

« Loin de mettre un terme à l'arbitraire dont M. F. Ast s'est rendu coupable envers moi, et de se tenir strictement dans les limites des lois constitutionnelles, ceux qui sont chargés auprès du tribunal de Pesth de rendre la justice ont pris une autre ligne de conduite; ils ne faisaient que continuer cette illégalité dont j'étais devenu la victime.

« Je me borne à énumérer ici les faits suivants :

« Le juge chargé de m'interroger avait refusé ma demande de m'interroger dans les vingt-quatre heures, sous prétexte que les actes expliquant le motif de mon arrestation n'étaient pas encore arrivés au tribunal. Comme s'il était permis à un tribunal constitutionnel de prendre en garde un détenu sans être en même temps informé des motifs légitimes de son emprisonnement !

« Il s'est passé *cinq jours* avant que j'aie reçu la nouvelle de l'arrivée desdits actes; néanmoins je fus obligé d'attendre encore quatre jours pour être interrogé.

« L'interrogatoire commencé, on ne me donna la lecture d'aucune accusation. On me disait simplement que j'étais soupçonné d'une participation dans la conspiration qui avait pour but de renverser la dynastie régnante en Serbie.

« J'ai déclaré qu'un tel soupçon est le plus indigne de moi, qu'il ne peut être que le produit d'intrigues politiques et de calomnies odieuses. Enfin, j'ai demandé les preuves qui seraient capables de justifier ce soupçon.

« Pas une seule preuve n'a pu m'être donnée.

« L'interrogatoire ne dura qu'une seule journée ; il fut suspendu pendant une semaine ; puis il fut continué pendant quelques heures, mais son objet se trouvant déjà épuisé, il a cessé de nouveau, sans être jamais plus repris.

« Ainsi, sans la moindre preuve contre moi, et même alors que l'interrogatoire devait faire tomber tout soupçon de culpabilité, mon arrestation est prolongée. Je ne cesse pas de protester contre la négligence arbitraire avec laquelle ma détention au secret est maintenue inutilement ; mais toutes mes réclamations restent vaines devant la phrase du juge d'instruction : « Les actes qui vous concernent ne sont pas encore arrivés. » — Cependant le commissaire du gouvernement serbe auprès du tribunal à Pesth, M. Marko Lazarévics, m'avait dit, devant le juge d'instruction lui-même, qu'il n'y avait plus rien à attendre de Belgrade, à l'égard de mon interrogatoire. De même la personne qui m'avait interrogé à Péterwardein et sous la garde de laquelle j'ai été transporté de Péterwardein à Pesth, m'avait assuré que tous les actes du commissaire royal à Neusatz, relatifs à mon procès, avaient été expédiés au ministre de l'intérieur, de sorte qu'il n'y avait rien plus à attendre. — D'un autre côté, il est positif que le caractère essentiel du pouvoir judiciaire est de ne s'occuper que des actes qui lui sont soumis. Si le juge étend son action hors de ses actes, il sort de son cercle légal, fait en quelque sorte violence à la nature passive de l'arbitre et cesse de représenter le pouvoir judiciaire.

« Comme détenu au secret auprès du tribunal à Pesth, je restais vingt jours sans connaître l'existence d'un ordre légal qui expliquât le motif de la prolongation indéfinie de mon arrestation.

tion. Ce n'est qu'à ma réclamation plusieurs fois renouvelée que la communication de la décision suivante me fut faite. » Comme l'interrogatoire n'est qu'au commencement, et comme des garanties ne sont pas offertes, la mise au secret de Yovanovics doit être prolongée. »

» Cette manière de motiver une arrestation qui ne sera jamais justifiée, non seulement est en opposition formelle avec les lois constitutionnelles, qui définissent précisément les motifs de toute arrestation légale, mais encore elle est contraire à la vérité. Comment dire que mon interrogatoire n'est qu'au commencement, en présence de ce fait : » Que je suis détenu au secret depuis déjà trois mois, et que l'objet de mon interrogatoire se trouve depuis longtemps épuisé. » Il n'est pas non plus vrai que les garanties ne soient pas offertes en ma faveur ; déjà le premier jour où je me trouvais devant le tribunal, j'ai déclaré être en état de donner toutes les garanties exigées par la loi pour mon élargissement.

» N'est-ce pas se jouer de la liberté des personnes que de vouloir consacrer, au nom de l'autorité judiciaire, cette arrestation à laquelle la violence et l'arbitraire seuls m'avaient condamné ?

» Ce qui est encore plus inexplicable, c'est qu'on s'oppose à mon élargissement encore en ce moment même, où les garanties légalement signées, en ma faveur, par deux citoyens qui jouissent de tous droits politiques et civils à Pesth, se trouvent déjà depuis plusieurs jours au greffe du tribunal.

» Telle est, monsieur le Ministre, la violence, telles sont les injustices auxquelles je suis en butte depuis trois mois !

« En présence d'un tel arbitraire que devient le plus précieux de tous les droits de l'homme, *la liberté individuelle*? Où sont les grandes et nobles garanties que la Constitution offre à cette liberté? L'arbitraire et les injustices qui pèsent sur l'individu sont une atteinte portée à la société. En effet, chacun des citoyens pouvant être à tout moment privé de sa liberté, ne sont-ils pas tous sans cesse en péril d'être emprisonnés sur un soupçon injuste, d'être précipités vivants dans une tombe éternelle?

« Cette vérité ne manquera pas, j'en suis convaincu, de trouver son interprète dans la personne de M. le Ministre de la justice, qui est appelé, par sa haute position, à ouvrir aux citoyens un recours régulier contre les excès du pouvoir, et assurer ainsi, en même temps, et la dignité du gouvernement et les droits de tous. C'est avec cette conviction que j'ai pris la liberté de m'adresser à vous, monsieur le Ministre, pour vous prier de faire rentrer les juges du tribunal devant lequel je suis traduit, dans le cercle qui leur est désigné par la constitution avec une précision qui ne laisse rien à l'arbitraire.

« Oui, l'application saine et fidèle des textes de lois constitutionnelles et des principes de justice à des faits particuliers est le seul devoir des hommes revêtus de l'autorité judiciaire; et je réclame aussi pour moi une procédure légale, conforme à la constitution.

« Selon la constitution et les lois, pour poursuivre juridiquement un homme et le priver de sa liberté, il faut avoir de justes motifs d'accusation, des preuves positives de culpabilité. Or, mon arrestation n'étant basée que sur un soupçon non justifié,

la procédure légale ne pourra que mettre un terme à une arrestation sans motifs prolongée pendant trois mois.

« En vérité, une telle arrestation que ne justifie pas la moindre preuve de culpabilité, est une véritable torture. C'est une peine appliquée avant jugement, un attentat à la liberté individuelle qui révolte les sentiments de la justice et de l'humanité dans le cœur de l'homme. La justice n'a pas d'ennemi plus redoutable qu'un tel abus de l'autorité. Je demande, au nom de la constitution, que je sois immédiatement affranchi d'un tel emprisonnement, les garanties nécessaires étant déjà offertes au tribunal.

« Je réclame, enfin, une fois de plus le droit d'être jugé promptement et *publiquement*, droit qu'une procédure constitutionnelle ne saurait jamais me refuser.

« Ma position en Hongrie n'est, il est vrai, que celle d'un émigré politique (de Serbie). Mais les temps ne sont pas éloignés où les fils de Hongrie, poursuivis par le despotisme, allaient chercher un asile dans les pays étrangers; et la Hongrie ne peut que se faire un devoir de conscience et d'honneur de rendre aujourd'hui aux émigrés politiques des autres nationalités cette même protection que ses propres fils ont toujours trouvée dans tous pays libéraux.

« Je suis

« V. YOVANOVICS.

« Pesth, le 14 septembre 1868. »

Sous prétexte de ne vouloir pas s'immiscer dans les affaires du tribunal, M. le ministre de

la justice laissa mes juges prolonger impunément un emprisonnement arbitraire et injuste, dont je n'étais devenu victime que par suite des instructions secrètes données par les ministres hongrois au commissaire royal extraordinaire à Neusatz. C'est seulement après trois semaines que j'ai reçu une réponse de M. le ministre, où il me faisait savoir qu'il n'était pas autorisé à se mêler des affaires du tribunal, mais, néanmoins, qu'il donnerait des ordres pour qu'on hâtât mon procès.

Avant de recevoir cette réponse, j'ai adressé à la cour d'appel à Pesth le recours suivant :

« Tout accusé doit être jugé avant d'être puni ; moi, malheureusement, je souffre, depuis trois mois, la peine de la prison, sans qu'il y ait un jugement, ni même un motif juste d'accusation !

« Ce fait illégal, je l'ai exposé avec toutes ses circonstances dans une lettre que j'ai adressée, le 14 de septembre (1868), au ministre de la justice, et que voici mot par mot :

(Ici est reproduite la lettre adressée au ministre de la justice et que je viens de faire connaître ; puis le recours continue comme suit :)

« Avant de me décider à écrire cette lettre au ministre de la justice, j'ai exprimé, devant le tribunal, le désir d'en appeler à une juridiction supérieure contre la décision par laquelle ce tribunal

a consacré et indéfiniment prolongé la peine de la prison à laquelle je ne suis pas légalement condamné. Mais on s'est empressé de me détourner de cette démarche, en me faisant croire qu'une nouvelle décision du tribunal viendra dans peu de jours me rendre la justice que je réclame, tandis que (me disait-on) la juridiction d'appel me ferait attendre au moins quelques semaines avant de me donner une réponse.

» Après m'avoir lui-même fait attendre pendant trois semaines sa nouvelle décision, le tribunal vient, hier, de m'informer que, mes interrogatoires n'étant pas encore terminés, mon arrestation doit être prolongée !

» C'est ainsi que je suis aujourd'hui forcé de recourir à la cour d'appel contre une prolongation nouvelle et toujours indéfinie de l'emprisonnement dont l'illégalité est hors de doute.

» Cette prolongation est absolument incompatible avec une fidèle application de la loi. La loi accorde le bienfait de la mise en liberté dès que le détenu a subi un premier interrogatoire et que les garanties légales sont offertes en ma faveur. Or, dans ma lettre adressée au ministre de la justice, on trouvera expliqué comment mes interrogatoires ont été, il y a plusieurs semaines, formellement introduits, et comment, encore, leur objet s'est trouvé épuisé, dans quelques heures. A dire la vérité, le tribunal devait, sur mes interrogatoires, me déclarer déjà depuis longtemps parfaitement innocent. Il y a aussi longtemps que les garanties légales ont été offertes en ma faveur ; ces garanties, signées d'abord par deux citoyens de Pesth, portent aujourd'hui encore deux ou trois autres signatures, toutes légalement données.

« Mais ce ne sont pas là les seules raisons qui parlent contre toute prolongation de mon arrestation; il y en a encore d'autres.

« En effet, une appréciation impartiale des faits ne tardera pas à constater :

« 1° Que M. F. Ast, commissaire royal à Neusatz, avait violé la constitution et toutes les formes légales, lorsqu'il a usurpé le pouvoir judiciaire, afin de me faire saisir dans mon domicile à Neusatz, pour m'éloigner de cette municipalité et me transporter et détenir dans la forteresse de Péterwardein, située hors du territoire de Hongrie.

« 2° Que le dit M. F. Ast s'est rendu encore coupable de l'excès de pouvoir lorsqu'il m'a infligé la peine de la prison longtemps avant le procès et le jugement, et sans avoir la moindre preuve qui me chargeât de quelque responsabilité devant la loi.

« 3° Que la culpabilité de M. F. Ast est doublée par les rigueurs inhumaines qu'il a exercées durant ma détention, dans la forteresse de Péterwardein, et qui ne sont jamais autorisées par les lois constitutionnelles.

« Ces faits étant évidents, on s'épouvante à la pensée que les juges constitutionnels pourraient ne pas s'opposer à une procédure illégale et qui commence d'abord par infliger une peine, et ensuite examine à loisir si le malheureux puni est innocent ou coupable. Et pourtant, il est tristement vrai qu'une telle procédure a été consacrée et adoptée par les juges devant lesquels je suis traduit. Pour s'en convaincre il suffit d'un coup d'œil dans les actes relatifs à mon procès; là on trouvera, entre autres, ces deux décisions qui, comme je l'ai dit, prolongent

indéfiniment la peine illégale de prison que je subis depuis trois mois.

« Ce n'est pas tout. Non seulement l'on ne tient nul compte ni des vérités positives qui se trouvent exposées dans les procès-verbaux dressés sur mes interrogatoires et qui prouvent ma parfaite innocence, ni des lois constitutionnelles qui permettent la mise en liberté moyennant des garanties, mais on va encore jusqu'à mutiler mon existence.

« Je suis déjà trop puni lorsque je suis, quoique innocent, privé de ma liberté et condamné à l'ennui d'un isolement, à l'éloignement de mon foyer domestique et à l'inquiétude sur le sort de ma famille abandonnée à elle-même. Mais les rigueurs auxquelles je suis soumis, dans la détention, ne s'arrêtent pas là. Enfermé, toujours à clef, dans une cellule où la lumière ne peut pénétrer suffisamment, ni l'air circuler librement, je suis obligé, tout malade que je suis, de respirer souvent un mauvais air chargé d'impuretés, et mes yeux se fatiguent à chercher en vain une lumière pleine qui les réjouirait.

« Voilà où nous en sommes avec les droits naturels de l'homme garantis par une constitution libérale ! La justice viendra donner tort aux rigueurs qui me font tant souffrir ; mais cette justice pourra-t-elle aussi rétablir ma santé ? Jamais.

« Le soupçon devient un prétexte criminel lorsqu'il sert à placer et à maintenir un homme innocent dans une condition aussi dure que celle que la culpabilité démontrée aurait faite à un coupable ; mais, que dire d'une procédure à laquelle un simple soupçon suffit pour frapper l'homme innocent dans les droits naturels de son esprit et de son cœur, pour opprimer ses facultés

destinées à recevoir les impressions salutaires du monde extérieur, en un mot pour le priver non seulement de la liberté, mais encore de la nature, de la terre, du ciel, des conditions nécessaires à la santé morale et physique ?

« Non, une procédure qui s'appuie sur le soupçon pour aller jusqu'à mutiler l'existence humaine, ne peut et ne doit être tolérée en Hongrie; elle n'a pas même la triste excuse des « précautions nécessaires », et serait la honte du pays qui la permettrait, aujourd'hui que les lumières du siècle font un devoir aux nations d'élever leurs juridictions au niveau des principes libéraux, qui est celui de la raison humaine.

« La question suivante s'impose : ou s'arrêtera-t-elle cette procédure qui n'est fondée que sur un soupçon injuste, tandis qu'elle devait se baser sur l'évidence du fait ? De soupçon en soupçon ne sera-t-elle pas capable d'anéantir tous les droits du citoyen et de l'homme ? Si l'on nie cette vérité, si l'on voulait se faire l'avocat de la procédure qui se base sur un soupçon pour remettre la liberté, l'honneur et tous les droits des citoyens à la discrétion d'un commissaire de police ou d'un juge, il faudrait prouver que toutes lois qui protègent ces droits et toutes formes légales du jugement qui offrent des garanties à l'innocence, sont des mots vides de sens, et, que tout pouvoir peut et doit être livré aux mains d'un commissaire de police ou de quelques juges. Or, ce commissaire de police et ces juges sont hommes ; loin d'être infaillibles, ils sont exposés à toutes sortes d'erreurs et de faiblesses ; et la justice politique a souvent révélé dans des hommes investis du pouvoir les plus basses passions, qui, sous le voile du salut public, s'adonnent à toute sorte d'intrigues et

mettent à profit les plus odieux prétextes du soupçon pour persécuter et quelquefois pousser à sa perte un citoyen honnête et qui n'a d'autre crime que celui d'être haï ou craint par ses adversaires politiques, ennemis de la liberté et de la vérité.

« C'est ainsi que la juridiction d'appel, gardienne de la constitution et qui a pour mission de rechercher si dans l'œuvre judiciaire toutes les prescriptions des lois constitutionnelles ont été accomplies, est appelée à mettre au néant ces décisions du tribunal de première instance qui consacrent et prolongent indéfiniment la peine de la prison qui m'a été infligée contrairement à toute justice, à toute raison, à toute humanité.

« La liberté individuelle est la propriété la plus chère de tous citoyens ; ce sont, donc, en même temps et le devoir envers moi-même et l'intérêt général qui me forcent à déférer à une juridiction supérieure l'arbitraire et l'injustice contre lesquels ma situation m'appelle à défendre le droit.

« Que la constitution et les formes légales soient religieusement observées par le tribunal devant lequel je suis traduit ; que mon procès me soit fait conformément aux lois constitutionnelles ; que je sois immédiatement remis en liberté, car je suis innocent : c'est là ce que la justice réclame, et ce que l'on ne peut me refuser qu'au mépris de toute justice.

« Je suis, etc.,

« V. YOVANOVICS.

« Pesth, le 26 septembre 1868. »

La cour d'appel laissa plusieurs mois s'écouler sans répondre à ce recours.

Me voyant en Hongrie livré à l'arbitraire et aux intrigues politiques sans aucune protection des lois, j'ai demandé mon extradition au gouvernement de la Serbie, en ma qualité de citoyen serbe; en même temps j'ai exprimé le désir d'adresser une lettre à ce gouvernement. On promit de me le permettre; mais cette promesse devint nulle par le fait qu'on ne voulait pas me faire parvenir ni du papier ni de l'encre pour écrire, malgré ma demande plusieurs fois renouvelée. C'est seulement par hasard qu'il m'est tombé en mains une feuille de papier où je pouvais adresser quelques lignes, écrites au crayon, au gouvernement à Belgrade. Ces lignes ont été communiquées à ce gouvernement sous le contrôle public, par le journal serbe, la *Zastava*. En même temps M. Milétics, le député serbe à la Diète hongroise, interpella le ministre de la justice sur l'illégalité de mon emprisonnement indéfiniment prolongé, ainsi que sur l'extradition demandée par moi.

Pendant que je me trouvais sous les coups de l'arbitraire et de l'injustice exercés par le gouvernement hongrois, un changement s'était produit dans le personnel du gouvernement à

Belgrade. L'Assemblée nationale de la Serbie, convoquée, après la catastrophe de Topchidère, a donné un vote de non-confiance au ministère de Nicolas Hristics, en même temps qu'elle a condamné la politique antilibérale et antinationale qu'avait suivie ce ministère; bien plus, l'Assemblée nationale attribua à cette politique la cause de la catastrophe de Topchidère et toutes ses conséquences fâcheuses. Enfin, elle demanda que certains membres du ministère de N. Hristics fussent traduits devant le tribunal comme responsables de ce qu'ils avaient laissé toute liberté d'action aux conjurés et aux assassins jusqu'à ce que le prince Michel tomba sous les coups de ces derniers, quoique lesdits ministres eussent eu tous les moyens d'empêcher cet attentat, s'ils avaient seulement voulu employer les mêmes mesures de précautions en faveur du prince Michel qu'ils avaient employées pour se sauvegarder eux-mêmes.

Le nouveau ministère à Belgrade ne voulant pas se lancer dans la voie des intrigues et des calomnies que le ministère Hristics, appuyé sur ses alliés austro-hongrois, avait organisées contre les libéraux serbes, le gouvernement à

Pesth n'a pas osé accorder mon extradition selon ma demande. Ayant la conscience de l'arbitraire et de l'injustice avec lesquels il avait ordonné mon emprisonnement, et en présence d'un manque absolu des faits qui auraient été capables de justifier le plus léger soupçon contre moi, le gouvernement de Pesth n'a pu que se décider, enfin, pour mon élargissement et celui de M. L. Karaveloff, qui, également innocent et sans aucun motif légal, a dû passer sept mois dans la prison.

Dans le jugement qui nous rendit à la liberté, il est formellement reconnu que toutes les dénonciations dirigées contre nous étaient mensongères ; il y est dit textuellement de ces dénonciations : *Non seulement elles ne sont pas en détail justifiées, vu la réfutation que V. Yovanovics, dans ses réponses, leur a opposée, mais elles ne peuvent non plus, dans aucun cas, ni d'aucune manière, servir d'appui au soupçon que V. Yovanovics ait participé à la conspiration contre la vie du prince Michel, soit par parole, soit par persuasion, ou par des conseils donnés, soit par une excitation, ou par une coopération de fait, ou par quelque autre moyen que ce soit. Ainsi, en pré-*

sence du manque d'indices qui pourraient servir à établir un soupçon sur lequel pût se baser une accusation juridique, on a dû faire cesser toute poursuite. (L'acte du tribunal de Pesth est du 16 janvier 1869, n° 471.)

De même pour M. Karaveloff, il a été formellement reconnu, dans ledit acte du tribunal de Pesth, qu'il n'existait aucun juste motif de soupçon et encore moins d'une accusation légale.

A la veille de notre élargissement, la Cour d'appel répondit à mon recours, que j'ai reproduit plus haut; dans cette réponse il est dit que des faits graves parlent pour la prolongation indéfinie d'un emprisonnement arbitraire et illégal; et cependant le troisième jour après que cette réponse de la Cour d'appel me fut communiquée, un jugement solennel du tribunal de première instance vint constater le manque absolu de tous faits propres à justifier la réponse de la Cour d'appel. Voilà comment la juridiction supérieure de la Hongrie sait protéger l'innocence!

Bien que les événements et les faits aient mis notre innocence en pleine évidence, et que le jugement du tribunal lui-même ait reconnu

l'absence de tout motif légal et juste d'un soupçon contre nous, le journal *Pester Lloyd*, voué au gouvernement, ne se faisait point de scrupule d'ajouter à la nouvelle de notre élargissement ce mensonge : que cette mesure a été nécessitée *par l'insuffisance des preuves!* Cette assertion insidieuse a été réfutée, sans réplique, par M. L. Karaveloff et par moi, dans le même journal ; mais notre réfutation n'y a été insérée qu'après une hésitation de plusieurs jours, et évidemment dans le but que la fausse assertion dirigée contre nous prît, par le seul effet du temps, dans l'opinion publique, cette consistance, cette apparence de probabilité dont s'imprègnent les nouvelles qui n'ont pas été démenties au moment même de leur apparition.

En revanche, les journaux indépendants serbes et slaves n'ont pas cessé de protester contre l'arbitraire et l'injustice déployés contre moi et contre M. L. Karaveloff, et de nous donner des témoignages de sympathie de la part des populations serbes. Au moment où la nouvelle de notre élargissement fut publiée, les patriotes éclairés de tous les pays serbes, ainsi que diverses associations patriotiques, telles que celles de *Soubo-*

ticza et de *Verchacz* (Hongrie), de *Vienne* et de *Gratz* (Autriche), de *Pozarevacz*, de *Csouponia*, de *Negotin* et de *Tchatchak* (Serbie), nous ont adressé des salutations fraternelles et enthousiastes. La jeunesse serbe de l'université à Pesth ainsi que les populations serbes de *Grande Kikinda*, de *Grand Betchkerck* et de *Neusatz* (villes en Hongrie) avaient préparé des banquets pour célébrer le triomphe de la vérité, de la justice et de l'innocence sur les intrigues et les calomnies dont M. L. Karaveloff et moi avons été victimes; sur notre chemin de Pesth à Neusatz, nous étions partout reçus avec des manifestations sympathiques et solennelles par les Serbes.

Le même sort que M. L. Karaveloff et moi avons subi dans la prison hongroise a été subi aussi par M. *Alexandre Radovanovics*, patriote serbe de *Karlovczi* (en *Syrmium*), dans la prison autrichienne. Innocent, il est devenu victime d'une persécution inouïe dans l'histoire juridique du monde civilisé. Sans aucun motif justificatif on l'a fait prisonnier, et on l'a retenu en prison pendant plusieurs mois, sous le prétexte d'un soupçon de participation à la conspiration contre la vie du prince Michel. Ce qui a princi-

palement contribué à faire persécuter par le gouvernement autrichien ce patriote serbe, c'est que celui-ci est assez audacieux pour dire la vérité contre les gouvernants. On n'a voulu lui rendre la liberté qu'après que l'arbitraire et l'il-légalité de son emprisonnement eurent frappé les yeux de tout le monde; et alors même on n'a pas voulu le reconnaître innocent, mais on a fait inutilement prolonger son procès jusqu'à ce jour, en dépit de l'opinion publique qui, déjà depuis longtemps, s'est prononcée en faveur du persécuté et contre les persécuteurs.

Ce qui est le plus étrange, c'est que la recherche des preuves dans le procès relatif à l'assassinat du prince Michel, tant à Neusatz et à Pesth, qu'à Belgrade, avait rendu évidente la complicité de certains agents *austro-hongrois*, parmi lesquels se trouvent aussi quelques-uns de ces mêmes dénonciateurs payés qui se distinguaient dans l'invention et la propagation des calomnies dirigées contre les libéraux serbes, persécutés par les deux gouvernements! Les noms de ces agents austro-hongrois, dont quelques-uns occupaient jadis des positions importantes politiques et diplomatiques, sont

inscrits dans les actes relatifs au procès de Kara-Georgévics à Pesth ; et je me borne ici à dire que ces complices, loin d'être mis en accusation et livrés à la justice, sont protégés d'en haut, de manière qu'ils se promenaient tous libres, en Hongrie et en Autriche, pendant que l'innocence était persécutée ! Voilà comment le gouvernement austro-hongrois fait preuve de son désintéressement et de son impartialité !

L'arbitraire du gouvernement hongrois ne se borna point aux illégalités et aux injustices que nous venons d'énumérer. Après avoir fait suspendre par le commissaire royal extraordinaire les lois constitutionnelles dans la municipalité de Neusatz, il est allé jusqu'à faire destituer, par le même commissaire, et en opposition avec la loi, les fonctionnaires municipaux, et à les remplacer par ses créatures. Parmi celles-ci se trouvaient même des individus qui, par suite des abus dont ils se sont rendus coupables, ont dû, une fois, être éloignés des fonctions publiques. Cet arbitraire, ainsi que d'autres actes de violence commis par le commissaire royal extraordinaire à Neusatz, ont été l'objet de plaintes renouvelées de la part de la municipa-

lité de Neusatz, et adressées à la Diète hongroise, où elles étaient appuyées par les interpellations de plusieurs députés au ministère. Le ministre de l'intérieur avait reconnu ouvertement devant la Diète que les lois constitutionnelles avaient été violées par l'envoi du commissaire royal extraordinaire à Neusatz et par les actes que celui-ci y avait commis; seulement, il s'efforçait d'établir que cette violation et cette illégalité avaient été nécessitées par des motifs dont il saurait donner compte quand il en serait temps. La Diète laissa toute la liberté d'action au gouvernement, en vue d'obtenir, en son temps, une justification de ses actes. Or, ce temps est passé. Le dernier résultat de l'envoi du commissaire royal extraordinaire à Neusatz et de sa mission, n'a servi qu'à constater l'arbitraire du gouvernement, exercé au détriment de la liberté des citoyens, des droits municipaux et de la Constitution. Aussi, la municipalité de Neusatz a, une fois de plus, adressé sa plainte à la Diète hongroise. Dans cette plainte, conforme aux décisions qui ont été prises dans les séances de l'assemblée municipale de 3 et 4 février, les faits sui-

vants ont été, en détail, exposés et prouvés :

1° Le ministère hongrois a envoyé à Neusatz le commissaire royal extraordinaire sans aucun motif justificatif, sans aucune nécessité, n'ayant pas voulu prendre d'avance les renseignements nécessaires, que la représentation municipale était disposée à lui fournir.

2° La suspension des lois constitutionnelles, ainsi que la destitution des fonctionnaires municipaux, et le fait que le commissaire royal extraordinaire s'est emparé de tous les pouvoirs municipaux que la loi ne lui donnait pas, et qu'il a nommé les individus de son choix à la place de ceux qu'il avait destitués : tous ces actes ont été commis sans aucun motif légal, par le simple caprice.

3° La destitution des fonctionnaires municipaux a été opérée sans aucun interrogatoire préalable de ces fonctionnaires; de même que la nomination de ceux qu'on a mis à leur place s'est faite en dépit des protestations de la représentation municipale.

4° Le commissaire royal s'est illégalement emparé du pouvoir judiciaire pour faire des emprisonnements et introduire des procès sans

en avoir même donné connaissance au tribunal de la municipalité.

Pour expliquer ce dernier point, il est nécessaire de citer les lignes suivantes de l'acte municipal adressé à la Diète hongroise :

« M. le ministre de l'intérieur (alors baron Wenkheim) avait fait comprendre, dans une séance de la Diète, que le but principal de l'envoi du commissaire royal extraordinaire à Neusatz était de rechercher des preuves contre ceux qui pouvaient être compromis dans la conspiration de Topchidère et avec lesquels M. Milétics, alors le bourgmestre de Neusatz, devait se trouver en relations.

« Le commissaire royal, aussitôt qu'il est arrivé à Neusatz, a fait emprisonner M. V. Yovanovics, de Serbie, et M. L. Karaveloff, de Bulgarie, qui, tous deux, après avoir été retenus quarante-huit jours dans la forteresse de Péterwardein et à peu près cinq mois dans la prison à Pesth, ont été remis en liberté comme innocents. — Quant à M. Milétics, celui-ci étant député à la Diète hongroise, et, comme tel, ne pouvant être poursuivi avant de soumettre à la Diète des preuves qui pussent justifier sa pour-

suite, a lui-même demandé, dans la Diète, d'être traduit devant le tribunal ; mais on ne l'a jamais fait. Cependant, le ministère de Belgrade, qui soutenait le soupçon contre ceux que le gouvernement hongrois poursuivait, a été, lui-même condamné par l'Assemblée nationale serbe. Là aussi est une preuve de plus que le soupçon sur lequel on basait la poursuite contre les libéraux serbes ne reposant sur aucun juste motif. Et si l'on pense encore de quelle manière le commissaire royal s'est conduit à cet égard ! Il a fait emprisonner M. V. Yovanovics et M. L. Karaveloff contrairement à tout droit et à toute forme légale, sans aucune intervention du pouvoir judiciaire ; il les a fait interroger par ses agents qui n'étaient ni investis du pouvoir judiciaire, ni autorisés par aucun tribunal ; ce n'est que seulement après plusieurs semaines que les prisonniers ont été traduits devant le tribunal à Pesth. »

5° Le commissaire royal avait lui-même, ainsi que par ses agents, inquiété, injurié et provoqué les citoyens serbes de Neusatz, en employant le double des patrouilles militaires dans la ville, en consignant à tous moments des

troupes à Neusatz et à Péterwardein, et en alarmant pendant la nuit les soldats et les paisibles citoyens.

6° Il a mis arbitrairement des assignats à la charge de la caisse municipale, en opposition avec les décisions prises par la représentation municipale.

7° Le ministère avait sans aucun motif légal, fait suspendre les magistrats et la représentation de la municipalité de Neusatz, et ordonné de nouvelles élections.

8° Dans ces nouvelles élections, le ministère s'est illégalement immiscé en faveur d'une coterie austro-madgyare.

9° Le commissaire royal avait présidé à l'assemblée des électeurs, ainsi qu'à des élections elles-mêmes, contrairement aux lois qui garantissent la liberté de l'élection.

M. ministre de l'intérieur (baron Wenkheim) avait donné à la Diète, à Pesth, des renseignements d'après lesquels l'envoi du commissaire royal à Neusatz devait être nécessité par l'anarchie et le manque de sécurité des personnes et des choses à Neusatz. Or, ces renseignements n'ont jamais été justifiés par des faits, et il est

évident que M. le ministre a calomnié la municipalité de Neusatz devant la Diète hongroise.

11° Le même ministre avait donné l'assurance à la Diète, qu'il ne tarderait pas à rétablir les magistrats et la représentation de la municipalité de Neusatz qu'il avait fait suspendre, dès qu'on aurait constaté d'une manière évidente l'illégalité d'une telle suspension. M. le ministre n'a pu produire une seule preuve pour justifier cette suspension, néanmoins il l'a fait maintenir en violation flagrante des droits municipaux, ainsi qu'en outrageant l'honneur des fonctionnaires destitués, et aux dépens des électeurs.

12° Le gouvernement n'a jamais donné la justification des actes qu'il a fait commettre à Neusatz par le commissaire royal, quoiqu'il eût le devoir de faire cesser l'*état extraordinaire* auquel la municipalité de Neusatz a été cruellement soumise pendant plusieurs mois; le gouvernement est responsable devant la Diète de toutes les illégalités commise par son ordre à Neusatz.

En même temps que cette plainte de la municipalité de Neusatz a été transmise à la Diète hongroise, j'ai adressée à cette même Diète, la

protestation suivante, par l'intermédiaire du député serbe, M. Milétics :

« *A la Diète hongroise, à Pesth.*

« La Constitution hongroise de 1848 garantit, comme droit naturel et civil, la liberté à tout homme.

« Cette Constitution se trouvant remise en vigueur, le ministère hongrois responsable doit protéger et préserver, avec une religieuse attention, de tout acte arbitraire, la liberté que la constitution garantit et dont les peuples ont toujours eu le sentiment le plus vif et le plus profond.

« Mais peut-on dire que la liberté du citoyen et de l'homme soit protégée sous un régime où les municipalités sont livrées, pieds et poings liés, à la police, aux dénonciations, aux visites domiciliaires ; où un commissaire royal dispose, à son gré, de la liberté des citoyens et peut s'attribuer le droit d'arrestation par simple mesure de police, et où les intrigants de tous les rangs et de toutes les classes accourent pour prendre part à la curée ?

« Or, en voici un exemple pour la Hongrie :

« Lorsque à la nouvelle de l'attentat sur la vie du prince Michel, à Topchidère, l'hypocrisie prétendait laver son crime dans le sang et les larmes qu'elle a fait couler, il se trouva parmi les adversaires politiques du parti libéral serbe des individus qui prirent courage et cherchèrent à couvrir leur lâcheté par des dénonciations calomnieuses répandues contre ce parti. Les mêmes adversaires ne reculaient devant aucun mensonge ni aucune absurdité pour changer les rôles de complices en ceux

d'accusateurs. C'est dans de telles circonstances que certains fonctionnaires publics, en Hongrie, sous le prétexte de rendre service au gouvernement de Belgrade, présidé alors par M. Nicolas Hristics, se distinguaient par l'exagération du zèle et l'ardeur de la persécution. C'est ainsi que le soussigné, domicilié à Neusatz, fut, en date du 27 juin 1868, traîné en prison, sans aucune forme judiciaire et en violation flagrante de toutes les lois constitutionnelles. M. F. Ast, alors commissaire royal à Neusatz avait, avec une incroyable insolence, usurpé le pouvoir judiciaire pour priver le soussigné de la liberté. Dans tous les cas où la loi autorise une arrestation, le juge d'instruction a seul le droit d'ordonner cette arrestation ; mais M. F. Ast avait fait arrêter le soussigné sans aucune ordonnance motivée du juge. En même temps mon domicile avait été soumis à une perquisition encore sans mandat de justice. Pour couronner l'arbitraire et l'abus de pouvoir, M. F. Ast a imaginé de faire transporter sa victime dans la prison de la forteresse de Péterwardein, située hors de la juridiction de Hongrie. Dans cette forteresse, j'ai passé quarante-huit jours sans obtenir les motifs de mon arrestation. C'est seulement par suite d'une interpellation adressée par un membre de la Diète au ministre de la justice que le soussigné fut transféré à Pesth et livré à l'autorité judiciaire ; mais alors même il n'obtenait qu'à grand'peine connaissance des motifs de son arrestation.

« Selon la loi il faut un fait positif et appréciable pour servir de base à l'action judiciaire ; aussi, après l'interrogatoire et lorsque l'absence absolue de faits rendait manifeste à tous les yeux l'intrigue politique et la dénonciation inspirée par les

haines personnelles dont le soussigné était victime, l'autorité judiciaire avait-elle le devoir de le remettre immédiatement en liberté. Au lieu de protéger l'innocence opprimée, les agents du pouvoir judiciaire à Pesth donnèrent au soupçon une force exagérée, pour prolonger arbitrairement et inutilement une arrestation illégale.

• Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il soit déclaré coupable, si l'on juge indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne, est crime. Et cependant, durant l'arrestation du soussigné, à Péterwardein et à Pesth, on avait ajouté, sans le moindre scrupule, à la rigueur de l'isolement les rigueurs d'une nourriture insalubre, d'un logement malsain et mille autres tortures inexplicables. Même la lecture et l'écriture lui ont été interdites !

• Victime d'une procédure qui, par la violence déployée contre lui, était devenue exceptionnelle, le soussigné avait déféré, dans une lettre, au ministre de la justice, l'injustice que les juges à Pesth lui faisaient éprouver ; de même qu'il avait fait son recours à une juridiction supérieure contre l'arbitraire et contre l'illégalité auxquels il a été en butte.

• Ci-inclus on trouvera une copie de cette lettre adressée au ministre de la justice, et une copie de ce recours adressé à une juridiction supérieure ; l'emprisonnement arbitraire et illégal, le mauvais traitement et toutes les rigueurs inhumaines que j'avais subis sans jugement ni publicité y sont exposés.

• N'ayant pu obtenir ni du ministre de la justice ni de la Cour d'appel la justice demandée, le soussigné s'est trouvé enfin

dans la nécessité de réclamer son extradition au gouvernement de son pays (Serbie) qu'il avait été obligé de quitter, en 1864, par suite d'une persécution systématique de la part d'un gouvernement antilibéral et despotique. Même après cette demande d'extradition mon arrestation arbitraire et illégale fut prolongée à Pesth pendant encore cinq à sept semaines.

« Un acquittement vint, enfin, donner tort aux rigueurs cruelles et inutiles du pouvoir; un jugement solennel, dont une copie se trouve ci-incluse, me déclara libre en constatant le manque absolu non seulement de faits positifs qui seraient capables de justifier une arrestation de plusieurs mois, mais encore de tous indices nécessaires pour constituer un soupçon raisonnable.

« C'est ainsi que près de sept mois se sont écoulés pendant lesquels le soussigné, innocent, avait été violemment et illégalement privé de sa liberté.

« Il faudrait être aveugle et sourd pour ne pas s'apercevoir ici des trames odieuses.

« Les agents du pouvoir qui violent ouvertement la constitution se déclarent en état de guerre avec la société; ils blessent les intérêts de tous, et la Diète a le droit de les traduire devant le tribunal de la justice. Ainsi, en présence du refus du ministre de la justice (une copie de ce refus se trouve ci-incluse), le soussigné prend la liberté de s'adresser au Parlement hongrois, par voie de pétition, pour demander de lui faire obtenir, dans les formes de la justice, satisfaction et réparation contre cette arrestation illégale et arbitraire qu'il a, innocent, subie durant presque sept mois, et dont l'auteur reste responsable devant la

loi et passible des dommages-intérêts envers la partie lésée.

« La Hongrie a fait de si vaillants efforts pour rétablir la constitution qui débute par consacrer et garantir la liberté de l'homme ; cette Hongrie se laissera-t-elle lâchement dépouiller des garanties que sa constitution offre à la liberté individuelle et qui devrait lui faire honneur ? C'est là la question à laquelle la Diète hongroise est appelée à répondre.

« Refuser la justice aux victimes a toujours paru plus odieux encore que de les frapper.

« Pour le soussigné, il lui reste encore une dernière ressource à opposer à ceux qui lui ont fait ce mal sachant bien qu'ils le faisaient ; c'est d'exposer au grand jour les manœuvres et les intrigues cachées qui plus d'une fois l'ont mis en péril.

« La lumière de la vérité généralement répandue fait toujours triompher la justice et l'innocence de l'intrigue et de l'arbitraire. »

Nous allons voir si la Diète hongroise saura protéger la liberté de l'homme et les droits municipaux que les lois constitutionnelles de Hongrie garantissent, mais que le gouvernement a foulés aux pieds.

E

Le parti national, organisé parmi les Serbes d'Autriche ; un résumé de son programme politique. — La vitalité nationale serbe, constatée par les efforts continuels des Serbes en faveur du progrès de la civilisation, malgré les obstacles nombreux que la domination étrangère lui oppose.

En face des violences et du terrorisme exercés par les gouvernants austro-hongrois contre les Serbes, ceux-ci ont bien compris le besoin de grouper leurs forces patriotiques, dans le but d'une opposition légitime. Le parti national organisé par les Serbes d'Autriche, dans ce but, s'accroît dans la proportion de l'obstination des gouvernants austro-hongrois à méconnaître l'égalité des droits pour les divers groupes nationaux de la monarchie. Les principaux points du programme politique du parti national serbe, en Autriche, tels que la grande conférence des patriotes serbes, réunie dans la ville de Grand-Betchkerek (en Hongrie), le 16 janvier 1869, les a posés, peuvent être résumés ainsi :

1° L'égalité des droits doit être reconnue et respectée pour toutes les nationalités de la mo-

narchie. Les traités garantissant le droit national serbe doivent être fidèlement exécutés, comme l'avait demandé l'assemblée nationale serbe de 1861.

2° Les garanties en faveur des droits nationaux serbes doivent être mises en harmonie avec les intérêts des Madgyars et des autres nationalités.

3° Les Slaves et les Roumains doivent s'opposer solidairement à toute centralisation madgyare, allemande ou autre, qui tendrait à établir la domination d'une nationalité sur les autres au détriment du droit et de la justice.

4° L'exercice du droit national doit être assuré aux Slaves et aux Roumains, en Hongrie, tel qu'il a été reconnu aux Madgyars; c'est à dire, l'autonomie intérieure, comprenant la liberté religieuse, le libre développement et emploi de la langue nationale dans tous les rapports du peuple, en un mot, la liberté complète de l'homme.

5° Le parti démocratique madgyar opposé à ce gouvernement aristocratique qui se couvre du masque du libéralisme pour maintenir l'injustice, la violence et la ruse dans les relations

intérieures de la Hongrie, ce parti démocratique madgyar doit être soutenu fraternellement par les Serbes et autres Slaves et par les Roumains, dans le but de la liberté égale pour tous les groupes nationaux.

6° Une politique extérieure austro-hongroise qui voudrait empêcher l'émancipation des chrétiens d'Orient et qui aspirerait à perpétuer leur oppression, soit par les Turcs, soit par tout autre étranger, une telle politique trouvera toujours ses adversaires dans les Slaves et les Roumains.

Tel est le programme du parti national serbe en Autriche.

En 1848, les Madgyars ont succombé parce que leurs chefs politiques ont voulu établir la domination madgyare sur les autres nationalités. Qu'ils permettent encore de nos jours contre les Slaves et les Roumains, cette tactique de 1848, qui a fait courber leurs têtes sous la domination centralisatrice des Allemands d'Autriche, durant une période de vingt années, et ils ne manqueront certes pas de se voir, une fois de plus, dominés par les autres.

En 1866, l'Autriche a été vaincue et humiliée

par l'épée du plus fort, parce qu'elle manquait de cet esprit d'union politique qui donne la force à la société et la rend invincible. Que l'Autriche continue à chercher un appui hors de cette égalité des droits qui est réclamée par les Slaves et les Roumains, et qui seule peut rattacher les divers groupes nationaux les uns aux autres par le sentiment de l'intérêt et du devoir de la défense commune, et elle ne parviendra jamais à se relever de la ruine où la catastrophe de Sadowa l'a jetée.

Quant aux Serbes d'Autriche, leur avenir est d'autant plus assuré que leur cause est inséparable de celle du progrès humain. C'est parmi ces Serbes qu'a pris sa renaissance la littérature nationale serbe, qui, déjà, au quinzième siècle, florissait dans la petite république serbe de *Raguse*, mais dont le développement a été, ensuite, arrêté par l'oppression étrangère. Pour bien apprécier les efforts des Serbes d'Autriche en faveur du progrès, il faut connaître les sacrifices matériels qu'ils s'imposent dans ce but : c'est ainsi que le chiffre général des fonds, formés par les dons patriotiques et les souscriptions volontaires du peuple, et qui sont

consacrés au développement moral et intellectuel de la nation, s'élève, d'après les rapports officiels de 1868, à 3,476,097 florins autrichiens (environ 6,952,000 francs). Ce chiffre comparé à celui de la population serbe en Autriche, qui est de 1,600,000 à 2,000,000 d'âmes, donne quatre francs par habitant; et il ne faut pas oublier que cette contribution volontaire se fait en faveur de l'instruction nationale, indépendamment de tous les impôts et des charges nombreuses que les Serbes d'Autriche sont obligés de supporter vis-à-vis de l'État. En dehors des écoles primaires, qui sont introduites dans toutes les communes serbes, il existe deux gymnases : un à Neusatz et l'autre à Karlovci; une école préparatoire à Sombarz pour former des maîtres de l'enseignement du degré inférieur; un séminaire à Karlovci; plusieurs écoles de commerce et d'industrie; toutes ces écoles sont entretenues par les dons patriotiques et par le peuple. Une association pour la littérature et la science, sous le nom national de la *Maticza*, fondée aussi au moyen de donations et des contributions libres et patriotiques, s'est fait un centre des forces intellectuelles, vives et

pensantes des Serbes d'Autriche ; cette association publie ses annales, *Létopisses*, un journal littéraire, *Maticza*, et diverses œuvres consacrées au développement de la littérature nationale ou à populariser les sciences.

Plusieurs journaux, politiques et littéraires, se publient parmi les Serbes d'Autriche ; des imprimeries se trouvent établies dans diverses villes. Un théâtre national est entretenu avec un succès qui lui ouvre les chances de s'élever au niveau que les institutions semblables du monde civilisé ont atteint.

Autant qu'il se peut sous la domination étrangère, les Serbes d'Autriche font aussi des efforts dans le sens du progrès matériel. Ainsi, il existe à Neusatz une association serbe d'industrie, *Drustvo radinosti*, qui, entre autres moyens, a organisé des cours publics populaires, pour propager des sciences utiles dans la masse ; plusieurs associations d'agriculture et de commerce ont été aussi fondées parmi les Serbes d'Autriche ; à Neusatz et à Versatz, des institutions de crédit ont été établies sous le nom de banques ; des caisses d'épargne commencent à se répandre dans une proportion qui donne à

espérer, que, dans peu d'années, chaque commune serbe en aura une.

L'énergie avec laquelle les Serbes d'Autriche persistent dans la voie du progrès, en dépit des nombreuses difficultés que leur oppose une domination étrangère, ne manquera pas d'aboutir à une dernière et définitive victoire.

F

Les derniers événements de la Dalmatie, provoqués d'en haut.

— Les Serbes des Bouches de Cattaro opposés à l'arbitraire et à l'injustice; brigandages politiques avec le massacre, exercés par le pouvoir administratif envers ces Serbes. — Préparatifs faits par le gouvernement austro-hongrois en vue d'une annexion forcée d'une partie des confins militaires à la Hongrie. — Opposition populaire aux mesures de l'arbitraire et de la force. — Dernier congrès national serbe à Karlovci.

Pour conclure mon aperçu sur les Serbes d'Autriche, je dois dire que, pendant des siècles, on s'est efforcé systématiquement à étouffer et anéantir leur sentiment national, sans qu'on ait jamais pu y réussir. Ces Serbes ont donné des preuves d'une grande patience; mais les derniers événements de Dalmatie, où les Serbes des Bouches de Cattaro furent provoqués d'en haut, par

les mesures de violence et d'injustice, à prendre les armes pour défendre le droit, prouvent que la patience des Serbes d'Autriche est à bout. Les gouvernants austro-hongrois ne doivent pas oublier que, dans le cœur des Serbes d'aujourd'hui, coule ce même sang dont les actions héroïques de leurs aïeux ont été glorieusement scellées dans l'histoire des droits imprescriptibles de la nation et de l'homme.

Les Serbes des Bouches de Cattaro formaient, après la chute de l'empire serbe, une république, où florissaient la littérature, l'industrie et le commerce. Cette république serbe s'était unie à la république vénitienne dans le but d'une opposition plus énergique à l'ennemi commun, à la force barbare turque; mais elle maintint, dans cette union, son autonomie nationale. En 1810, le territoire des Bouches de Cattaro fut annexé par Napoléon I^{er} à la Dalmatie; le congrès de Vienne le céda à l'Autriche en 1815. Les Serbes des Bouches de Cattaro n'ont voulu se soumettre à l'Autriche qu'à la condition que le droit national leur serait garanti. L'Autriche a formellement promis de respecter ce droit national, ainsi que le privilège en vertu duquel

les Serbes des Bouches de Cattaro devaient être exempts de l'impôt et des contributions indirectes, de même que du service dans l'armée de terre. En retour, ces Serbes devaient à l'État le service militaire dans la marine. Or, ces promesses autrichiennes ont été peu à peu foulées aux pieds, jusqu'à ce qu'en 1869, le gouvernement recourut à la force pour imposer aux Serbes des Bouches de Cattaro la charge du service militaire dans l'armée de terre, en violation des engagements contractés. C'est ainsi que les Serbes ont été forcés de prendre les armes pour se défendre, et on sait dans quel triste embarras l'Autriche a été jetée par ce mouvement sanglant qu'elle avait provoqué. Les mesures cruelles auxquelles l'Autriche avait recours pour combattre les défenseurs courageux du droit national ne le cèdent en rien à celles qui sont en usage dans les pays barbares d'Asie : plus d'une douzaine des villages et vingt-six églises serbes ont été brûlés et dévastés par l'armée autrichienne ; les femmes et les enfants furent exposés sans abri ni pitié aux rigueurs de l'hiver et de la famine. On cite des exemples où les femmes serbes tombaient frappées

par les armes des Autrichiens, qui se vengeaient ainsi de ce qu'ils ne pouvaient pas atteindre les combattants valeureux des Bouches de Cattaro; et les massacres que les bourreaux autrichiens ont commis sur des patriotes serbes, dans ce pays, pendant le dernier soulèvement, ont été constatés par les journaux autrichiens eux-mêmes. Or, toutes ces provocations cruelles, tous ces brigandages politiques de l'Autriche n'ont servi qu'à mettre plus en évidence la décadence morale et politique de la puissance austro-hongroise. Les Serbes des Bouches de Cattaro ne comptent pas plus de 70,000 âmes; et cependant, le petit nombre de guerriers montagnards non seulement se maintint, pendant plusieurs mois, contre toute l'armée autrichienne de terre et de mer, mais encore il réussit à convaincre l'Autriche, par la logique des événements, qu'elle n'est jamais assez forte pour détruire le sentiment du droit vivant dans le cœur des Serbes. L'Autriche s'est vue, enfin, dans la nécessité d'offrir des conditions de paix à cette poignée de braves, qui ne les a acceptées qu'en se réservant le droit de ne pas cesser de porter les armes si nécessaires à la défense du droit national.

Dans les derniers temps, des mesures provocatrices ont été prises aussi contre les Slaves des confins militaires. Une lettre impériale a été adressée au ministre de la guerre de l'empire, pour l'inviter à mettre à la disposition des ministres à Vienne et à Pesth les matériaux nécessaires pour préparer les mesures qui doivent annexer à la Hongrie une portion du territoire connu sous le nom de confins militaires. Or, ces mesures d'annexion se préparent sans que l'on consulte sur leurs destinées les populations de ces contrées. Ces populations, composées de Serbes et de Croates, tout en exprimant la volonté de passer sous le régime de l'administration civile, ont protesté énergiquement, par la voix de la presse et des réunions populaires, contre toutes mesures relatives à leur sort, autres que celles qui résulteraient des décisions d'une Assemblée générale de ces populations, Cette Assemblée seule a le droit de décider si les confins militaires seront annexés à la Hongrie ou non, et de déterminer les conditions d'une telle annexion si elle devait avoir lieu.

Au moment où j'écris ces lignes, un Congrès national serbe, convoqué à Karlovci, travaille

à l'acte constitutif qui servirait à affermir cette Assemblée sur ses bases légales. Or, le gouvernement, loin de se renfermer dans les limites de la légalité, s'efforce à restreindre les droits nationaux. C'est ainsi que ses journaux contestent à l'Assemblée nationale serbe le droit d'étendre son action aux questions politiques et sociales, au mépris des traités de 1690, 1691 et 1695. En vertu de ces traités les intérêts nationaux serbes doivent être réglés par une Assemblée nationale d'après la coutume traditionnelle serbe, c'est à dire souverainement dans toute l'étendue de l'indépendance intérieure, tant pour les questions sociales et politiques que pour les questions de culte et d'instruction publique.

Il reste à voir si le gouvernement austro-hongrois saura, dans le dernier moment, se réconcilier avec les vœux légitimes des Serbes et des autres groupes nationaux, par des concessions sages, faites en faveur du droit national.

III. — LA SERBIE

A

Émancipation de la Serbie comme État séparé. — Organisation des groupes de combattants héroïques appelés haïdouks. — Soulèvement du peuple sous Kara-George. — Rétablissement du système traditionnel du self-government et succès obtenus sous ce système. — Création d'un Sénat oligarchique sous l'influence de la diplomatie russe; l'ambition des voïvodas fait naître des factions qui déchirent le pays. — Les Turcs envahissent de nouveau la Serbie. — L'œuvre de l'émancipation de la Serbie reprise et accomplie sous Miloeh Obrénovics. Arrangements diplomatiques résultant du succès des armes serbes.

La troisième et la plus nombreuse partie de la grande famille serbe resta, après la chute de l'Empire, soumise à la domination musulmane. Cette partie de la nation n'a pas manqué non plus de fournir des preuves de vitalité nationale.

L'oppression turque de quatre siècles n'a pu détruire le sentiment et l'esprit de nationalité chez les Serbes. Dans toutes les guerres de la Hongrie et de l'Autriche avec les Turcs, les Serbes de Turquie luttaient aussi contre le con-

quérant barbare. Malheureusement, après chacune de ces guerres, l'Autriche abandonnait ces Serbes à la vengeance d'un maître tyrannique. Mais ces déceptions cruelles, causées par l'Autriche, n'ont pu, non plus, étouffer l'énergie héroïque du peuple serbe.

La preuve éclatante en est l'émancipation glorieuse de la Serbie, comme État séparé.

Cette émancipation s'est accomplie, comme on le sait, au commencement de notre siècle. Les Serbes n'avaient alors à compter que sur leurs propres forces. Leur position était d'autant plus difficile qu'ils vivaient dans des villages dispersés, privés de munitions, sans préparatifs militaires, pendant que les forces des Turcs se trouvaient concentrées dans les villes et dans les forteresses, avec tous les moyens de guerre. Mais les Serbes trouvèrent dans le sentiment de la liberté et de l'indépendance nationales la force pour s'élever au dessus de toutes les difficultés d'une telle position. Ils ont su réunir toutes les forces vives nationales, par une organisation particulière de groupes de combattants héroïques, appelés *haïdouks*. Ces groupes de héros se formèrent dans les mon-

taines et dans les forêts vertes, sur des points différents du pays. Ils se donnaient pour mission de défendre la liberté de la nation et de l'homme, et avaient pour mot d'ordre : *Chacun pour tous et tous pour chacun* ; à ce mot d'ordre ils ajoutèrent encore celui-ci : « Plutôt mourir que de se rendre aux ennemis de la liberté. »

Chaque groupe de combattants avait son chef élu, *arambacha*. Les arambachas des groupes différents établissaient et maintenaient une communication continuelle non seulement entre ces groupes eux-mêmes, mais encore entre ces groupes et le peuple. Au besoin, les arambachas se réunissaient en assemblée générale, pour discuter sur les moyens à employer pour la défense des droits nationaux.

C'est dans une telle assemblée que le héros *George Petrovics, Czrni* (ou *le Noir*), ou, selon l'expression turque, *Kara-George*, fut élu le général en chef, le *voïvoda*, du peuple soulevé en 1804.

Grâce à l'organisation qui unissait dans une solidarité fraternelle les Serbes héroïques, la Serbie avait acquis, sous Kara-George, tous les avantages de la victoire, sur les Turcs. Pour

apprécier l'abnégation et le courage de ces Serbes, il ne faut pas oublier qu'ils n'avaient à opposer à l'artillerie de bronze des Turcs que des canons creusés dans des troncs de cerisier.

Ayant obtenu un grand succès sur le champ de bataille, les Serbes sentirent le besoin d'un gouvernement régulier sous lequel la Serbie pourrait s'organiser, se développer et se fortifier. Ils ne s'adressaient alors pour les conseils qu'à leurs instincts nationaux, et ils rétablirent le système traditionnel du *self-government*, d'après lequel la souveraineté, résidant dans la nation elle-même, est exercée par une assemblée générale représentative.

Se gouvernant eux-mêmes, les Serbes réussirent, en peu de temps, à purger le territoire de la principauté actuelle de Serbie des envahisseurs turcs. Ils produisirent encore un mouvement émancipateur dans tous les pays slaves de l'Europe d'orient ; et tentèrent même une réunion avec les Serbes de Monténégro, qui n'est que par une petite portion du territoire de Bosnie séparé de la Serbie.

On connaît les relations amicales de Napoléon I^{er} avec les Turcs ; or, ces relations ont

•

poussé la Serbie à se jeter dans les bras de la Russie impériale. Le premier soin de la diplomatie russe se porta à créer en Serbie un Sénat oligarchique, en opposition avec l'esprit démocratique du peuple. La forme oligarchique du gouvernement a pu être introduite en Serbie, seulement dans un moment où les troupes russes étaient venues au secours des Serbes, dans la guerre avec les Turcs, et après que la Russie a fait insérer dans le traité de Bucharest, de 1812, un article garantissant l'indépendance intérieure de la Serbie.

Les membres du Sénat oligarchique étaient choisis parmi les voïvodas (généraux) qui rivalisaient de prétentions ambitieuses. Ainsi ce Sénat devint une arène des diverses factions, qui déchiraient la Serbie dans le moment même où les Turcs se préparaient à l'envahir de nouveau.

C'est au milieu de la lutte intestine, fomentée par un Sénat oligarchique et excitée par les intrigues de la diplomatie étrangère, en Serbie, que Kara-George se retira devant les préparatifs d'invasion turcs; il quitta son pays et passa en Autriche.

Le triste exemple, donné par Kara-George fut imité par plusieurs voïvodas.

La nouvelle que le général en chef et plusieurs généraux s'étaient retirés du champ de bataille et avaient passé en Autriche, jeta le découragement dans les populations. C'est ainsi que les Turcs réussirent, en 1813, à occuper de nouveau la Serbie. Le peuple serbe devint alors victime de la vengeance la plus cruelle ; des massacres, des ravages sans bornes eurent lieu.

En face de la tyrannie turque, le sentiment de la dignité nationale et humaine des Serbes se souleva bientôt plus vivement que jamais. En 1815, la Serbie renouvela la guerre d'émancipation. Le premier élan étant donné par l'entreprise patriotique de *Hadji-Prodan*, l'œuvre de l'émancipation fut accomplie sous *Miloch Obrénovics*.

Choisi par l'assemblée nationale, le général en chef de l'armée serbe, Miloch, fit loyalement observer la volonté du peuple ; il se mit à la tête des patriotes en armes, et l'existence nationale fut assurée au pays compris entre la Save, le Danube, le Timok et la Drina, mesurant une

superficie de mille milles, et comptant aujourd'hui une population de plus de 1,255,000 âmes.

Ce pays, c'est la *Serbie*.

Les succès des armes serbes ont eu pour conséquence les arrangements diplomatiques suivants, contenus dans la convention d'Akkerman de 1826 et dans le traité d'Andrinopole de 1829.

1° La Serbie est reconnue comme principauté libre et indépendante dans l'intérieur, et comme n'étant tenue d'autres redevances envers la Porte que de lui payer un tribut fixe (1,176,255 piastres, ou 494,027 francs).

2° Sauf les forteresses, aucune autre place en Serbie ne devait être occupée par les Turcs.

En 1867, par suite d'un arrangement diplomatique entre la Serbie et la Turquie, les garnisons turques ont dû évacuer les forteresses serbes, qu'ils avaient occupées pendant longtemps par la seule raison que le gouvernement serbe les y tolérait.

Aujourd'hui la Serbie est donc entièrement purgée des Turcs, les forteresses y comprises.

3° La Serbie avait été mise sous le protectorat de la Russie.

Le traité de Paris de 1856 remplaça ce pro-

tectorat russe par une garantie collective des puissances contractantes.

En même temps et en vertu du même traité, la *neutralité permanente* est consacrée et assurée à la Serbie.

Il est dit textuellement dans ce traité que les droits et immunités de la Serbie sont « placés désormais sous la garantie collective des puissances contractantes » ; que la « principauté conservera son administration indépendante et nationale, ainsi que la pleine liberté de culte, de législation, de commerce et de navigation », et, enfin, qu'« aucune intervention armée ne pourra avoir lieu, en Serbie, sans accord préalable entre les puissances contractantes ». (Voy. les art. 28 et 29 du traité de Paris, conclu le 30 mars 1856.)

B

Le despotisme de Miloch Obrénovics, devenu prince héréditaire.

— Constitution de 1835. — Intrigues diplomatiques dirigées contre une constitution libérale de Serbie. — Lutte des factions intérieures, excitée par des intrigues étrangères. — Une constitution imposée par la Porte au prince Miloch, en 1838, contrairement au droit national. — Abdication du prince Miloch en faveur de son fils aîné, Milan, et son éloignement de la Serbie.

Le rôle de Miloch changea bientôt; de guerrier libérateur qu'il était, il devint despote. En 1830, il fut reconnu prince régnant héréditaire. Par des actes arbitraires, il compromit sa popularité et se créa des adversaires politiques, à côté de ceux qui convoitaient le pouvoir, et dont la suprême maxime pouvait se résumer ainsi : « Ote-toi de là que je m'y mette ». Ces derniers, afin d'exploiter les sentiments démocratiques du peuple à leur profit, se couvrirent du masque du *constitutionnalisme*. La constitution devenue le mot d'ordre dans le pays, le prince Miloch se vit dans la nécessité de décréter, en 1835, une constitution d'accord avec l'Assemblée nationale.

Cette constitution assez libérale ne fut pas malheureusement maintenue. L'Autriche despotique craignait que la constitution libérale de la Serbie, sa voisine, ne devînt le phare des idées démocratiques qui ne manqueraient certes pas de jeter quelques lumières, aussi dans l'esprit des Slaves soumis à la domination autrichienne. C'est ainsi que l'Autriche se mit à intriguer à Constantinople et à Saint-Pétersbourg pour faire abolir la constitution de la Serbie. Comme il est facile de le comprendre, le gouvernement russe et turc tombèrent d'accord avec l'Autriche pour travailler ensemble à l'abolition de ladite constitution serbe. Un mot de ces gouvernements étrangers suffit pour que Miloš annulât la constitution dont il désirait lui-même se débarrasser.

Le gouvernement russe envoya à Belgrade un commissaire extraordinaire dans la personne du baron *Ruckmann*, alors consul général russe en Valachie. A son arrivée à Belgrade, cet agent diplomatique russe déclara ouvertement qu'une constitution, consacrant les principes démocratiques et républicains, ne serait jamais tolérée, en Serbie, ni par la Porte, ni par le

gouvernement russe. Il allait jusqu'à l'impertinence de contester à la Serbie le droit de se donner une constitution comme peuple libre, et de conserver son drapeau national avec les couleurs et les armes serbes ! Il ajouta, enfin, que la Russie et l'Autriche combattent et ont toujours combattu de concert (en vertu du traité de la Sainte-Alliance) les principes libéraux, tels que la constitution serbe de 1835 les consacrait, et qu'il appelait « révolutionnaires ».

Dans une entrevue avec le prince Miloch, l'agent diplomatique russe lui faisait des reproches d'avoir lui-même provoqué, dans le pays, des manifestations libérales dont la constitution de 1835 était un résultat. D'un autre côté, il entretenait des pourparlers, et même des conférences avec ceux des grands dignitaires serbes qui étaient les adversaires prononcés du prince Miloch ; le baron Rükmann donna à ces adversaires de Miloch l'assurance qu'ils seraient soutenus tant par le gouvernement russe que par celui de Constantinople, dans le cas où ils voudraient se conformer aux vues de ces deux gouvernements.

En présence de telles manœuvres et intrigues

étrangères, la dignité et l'intérêt du pays commandaient aux fils du peuple le devoir d'oublier toutes les dissidences intérieures, afin de repousser, avec les forces réunies, les menées coupables de l'étranger dirigées contre le droit national serbe. Malheureusement les grands dignitaires qui étaient les adversaires du prince Miloch n'étaient capables, non plus que ce prince lui-même, d'arriver à une entente patriotique au moyen de concessions mutuelles et sincères, dans le sens des aspirations démocratiques du peuple. Au lieu de s'opposer aux intrigues étrangères, les adversaires du prince cherchaient à les employer comme moyen pour préparer la ruine de Miloch. Admettons même qu'ils n'aient pu se fier aux dispositions pacifiques de celui-ci : pourquoi alors n'ont-ils pas fait leurs efforts pour grouper les forces du pays, de les opposer réunies, tant en vue des influences étrangères, préjudiciables au droit national, que du despotisme de Miloch détruisant la liberté intérieure? Supposons, enfin, que la condition du pays ne fût pas de nature à favoriser une organisation des forces populaires, en opposition avec un prince despotique, n'avaient-

ils pas, ces grands dignitaires, le devoir patriotique de s'abstenir plutôt de toute attaque contre le prince, que de soutenir les influences étrangères? En ce moment même, il était devenu clair que l'étranger cherchait à exciter et à utiliser tout désaccord entre le prince et lesdits dignitaires, pour porter une atteinte à l'autonomie nationale de la Serbie.

Pour prouver la faiblesse de caractère des grands dignitaires qui agissaient contre le prince Miloch, en se conformant aux vues du gouvernement russe et de la Porte, il suffit de rappeler à la mémoire les dénonciations écrites, adressées par ces grands dignitaires au gouvernement russe et à la Porte, en 1837. Dans l'écrit envoyé au gouvernement russe, les adversaires de Miloch appuyaient sur l'antipathie dont ce prince, selon eux, avait donné des preuves envers la Russie, de même que sur les relations qu'il entretenait avec la diplomatie anglaise, dans le but de combattre les influences russes en Serbie. Dans l'écrit adressé, en même temps et par les mêmes adversaires du prince, à la Porte, on accusait Miloch de travailler à l'émancipation générale des Slaves et

des Chrétiens d'Orient, de s'être mis, dans un tel but, en relation avec la Russie, l'Albanie et même avec le vice-roi d'Égypte (1). Un vrai patriote serbe, ainsi que tout autre ami de la liberté et de l'humanité, ne pourrait en vérité, que féliciter sincèrement le prince Miloch et le soutenir dans une entreprise en faveur de l'émancipation générale des Chrétiens d'Orient; mais voilà de grands dignitaires à Belgrade, favoris et protégés du gouvernement russe, trahissant la liberté nationale et humaine, et favorissant la domination turque dans l'Europe d'Orient!

Le résultat des intrigues des grands dignitaires, adversaires du prince Miloch, à Belgrade, protégés et soutenus par de hauts intriguants de Constantinople et de Pétersbourg, fut que vers la fin de 1838, on imposait au prince une constitution non votée par le peuple, mais élaborée à Constantinople d'accord avec le gouvernement russe, en violation flagrante du droit national serbe.

(1) Voy. B. S. CUNIBERT. *Essai historique sur les révolutions et l'indépendance de la Serbie, depuis 1804 jusqu'à 1850* (Leipzig, 1855, t. II, pag. 393-398).

Par une telle constitution, il fut créé en Serbie un Sénat destiné non seulement à restreindre le pouvoir du prince, mais en même temps, à semer et à perpétuer la guerre civile. Ce Sénat, nommé par le prince et mis sous la protection de la Porte, devint en réalité le jouet des hauts intrigants étrangers, au détriment du droit national. C'est encore dans le sens de cette constitution que la bureaucratie de tous les ordres et de tous les degrés, avec de forts salaires et avec tous ses vices et abus, fut introduite dans la principauté.

Cinq ou six mois après que cette constitution eut été promulguée, les grands dignitaires, à Belgrade, aidés par leurs hauts alliés de Pétersbourg et de Constantinople, forcèrent le prince Miloch de quitter, en 1839, le pays, en abdiquant en faveur de son fils aîné *Milan*.

C

La Régence nommée par suite de la maladie du prince Milan continue à rester au pouvoir après la mort de ce prince. — Les grands dignitaires se divisent en deux factions, en partisans de la dynastie d'Obrénovics et en adversaires de cette dynastie, agissant en faveur du fils de Kara-George, Alexandre. — Installation sur le trône du prince Michel comme successeur de son frère, le prince Milan. — Les adversaires de la dynastie d'Obrénovics s'appuient sur les influences de la Porte pour préparer le renversement de cette dynastie; la Porte les protège et les soutient. — L'incapacité politique et l'impopularité des ministres du prince Michel encouragent les adversaires de la dynastie. — L'insurrection de 1842 renverse la dynastie d'Obrénovics et fait monter au trône Alexandre Kara-Georgévics.

Le prince Milan se trouvant au lit de mort, une Régence de trois membres fut nommée par le sénat. Ces trois régents étaient : Avram *Pétroniévics*, Yefrème *Obrénovics* (frère du prince Miloch) et Thomas *Voutchics*. Ces individus étaient à la tête de la faction des grands dignitaires, qui s'appuya sur des influences étrangères pour ôter le pouvoir au prince Miloch; c'est ainsi qu'ils n'eurent aucune difficulté d'obtenir, après l'abdication de ce prince, un mandat

de gouverner le pays jusqu'à ce que la Porte confirmât le prince Milan, quoiqu'une telle confirmation fût en opposition avec le droit héréditaire de la dynastie d'Obrénovics établi par le peuple. Ce mandat insistait, en même temps, sur le besoin de conformer tous les actes du gouvernement à cette constitution qui a été imposée au prince Miloch par la Porte. *Youssouf-Pacha*, alors gouverneur turc de la forteresse de Belgrade, soutenait ouvertement tous les actes du Sénat et de la Régence qui violaient le droit national.

Le prince Milan mourut à la fin du premier mois de son avènement. Son frère, qui devait lui succéder, le prince *Michel*, se trouvait alors avec son père en Valachie, et la Régence continua à gouverner la Serbie; la Porte s'empressa de la confirmer par un firman.

A cette époque les grands dignitaires à Belgrade, qui se trouvaient à la tête du gouvernement, se divisèrent en partisans de la dynastie d'Obrénovics, et en adversaires de cette dynastie; ces derniers agissaient en faveur du fils de Kara-George, Alexandre Kara-Georgévics. La diplomatie russe, quoiqu'elle eût contribué à

l'éloignement du prince Miloch du trône serbe, voulait néanmoins maintenir le droit héréditaire de la dynastie d'Obrénovics; aussi le consul russe à Belgrade en soutenait-il les partisans. La Porte, au contraire, trouva son intérêt à protéger les adversaires de cette dynastie. Ceux-ci, en retour, se montraient disposés à faire toutes les concessions à la Porte, fût-ce même au détriment de l'autonomie nationale de la principauté.

Le succès semblait être assuré à la dynastie d'Obrénovics. Le prince *Michel* arriva à Belgrade et fut installé sur le trône serbe comme successeur de son frère, en 1840. Cette installation mit un terme à la Régence. Les membres qui la composaient étaient divisés, de manière que Voutchics et Pétroniévics se trouvaient à la tête des adversaires de la dynastie d'Obrénovics, pendant que Yefrème Obrénovics, oncle du prince Michel, s'était mis, ensemble avec la mère du prince Lioubicza, à la tête des partisans de la dynastie régnante.

Les adversaires d'Obrénovics sollicitèrent de la Porte qu'elle donnât un firman au prince Michel par lequel le maintien de leur influence

et de leur autorité serait assuré. La Porte, toujours prête à saisir l'occasion de restreindre les droits de la nation, se hâta d'accorder le *bérat* (la lettre de reconnaissance) au prince Michel; mais, en même temps, elle expédia un firman par lequel elle nomma Voutchics et Pétroviévis conseillers du prince, sans lesquels celui-ci ne pouvait rien faire, et qui faisait de ces conseillers les véritables maîtres de la principauté.

Les partisans d'Obrénovics en furent fortement irrités; le firman ayant été communiqué au peuple, l'opinion populaire se prononça manifestement contre ses dispositions qui violaient le droit national, et demanda que le prince le rejetât.

Le commissaire ottoman, *Emin-effendi*, qui avait pour mission de faire adopter le firman, retourna à Constantinople sans avoir obtenu un succès. La Porte, sachant profiter des circonstances pour créer et maintenir une faction qui lui était dévouée, envoya aussitôt à Belgrade un autre commissaire, *Moussa-effendi*. Celui-ci ne pouvant non plus réussir, invita les chefs de la faction protégée par la Porte à se rendre à Constantinople.

Dans l'été de 1840, ces chefs des adversaires de la dynastie d'Obrénovics, accompagnés de leurs principaux adhérents, se rendirent avec le commissaire turc à Vidin, d'où leur nom *Vidinliés*, et ensuite à Constantinople, d'où leur nom *Czarigradliés* (Gzarigrad étant l'appellation serbe de Constantinople). A Constantinople il fut convenu que les réfugiés se rendraient, avec le commissaire ottoman, *Emin-effendi*, à la frontière de la Serbie, et que la Porte emploierait toute son influence pour décider le prince Michel à céder à ses adversaires qui s'étaient liés avec les intrigants de Constantinople, dans un but évidemment contraire au droit national serbe. Si cela ne réussissait pas, la Porte devait, du moins, obtenir pour eux la libre entrée en Serbie. Alors, secondés au besoin même par les armes turques, ils devaient essayer de s'emparer du pouvoir, en Serbie.

Les réfugiés serbes à Constantinople furent amnistiés par le prince Michel sous l'influence de la Porte, et leur retour en Serbie eut lieu au commencement de 1842. Il ne leur restait plus que la voie de la force pour s'emparer du pou-

voir. Vers le milieu de l'été de 1842, un commissaire de la Porte, *Chekib-effendi*, se rendit à Belgrade; en même temps le pacha de la forteresse belgradoise, et celui de Vidin obtinrent l'ordre de pousser la faction favorisée par la Porte à une révolte ouverte et, au besoin, de la seconder matériellement. Encouragée ainsi par la Porte, cette faction commença la révolte. A la tête du mouvement se mirent : *Voutchics*, *Pétroniévics* et *Miloutin Garachanin*.

Le gouvernement du prince Michel était composé d'hommes incapables et impopulaires, qui ne travaillaient qu'à l'oppression du peuple et à l'augmentation de l'impôt sans le vote de l'Assemblée nationale. Le prince Michel, jeune qu'il était, laissa ses ministres libres de faire tout ce qui leur plaisait. Aussi ses adversaires n'eurent point de peine à exciter le mécontentement du peuple contre le gouvernement.

Au milieu d'un tel mécontentement, *Voutchics* et *Garachanin* (*Miloutin*), se rendirent dans l'intérieur du pays pour soulever le peuple, pendant que *Pétroniévics* s'assurait auprès du pacha turc, à Belgrade, que la Porte persistait à donner son appui à la révolte. Le prince Michel

se précipita vers Kragouïévacz (la ville au centre de la Serbie) avec son armée, pour prévenir les insurgés et étouffer l'insurrection. Un de leurs chefs, Garachanin, fut atteint et tué par des cavaliers envoyés à sa poursuite. Mais, le principal chef de ce mouvement, Voutchics, réussit à prendre Kragouïévacz.

Dès que Kragouïévacz fut tombé au pouvoir des insurgés, la révolte éclata partout. Poursuivi par les insurgés, le prince Michel quitta à *Jabari* (village sur le chemin de Kragouïévacz à Belgrade) son armée, forte de 15,000 hommes; il put atteindre Belgrade, passa la Save et se réfugia en Autriche, le 29 août 1842, soit qu'il n'ait pas voulu verser le sang serbe dans une guerre civile, soit qu'il ait manqué de courage pour se défendre; soit, enfin, qu'il eût trop compté sur l'appui des puissances étrangères, parmi lesquelles la Russie semblait lui être particulièrement favorable. Voutchics, de son côté, prit le chemin de Belgrade, et, suivi d'une armée populaire, qui augmentait à chaque pas, il arriva sur la plaine de Vrachar, près de Belgrade. Là on délibéra immédiatement à qui le peuple devait confier la dignité du prince.

C'est ainsi qu'au mois de septembre 1842, la dynastie d'Obrénovics fut renversée, et que le fils de Kara-George, Alexandre Kara-Georgévics, monta sur le trône serbe, malgré une opposition apparente de la Russie.

D

Impopularité du gouvernement de Kara-Georgévics. — Actes de terrorisme et de violence de ce gouvernement ; sa faiblesse à l'extérieur, ses concessions au détriment de l'autonomie nationale. — De grands dignitaires conspirent contre le prince ; condamnation des conjurés. — Immixtion de la Porte dans les affaires intérieures de la Serbie, en violation du droit de l'autonomie nationale. — De grands dignitaires, complices des intrigants de Constantinople contre le droit national, projettent une Kaïmakamie à la place du prince. — Ministère Garachanino-Voutchics, formé sous l'influence de la Porte. — Les vœux populaires se manifestent pour la convocation d'une Assemblée nationale. — Opposition de la Porte à la convocation de cette Assemblée. — L'opinion publique l'emporte sur les intrigues étrangères ; la loi de la convocation de l'Assemblée nationale est publiée.

Quoique le nom de Kara-George eût été le plus populaire en Serbie, quoique le despotisme du prince Miloch fût généralement condamné, et quoique les ministres du prince Mi-

chel eussent abusé du pouvoir dans une telle mesure qu'ils étaient devenus impopulaires, le gouvernement du prince Alexandre Kara-Georgévics eut, néanmoins, le peuple contre lui.

Dans le nom d'Obrénovics était personnifié l'idée de l'unité et de l'indépendance nationale; et l'espoir que l'on basait sur ce nom, pour la réalisation de cette idée, augmentait en proportion de l'appui que les adversaires de la dynastie d'Obrénovics cherchaient dans les intrigants de Constantinople, ennemis traditionnels du droit national serbe. C'est ainsi que la masse de la population, en Serbie, préférait le gouvernement despotique à tout changement politique préparé à l'aide de l'étranger, et, par conséquent, au gouvernement de Kara-Georgévics. résultant d'un tel changement.

Si les hommes qui ont renversé la dynastie d'Obrénovics avaient rétabli en Serbie les institutions démocratiques, conformes à l'esprit national, le peuple serbe aurait pu reconnaître quelle différence il y avait entre le gouvernement despotique d'Obrénovics et celui qui aurait répondu aux aspirations libérales du pays; ce dernier gouvernement n'eût pas manqué de

trouver des sympathies et un appui dans la masse du peuple.

Le gouvernement de Kara-Georgévics manquait, malheureusement, d'éléments sérieux d'existence; il augmenta encore son impopularité par une législation draconienne et par l'arbitraire administratif. Se venger sur les partisans de la dynastie d'Obrénovics, satisfaire à toutes les exigences de la Porte, exigences de jour en jour plus grandes, et d'où sont nées ces concessions qui ont porté une si grande atteinte aux droits nationaux; persécuter, battre et massacrer tous les défenseurs de la vraie liberté, telle a été l'œuvre principale du gouvernement de Kara-Georgévics, dans lequel Voutchics, Pétroniévics, Garachanin (Ilia), Simics, étaient aussi intolérants et cruels qu'ils étaient puissants.

Circonvenu par de tels personnages, le prince Kara-Georgévics se trouva dans une fausse position, où il ne pouvait ni se débarrasser de ces hommes qui opprimaient le peuple à l'aide du plus violent terrorisme, ni satisfaire à l'ambition de chacun d'eux.

Le mécontentement des grands dignitaires

grandit au point que quelques-uns de ces vieux sénateurs qui avaient conspiré, autrefois, contre la dynastie d'Obrénovics, complotèrent aussi l'assassinat du prince Kara-Georgévics. Cet odieux projet fut découvert. Les conjurés allaient subir la peine de la réclusion à perpétuité, en laquelle le prince avait commué la peine de mort, prononcée par les tribunaux.

Sur ces entrefaites quelques anciens collègues des sénateurs condamnés recoururent à la Porte, et celle-ci, se fondant sur la constitution qu'elle avait imposée au prince Miloch, en 1838, et qui plaçait les sénateurs sous sa juridiction, manifesta le désir d'envoyer à Belgrade un commissaire. C'est ce qu'elle fit, à la fin du mois de mars 1858, malgré l'opposition apparente de l'Autriche. Cette dernière feignait de vouloir défendre le prince Kara-Georgévics contre les prétentions de la Porte, et ce prince, voyant son isolement, accepta la prépondérance du gouvernement autrichien, qui s'exerça de la manière la plus préjudiciable à Belgrade.

Comme depuis dix ans, l'Assemblée nationale n'avait pas été convoquée, les patriotes éclairés serbes agissaient pour réunir le peuple, afin

qu'il mît un terme aux intrigues qui compromettaient l'avenir du pays.

Soit par sa propre conviction, soit qu'il y fût décidé par les insinuations de quelques-uns des sénateurs qui se défiaient aussi du peuple, le commissaire ottoman, Ethème-Pacha, se déclara opposé à la réunion de l'Assemblée nationale.

Dans ces conjonctures les patriotes éclairés serbes restèrent dans l'expectative.

Le commissaire ottoman, agissant en harmonie avec Voutchics et Garachanin, soutenus par le Sénat, obtint d'abord l'élargissement des sénateurs incarcérés; et il s'en fallut de peu qu'il n'obtînt la démission du prince, pour mettre à la place une *Kaïmakamie*. En revanche, il força le prince à confier le ministère aux hommes favorables à la Porte, et le ministère de *Gachanin-Voutchics* fut formé. Il fit encore rendre par le prince et par le Sénat une loi par laquelle était consacrée la juridiction de la Porte sur les sénateurs serbes.

A peine le commissaire turc fut-il parti que, de tous côtés, le peuple exprima hautement sa volonté d'être réuni en Assemblée, conformément à ses coutumes traditionnelles.

Comme le ministère de Garachanin-Voutchics, avec quelques sénateurs, tout en préparant le renversement du prince Kara-Georgévics, différerait la réunion de l'Assemblée nationale, il fut convenu, vers le milieu de l'été 1858, entre les patriotes éclairés jouissant de la confiance du peuple, que celui-ci se réunirait à la fois de tous côtés, en Assemblée générale, et qu'il forcerait ainsi le gouvernement à la tenir. C'est ce qui allait avoir lieu, lorsque, sous la pression de l'opinion publique, le gouvernement donna la promesse formelle de promulguer sans retard une loi sur la convocation de l'Assemblée nationale.

La Porte s'attacha à empêcher la réunion de l'Assemblée. D'abord elle y fit une opposition déclarée, puis elle insinua aux ministres et aux sénateurs que cette Assemblée présentait un grand danger pour eux et pour la Porte en même temps. Les ministres et quelques sénateurs se rendirent à cet avis et, pour prévenir le danger qu'on lui avait fait entrevoir, ils s'entendirent avec le gouvernement de Constantinople pour agir avec entente sur l'Assemblée nationale. Il résulta de leur accord : 1° Que malgré

leur opposition qui ne serait qu'apparente, la Porte enverrait un commissaire, *Kabuli-effendi*, qui, au nom du sultan, les soutiendrait au besoin devant l'Assemblée; 2° que si le prince Kara-Georgévics était renversé, une kaïmakamie serait formée à sa place. — La loi de la convocation de l'Assemblée fut ensuite publiée.

E

Formation d'un parti national en Serbie. — La grande Assemblée nationale de 1858 proclame les principes de liberté, déclare le prince Kara-Georgévics déchu du pouvoir, restaure la dynastie d'Obrénovics; travaux et résolutions de cette Assemblée.

C'est en 1858 qu'un *parti national* fut formé en Serbie.

Jusqu'à cette époque il n'y avait pas dans la Principauté de partis politiques organisés. On n'y voyait que des factions, composées les unes des partisans d'un prince despotique, et les autres de ces grands dignitaires qui aspiraient au pouvoir suprême, en s'appuyant sur des intrigues étrangères. Ces dernières factions s'efforçaient de restreindre l'autorité du prince,

non point en faveur de la souveraineté nationale, mais au profit d'un ou de quelques-uns des grands dignitaires; et, pour réussir, elles étaient disposées à faire des concessions à l'étranger aux dépens de l'autonomie nationale. En 1858 les patriotes libéraux s'efforcèrent de former, en Serbie, un parti ayant pour but la liberté et l'indépendance nationale. Pour réaliser ce but, les patriotes libéraux ne voulurent se servir que des moyens légaux. Le peuple avait confiance en eux et les aimait.

Le 12 décembre 1858 (jour de la Saint-André) s'ouvrit à Belgrade la grande Assemblée nationale, composée de 439 députés. Les chefs du parti national se trouvaient au sein de cette assemblée, soit comme représentants du peuple, soit comme membres du bureau de l'Assemblée, composée par cette Assemblée elle-même.

Voici les principaux actes de cette Assemblée nationale de 1858 :

1° Les droits nationaux de la Serbie ont été mis, par le traité de Paris de 1856, sous la garantie collective des puissances contractantes, ce qui implique la neutralité et l'inviolabilité du territoire serbe.

Le premier acte de l'Assemblée de 1858 fut donc de voter une « adresse de reconnaissance pour le passé et de recommandation pour l'avenir, » aux puissances signataires du traité de 1856.

2° Une déclaration fut adressée au sultan pour exprimer le mécontentement du peuple serbe, à l'égard de l'opposition faite par la Porte à la convocation de l'Assemblée nationale, et, ensuite, à l'égard de l'envoi d'un commissaire ottoman à Belgrade. On y manifestait le désir et la volonté formelle du peuple de s'occuper en Assemblée, d'après l'usage traditionnel, de ses propres intérêts, et la détermination bien arrêtée de ne permettre aucune espèce d'intervention de la part de qui que ce fût.

Ces résolutions prouvèrent à l'Europe que le peuple serbe avait pris conscience de lui-même, et témoignèrent à la Porte qu'elle serait mal venue de persister à s'immiscer dans les affaires intérieures de la Serbie.

3° L'Assemblée adopta une loi qui consacrait pour l'avenir la réunion régulière de l'Assemblée nationale et la liberté de l'élection.

4° La liberté de la presse fut consacrée par l'Assemblée.

5° La question de l'autorité du prince fut posée. On révéla tous les abus dont le gouvernement du prince Kara-Georgévics s'était rendu coupable, toutes les concessions faites par ce gouvernement à la Porte, et on lui reprocha surtout d'avoir contrevenu au droit souverain de la nation, d'après lequel l'Assemblée du peuple devait être convoquée régulièrement. Le prince n'ayant pu se justifier devant la représentation nationale, celle-ci se décida alors à provoquer sa démission. Une députation fut envoyée pour lui communiquer cette décision de l'Assemblée. Le prince demanda vingt-quatre heures pour réfléchir. On les lui accorda. Mais, dans la nuit, entre le 22 et le 23 décembre 1858, il fut fallacieusement conduit, par son premier ministre, Garachanin, à la forteresse qui se trouvait sous la garde des Turcs.

En conséquence, et en considération des tendances des grands dignitaires qui étaient d'accord avec les Turcs pour créer une Kaïmakamie, mais qui probablement convoitaient, chacun à part, de monter eux-mêmes sur le trône, l'Assemblée décida de restaurer la dynastie d'Obré-novics. On espérait mettre par là fin à la lutte

entre les prétendants ambitieux, et, en même temps, fortifier l'idée de l'unité et de l'indépendance nationale, qu'on supposait représentée par le nom d'Obrénovics.

Ainsi, dans la matinée du 23 décembre 1858, l'Assemblée, après avoir déclaré le prince Kara-Georgévics déchu, proclama le vieux Miloch Obrénovics, prince régnant de la Serbie, avec droit d'hérédité.

En même temps, et par la même proclamation, l'Assemblée prit provisoirement en mains l'autorité du prince, dans le but d'empêcher la formation de la Kaïmakamie, par les grands dignitaires et le commissaire ottoman. L'Assemblée laissa les ministres en fonction; mais pour que son autorité, vis-à-vis d'eux, ne parût pas illusoire, elle nomma son vice-président, commandant de la ville et de l'armée, et elle la plaça sous ses ordres directs. Quant au Sénat, la proclamation de l'Assemblée gardait à son égard un silence significatif.

Les ministres et les sénateurs, qui ne voulaient point d'Obrénovics, se trouvant en séance au Sénat, furent consternés en entendant le cri de : Vive Obrénovics ! que poussaient les citoyens

de Belgrade, réunis en armes autour de l'Assemblée pour la protéger. Le Sénat envoya une députation à l'Assemblée, pour lui dire que la restauration de la dynastie d'Obrénovics était « inconstitutionnelle et impolitique. » Ladite députation demandait qu'on considérât l'acte de restauration comme non avenu et qu'on formât un gouvernement provisoire. Comme à l'ordinaire, les délégués du Sénat invoquèrent l'autorité des puissances étrangères. Aussi, le vieux président du Sénat, Voutchics, commença-t-il son discours de la manière suivante : « Je me suis entretenu avec le grand vizir à Constantinople, avec le prince *Gortchakoff*, premier ministre de Russie, avec MM. *Buol* et *Bach*, alors ministres d'Autriche, et ils m'ont tous déclaré, au nom de leurs souverains, que la dynastie d'Obrénovics ne pourrait jamais être rétablie en Serbie.

L'Assemblée passa outre. La désobéissance des ministres et des sénateurs, à la volonté nationale légitime, était un motif suffisant pour perdre la faction antinationale que formaient ces grands dignitaires, soit en laissant la population se faire justice par elle-même, soit en

livrant les ministres et les sénateurs à la justice des tribunaux. Mais, outre la répugnance qu'avaient l'Assemblée nationale et les patriotes influents à faire verser le sang, ils nourrissaient l'espérance de pouvoir, par la douceur et la générosité, amener les grands dignitaires à abandonner la voie antinationale, suivie par eux depuis longtemps, au détriment de la liberté et du progrès.

Cet espoir fut loin de se réaliser. Lesdits grands dignitaires, occupant des places au sénat ou au ministère, arrêterent avec les Turcs le plan suivant :

Les grands dignitaires se diviseraient; les uns resteraient chez eux ou se déclareraient pour le peuple, afin de pouvoir le commander; les autres devaient aller à la caserne, et là, au moyen d'un sénatus-consulte, proclamer que les secrétaires de l'Assemblée avaient suborné le peuple. Ils devaient ensuite dissoudre l'Assemblée, annuler tous ses actes et proclamer le prince Kara-Georgévics; puis ils devaient envoyer un détachement, pour chasser l'Assemblée, et un autre détachement, pour ramener le prince Kara-Georgévics de la forteresse de Belgrade.

De leur côté, le commissaire ottoman et le pacha devaient retenir dans cette forteresse le prince Kara-Georgévics, et demander la formation de la Kaïmakamie. De cette manière, l'Assemblée se trouverait abolie, la restauration de la dynastie d'Obrénovics empêchée, le rétablissement du prince Kara-Georgévics aurait échoué, le gouvernement provisoire établi devrait son existence à la Porte et cette dernière en obtiendrait, en retour, le sacrifice des droits les plus précieux de la nation serbe.

Dans la matinée du 24 décembre, tous les députés siégeaient sur leurs bancs, le pistolet à la ceinture et le sabre sur les genoux. Tout Belgrade était sous les armes, on élevait des barricades, et les citoyens entouraient l'Assemblée nationale pour la protéger et la défendre. L'Assemblée se déclara en permanence. Tous les députés jurèrent de mourir à leur poste plutôt que de se rendre aux traîtres à la patrie.

L'exécution du plan arrêté entre les ministres, les sénateurs et les Turcs commença; mais il échoua complètement. Tous les ministres et les sénateurs se rendirent au peuple

et à l'Assemblée nationale, à l'exception de ceux qui étaient sortis avec les soldats pour rappeler le prince Kara-Georgévics, mais qui furent arrêtés.

C'était une occasion de plus pour faire écraser la faction des grands dignitaires; cette occasion, le parti national ne la saisit pas.

Après avoir, par la force morale et légale, et par le concours armé des citoyens de Belgrade, vaincu les grands dignitaires, l'Assemblée nomma un gouvernement provisoire, et, en attendant le firman confirmatif de la Porte pour le prince Obrénovics, l'Assemblée continua à s'occuper des intérêts du pays.

6° On décida que les étrangers résidant en Serbie devraient tomber sous la juridiction serbe, par la raison que la Serbie était un État chrétien; et, conséquemment, le motif de religion qui en Turquie soustrait les étrangers à la juridiction ottomane n'exista plus pour la Serbie émancipée, et ses conséquences devaient aussi disparaître.

7° On proclama l'abolition des concessions faites par le gouvernement précédent à la Porte, aux dépens de l'autonomie nationale de

la Serbie, et la réintégration de la nation dans tous ses droits.

8° On demanda l'amélioration de la législation, à savoir : la rédaction et la promulgation d'un code pénal et d'un code de procédure criminelle. On demanda en outre que, pour les affaires criminelles et civiles, les débats judiciaires fussent publics et la procédure orale; on demanda, enfin, des tribunaux de commerce.

L'amélioration des finances et l'organisation de la milice furent aussi demandées.

Pendant que l'Assemblée s'occupait de ces questions et d'un grand nombre d'autres, un espace de temps assez long s'était écoulé; le firman, reconnaissant le prince Miloch, aurait pu arriver de Constantinople à Belgrade, mais la Porte hésitait; on tramait à Constantinople un plan contraire. D'abord le gouvernement turc avait, par son commissaire qui se trouvait alors à Bucharest, fait dire au prince Miloch, qui se trouvait aussi dans cette ville, qu'il ne quittât pas la Valachie sans le consentement de la Porte. A Belgrade, le commissaire ottoman sondait l'opinion des grands dignitaires afin de s'assurer s'ils auraient le courage de

seconder les vues de la Porte et de l'Autriche; au cas où la Porte n'accorderait pas le firman confirmatif, où l'Assemblée nationale serait dissoute par la force et où la Porte nommerait parmi les grands dignitaires une Kaïmakamie pour gouverner le pays.

En face de telles menées, l'Assemblée nationale proclama : que, par la voie télégraphique, la Porte fût invitée à accorder le plus tôt possible son firman; que l'Assemblée nationale ne se séparât pas avant l'arrivée du prince Miloch; qu'à Belgrade il fût formé un camp de villageois à pied et à cheval sous les ordres de l'Assemblée nationale.

9° L'Assemblée nationale proclama que la souveraineté résidait dans le peuple, représenté sur la base des libres élections; qu'en conséquence le pouvoir du prince pourrait être conféré et retiré seulement par le peuple.

Ces mesures coïncidèrent avec la déclaration de la France : qu'elle considérerait comme une violation du traité de Paris de 1856, la tentative de l'armée autrichienne, rassemblée sur la frontière serbe, d'entrer dans la forteresse de Belgrade, ainsi que le général autrichien Caronini

en avait reçu l'ordre. Par cette déclaration de la France, tous les desseins de la Porte et de l'Autriche furent déjoués.

Ces nouvelles furent transmises de Belgrade à Constantinople par le télégraphe le 12 janvier, et le 14 janvier 1859, la Porte expédia une dépêche électrique annonçant la promulgation du firman confirmatif.

10° L'Assemblée nationale décida que la constitution de 1838, qui plaçait les sénateurs serbes sous la juridiction de la Porte, devait être annulée, comme contraire au droit national de la Serbie.

Quant à l'institution du Sénat lui-même, l'Assemblée laissa pour le moment la question indécise.

11° L'Assemblée décida que les grands dignitaires qui avaient fait cause commune avec l'étranger, au détriment du droit national, étaient déchus de leurs fonctions et ne pourraient plus être employés au service de l'État.

En même temps on exprima le désir que le prince s'entourât de patriotes éclairés, jouissant de la confiance du peuple et qui l'aideraient à réaliser les vœux de la nation.

L'Assemblée nationale s'occupa également de quelques personnes qui siégeaient depuis peu au ministère et au Sénat, mais qui, sans appartenir en réalité à ces factions qui s'appuyaient sur des influences étrangères hostiles au droit national, ne servaient pas non plus la liberté et la patrie avec le courage du devoir et n'adoptaient pas tous les moyens possibles pour les défendre. Par ce fait ces hommes se trouvaient aussi au nombre des exclus; mais on exprima à leur égard l'espérance que le prince, en arrivant à Belgrade, proposerait de réintégrer dans la confiance nationale ceux dont les services pourraient être utiles au pays.

Le prince Miloch arriva, avec son fils, le prince Michel, à Belgrade, le 6 février 1859; et, après la lecture du firman impérial, l'Assemblée nationale tint une nouvelle séance.

12° Comme le firman était muet sur le droit d'hérédité des Obrénovics au trône, l'Assemblée nationale décida que les Obrénovics seraient considérés par le peuple, comme princes héréditaires, et qu'en conséquence il serait rendu une loi sur l'hérédité au trône.

Le prince Miloch ne manqua pas, dans

sa proclamation, de se qualifier héréditaire.
L'Assemblée se sépara le 12 février 1859.

F

La réaction, agissant contre les principes de liberté proclamés par l'Assemblée nationale de 1858. — Comité national de 1859. — La réaction sous le nom de « parti modéré », les « ducatovci ». — Assemblée nationale de 1859. — Intrigues et manœuvres de la réaction dirigées contre le parti national.

L'espérance était générale que la dynastie d'Obrénovics, ramenée par la volonté populaire, saurait se consolider par une réalisation sincère des principes de liberté et de justice consacrés par l'Assemblée nationale de 1858.

Malheureusement cette espérance ne fut point justifiée par les faits. Le parti national ne voulait pas se faire un instrument du despotisme, et le prince Miloch commença par s'entourer d'anciens sénateurs et d'individus sans force de caractère et sans autorité morale dans le pays. Un tel entourage du prince se constitua peu à peu le centre de la réaction contre les principes de liberté proclamés par l'Assemblée nationale de 1858. Pour diviser le prince et le

peuple, les réactionnaires déclarèrent, dans le journal officiel de Belgrade, que tous les actes de cette Assemblée étaient illégaux, excepté la restauration de la dynastie d'Obrénovics. Aussitôt qu'une telle déclaration fut faite, ces mêmes grands dignitaires qui, en 1858, s'étaient opposés à la restauration de la dynastie d'Obrénovics mirent le masque pour se déclarer les « vrais » partisans de cette dynastie. Le prince Miloch se réconcilia avec ses adversaires d'hier en disant qu'il voulait donner des preuves de générosité et d'oubli du passé.

Il ne resta plus aux réactionnaires que de sonder l'opinion publique afin de s'assurer si l'on pourrait substituer à la volonté du peuple le despotisme d'un prince dont le nom était populaire.

Vers la fin de juin 1859, le gouvernement du prince ordonna la réunion d'un comité national, composé de quarante anciens députés de l'Assemblée de 1858, à Belgrade. Ce comité eut pour mission de faire un rapport sur les propositions faites pour la dernière Assemblée, et qui, n'ayant pas été discutées, devaient être examinées dans la prochaine Assemblée.

Malgré toutes les intrigues des réactionnaires, le comité national de 1859 composa son bureau de patriotes libéraux, et ne consulta, dans ses discussions sur l'économie politique, la législation et la défense nationale, que les savants jouissant de la confiance du peuple.

Ledit comité proposa, pour la Serbie, la liberté économique, l'établissement d'une banque nationale, la liberté de l'enseignement et la réalisation de tous les principes de liberté que l'Assemblée nationale de 1858 avait consacrés. En même temps il prépara un rapport proposant de rendre les ministres responsables devant l'Assemblée nationale pour les actes qui seraient commis en violation de la loi, de la justice. Il publia, enfin, ses procès-verbaux contenant les rapports destinés à la prochaine Assemblée nationale; son but était en cela de provoquer la critique sur ses rapports avant qu'ils pussent être adoptés ou rejetés par l'Assemblée nationale.

Le prince Miloch, qui voulait gouverner et régner en maître absolu, s'irrita contre les hommes du parti national qui passaient pour

avoir dirigé le comité; les réactionnaires furent encouragés à agir contre ce parti.

Il arriva ainsi qu'en opposition avec le parti national les réactionnaires se groupèrent en une faction. Dans les rangs des réactionnaires groupés on voyait les débris de toutes les anciennes factions qui s'appuyaient sur les intrigues étrangères, et notamment turco-autrichiennes; les individus sans principes, sans idéal, qui ne voient dans le gouvernement qu'un fait résultant de la force, dans le pouvoir qu'un moyen de satisfaire leurs passions; les égoïstes, les ambitieux, les lâches qui se croyaient menacés, dans leurs hautes positions, par la future assemblée nationale, se réunirent pour réagir avec ensemble contre les principes de liberté, que défendait le parti national.

Les services d'une telle agrégation d'individus sont toujours acquis, soit à un prince despotique, soit à la Porte dont la tendance bien connue est de détruire le droit national de Serbie et de former dans ce pays une Kaïmakamie, soit enfin à l'Autriche ou à quelque étranger que ce soit. Les passions qui guident ces individus sont l'égoïsme, l'ambition, la jalousie, la haine per-

sonnelle et même la cupidité. Dans la langue du pays, les réactionnaires de 1859 sont appelés le *Ducatovczi*, comme ayant pour but de gagner des ducats (1). Cependant ces réactionnaires s'efforçaient à se donner le nom de *parti des modérés*.

Les réactionnaires agissaient d'abord auprès du prince pour empêcher la convocation de l'Assemblée nationale, ou du moins pour obtenir sa prorogation à une époque indéterminée. Comme ils savaient qu'ils ne pouvaient pas y réussir isolément, ils demandèrent et obtinrent le concours du consul russe à Belgrade agissant toujours contre tout développement des idées libérales en Serbie.

Les intrigues contre la convocation de l'Assemblée étant restées sans résultat, les réactionnaires se mirent à l'œuvre pour influencer les élections. Mais, en dépit de toutes leurs manœuvres, ces élections, qui eurent lieu au mois d'août 1859, furent en faveur du parti national. Les réactionnaires ne se laissèrent point décourager

(1) Le nom des *Ducatovczi* vient du signe monétaire du ducat que la faction réactionnaire adopta pour signer ses articles anti-libéraux publiés dans le journal officiel de Belgrade.

par un tel résultat; ils intriguaient toujours, et le pouvoir administratif, s'appuyant sur leurs intrigues, ordonna arbitrairement aux chefs des districts de faire élire d'autres députés à la place de ceux qui appartenaient au parti national. Les élections, illégalement renouvelées, se terminèrent, néanmoins, en faveur de ce parti. Les réactionnaires continuaient, à leur tour, d'agir pour arriver encore à une nouvelle annulation des élections, annulation toujours contraire à la loi.

L'Assemblée fut ouverte à Kragouïévacz, en septembre 1859, quoiqu'e d'après la loi elle dût être convoquée dans la capitale serbe, à Belgrade. Elle composa son bureau des hommes du parti national; les secrétaires de l'Assemblée pouvant, au terme de la loi, être pris hors de son sens. L'Assemblée de 1859 agissait, en général, dans le même esprit que celle de 1858.

Les réactionnaires recouraient à la presse officielle ou vendue pour attaquer le parti national et le calomnier devant l'opinion publique. A l'aide du journal officiel de Belgrade et de certains journaux autrichiens et turcs, ils commencèrent à représenter la Serbie comme tom-

bée dans le plus déplorable état, et l'on en attribuait tous les maux au parti national, qui, disait-on, profitait de l'influence qu'il exerçait sur le peuple pour plonger la patrie dans l'abîme. En même temps les réactionnaires continuaient à attaquer tout ce qu'avait fait l'Assemblée nationale de 1858, excepté, bien entendu, le rétablissement de la dynastie d'Obrénovics. On représenta les hommes du parti national comme des *républicains rouges et des athéistes*, comme aspirant à tout ce qui peut effrayer les puissances monarchiques de l'Europe. D'un autre côté et sans craindre la contradiction, devant l'Europe démocratique on dépeignait ces mêmes hommes du parti national comme des apôtres du *panslavisme*, à tel point que, si on n'arrêtait leur marche, ils bouleverseraient tout et amèneraient les Russes sur le Danube. On s'efforça spécialement de faire croire aux puissances intéressées au maintien du *statu quo* en Europe que, si jamais le parti national venait à avoir le pouvoir dans ses mains, en Serbie, il soulèverait tous les Slaves de Turquie et ceux de l'Autriche. Pour sauver le pays comme ils disaient, les réactionnaires demandèrent, enfin,

au prince de faire, d'un seul coup, écraser, exterminer tous les hommes qui passaient pour les chefs du parti national, et de désavouer tout ce qu'avait fait l'Assemblée de 1858, qui avait aussi ramené les Obrénovics au trône.

G

Programme du parti national. — Efforts de ce parti pour la réalisation des résolutions de l'Assemblée nationale de 1858. — Dénonciations mises en circulation par la réaction contre le parti national. — Persécution arbitraire et illégale exercée envers les patriotes libéraux.

Le peuple attribuait toutes les intrigues et manœuvres des réactionnaires aux insinuations secrètes des diplomates autrichiens et turcs. Ces diplomates, disait-on, comptaient sur des troubles qui ne manqueraient pas de se produire si le prince se décidait à entrer dans la voie des réformes libérales, pour trouver l'occasion de se mêler des affaires intérieures de la Serbie, et d'arrêter le mouvement qui, depuis l'assemblée de 1858, allait toujours croissant en faveur du progrès des idées démocratiques.

L'opinion populaire manifesta son indignation contre la faction réactionnaire; le prince se vit dans la nécessité d'offrir quelques postes de ministres aux hommes du parti national. Cette offre fut acceptée, afin de ne pas laisser trop d'influence aux réactionnaires et pour avoir l'occasion d'améliorer l'instruction publique. Le journal serbe *Srbské Noviné*, qui se publie à Belgrade, passa alors sous la direction du parti national. En revendiquant la liberté de la presse consacrée par l'Assemblée nationale de 1858, mais qui avait été méconnue par les réactionnaires, le parti national fit du même journal un organe de l'opinion publique. Il y parut des articles qui eurent un grand retentissement dans le pays.

C'est à ce moment que le parti national publia son programme politique, dont voici les points principaux :

1° Chaque peuple doit être considéré comme maître souverain chez lui. Aussi le peuple serbe a le droit de se gouverner par lui-même dans ses foyers qu'il a rachetés au prix de son sang. Lui seul est le juge de ses intérêts, et il est juge suprême; c'est à lui de veiller à sa conservation,

au perfectionnement de ses institutions, à ses destinées.

2° La constitution de la Serbie doit émaner de la volonté du peuple serbe, exprimée par l'Assemblée nationale. Cette Assemblée doit être formée sur la base de la liberté de l'élection et jouir d'une pleine indépendance d'action.

3° L'Assemblée nationale de 1858 ayant proclamé la Serbie *monarchie constitutionnelle*, cette constitution doit être respectée.

La faculté de modifier les lois fondamentales du pays, la constitution, appartient au peuple souverain.

4° La liberté politique doit être assurée par la responsabilité des ministres devant l'Assemblée nationale.

5° La liberté de la presse, aussi bien que tous les principes de liberté consacrés par l'Assemblée nationale de 1858, doivent être radicalement réalisés.

6° Aucun impôt au profit de l'État, aucune charge, aucune imposition du pays ne peuvent être établis qu'avec le consentement de l'assemblée nationale. Pour empêcher qu'un gouvernement despotique, qui voudrait gouverner le

pays sans consulter le peuple, n'emploie les forces militaires pour l'opprimer afin de le spolier, il doit être établi par la loi, que la discipline dans l'armée cesse, et que celle-ci n'est point obligée d'obéir à ses officiers dans le cas où la représentation nationale n'aurait point été légalement convoquée par le gouvernement.

7° L'amélioration de l'état matériel et moral doit être obtenue par une législation consacrant les principes de liberté individuelle, religieuse, économique et politique.

8° Chaque intelligence pouvant être utile au pays, le gouvernement ne doit repousser l'aide d'aucun citoyen, pourvu que, dans le choix à faire, il mette à profit l'expérience du passé, et qu'il se conforme à la volonté du peuple, de sorte que les principes et le caractère des hommes choisis marchent de front avec les qualités d'esprit qui les ont fait remarquer.

9° Quant à la politique extérieure, le parti national exprima le vœu d'une solidarité fraternelle entre tous les peuples d'Orient, ainsi qu'entre ces peuples et le reste du monde libéral et progressif.

10° Le gouvernement de Serbie ne doit ad-

mettre aucune influence étrangère sur les affaires intérieures serbes. Mais il doit travailler à réaliser une alliance commerciale et politique entre les Serbes et les autres peuples, dans le but de la liberté et du progrès universels.

Tel est le programme du parti national serbe. Si l'on se reporte aux longues discussions qui ont eu lieu dans l'Assemblée nationale de 1858; si l'on considère les travaux des patriotes réunis dans cette Assemblée et dans son comité de 1859, alors qu'un de ces patriotes occupait le ministère de l'instruction publique, on se convaincra que la réalisation de ce programme était facile avec le concours d'hommes d'intelligence, de caractère, secondés par le bon sens et l'amour de la liberté et du progrès. Avec le concours du parti national, le prince, cédant un moment à l'opinion publique, put accomplir quelques-unes des résolutions prises par l'Assemblée nationale de 1858, telles que de promulguer : 1° le code de commerce; 2° la loi sur l'organisation d'un tribunal de commerce à Belgrade; 3° le code de procédure civile orale et publique; 4° la loi sur la succession au trône. Le ministre de l'instruction publique, homme

du parti national, introduisait à Belgrade et dans toutes les villes de la principauté des écoles du dimanche, des cours publics, et, là où il n'y en avait pas, des cabinets de lecture. En même temps, il établit un comité spécial pour la réorganisation des écoles du pays et pour préparer un projet sur la fondation de l'université serbe à Belgrade.

La popularité et l'autorité morale du parti national croissaient en proportion de l'activité qu'il déployait en faveur du progrès; ce qui autorisait à penser que ce parti national devait acquérir encore plus d'importance auprès du prince.

La composition du gouvernement du prince restant toujours mêlée de réactionnaires et d'hommes du progrès, les premiers agissaient pour empêcher la réalisation du programme du parti national. Ils s'efforçaient d'exciter le prince contre ce parti de manière à en perdre d'un seul coup et les chefs et les principes. Or, comme on n'avait pas réussi en l'accusant de vouloir la « république rouge », on imagina un autre moyen. Quelques lettres anonymes renouvelées de temps en temps, dénoncèrent au prince

le parti national comme travaillant à renverser la dynastie d'Obrénovics pour la remplacer par celle d'un prince russe. Le prince parut n'y ajouter aucune foi. Plus tard, un journal autrichien publia une correspondance de Belgrade, dans laquelle il était question d'un complot tramé contre le prince. On entraît même à ce sujet dans des détails circonstanciés. Ce journal fut lu au prince par l'un des réactionnaires. Ensuite parurent une foule de correspondances dans les journaux autrichiens; et de nombreuses lettres anonymes furent de nouveau envoyées au prince. Des personnes furent nominativement désignées comme s'étant mêlées au complot. On parlait de séances secrètes du parti national, de conversations, de lettres saisies. En un mot on inventa tout ce qu'on jugea nécessaire pour effrayer le prince et ébranler sa confiance dans le parti national.

Le prince, devenu fort souffrant, ne recevait presque que son entourage.

Cependant le préfet de police à Belgrade (plus tard, sous le prince Michel, ministre de l'intérieur) *Nicolaus Hristics*, qui appartenait aux réactionnaires, continuait de faire espionner, même

par leurs domestiques, les hommes du parti national. Pour mieux cacher leurs manœuvres, les réactionnaires annonçaient dans les journaux autrichiens qu'ils ne voulaient que la légalité. Quant aux ordres illégaux qu'ils ne cessaient de provoquer, ils faisaient répandre le bruit qu'ils n'étaient pas responsables de ces illégalités, puisque leur rôle se bornait à rédiger et transmettre les ordres du maître qu'ils servaient et qui ne voulait jamais entendre leurs avis.

Il serait long d'énumérer ici tous les faits déplorables que produisit la fatale influence des réactionnaires qui entouraient le prince; en voici seulement quelques exemples :

Un homme du parti national fut arrêté à Belgrade, sans jugement et même sans aucune instruction judiciaire; il fut transféré dans la prison de Kragouïévacz où il resta soixante-quinze jours. On l'élargit ensuite, mais on lui défendit de résider dans son domicile, à Belgrade.

Le ministre de l'instruction publique, qui appartenait au parti national, voyant l'impossibilité de remplir sa mission, déposa son portefeuille. On ne voulait pas le rétablir dans ses

anciennes fonctions, quoique, d'après la loi, les ministres démissionnaires eussent le droit d'être réintégrés dans les fonctions occupées par eux, avant leur nomination comme ministres.

Un des chefs du parti national, chargé de la direction du ministère de la justice, fut destitué même de sa position de sous-secrétaire d'État au même département.

Comme le journal officiel se trouvait alors sous la direction du parti national, son rédacteur fut, à son tour, l'objet d'actes arbitraires pour avoir défendu la liberté de la presse. La direction du journal lui fut illégalement enlevée, et les réactionnaires s'en emparèrent une fois de plus. On osa même interdire à ce citoyen le séjour de Belgrade.

Un autre homme du parti national fut illégalement destitué de ses fonctions de secrétaire au ministère des finances, et ordre lui fut signifié de quitter la patrie.

Telle a été la situation intérieure de la Serbie sous le prince Miloch.

H

Politique extérieure du prince Miloch. — Mort de ce prince.

La politique extérieure du prince Miloch s'appuya trop sur la diplomatie étrangère et se dissipa dans des hésitations inopportunes.

Le prince Miloch mourut, en septembre 1860, sans qu'il eût réalisé le complément de cette œuvre de l'indépendance nationale dont le premier succès avait été obtenu sous son premier règne, de 1815 à 1839.

I

Le prince Michel succède à son père sur le trône, en 1860. — Entourage et ministres réactionnaires du prince. — Actes de violence, d'arbitraire et d'illégalité commis par les ministres réactionnaires. — Prohibition du journal la *Narodna Skupchtina* ; persécution de ses rédacteurs. — Suspension de la loi qui garantissait la liberté de la presse ; rétablissement de la censure. — Violation de la liberté communale, de la liberté d'élection, de la souveraineté nationale.

Le prince *Michel* succéda, pour la seconde fois, à son père le prince Miloch sur le trône serbe, en septembre 1860.

Le prince Michel inaugura son entrée au pouvoir par une proclamation libérale, où, entre autres, il déclara vouloir régner d'après la loi et réparer tous les abus du pouvoir dont le gouvernement de son père s'était rendu coupable.

Malheureusement, l'entourage du prince se trouvait composé des réactionnaires qui ne croyaient qu'à la compression, à la violence. Sous l'influence de tels conseillers, la politique intérieure du prince Michel s'éloigna de plus en plus des principes de liberté.

Le premier ministère du prince était un amalgame d'éléments les plus hétérogènes, par suite d'une politique d'oubli du passé et de conciliation même avec des individus dont les noms rappelaient le souvenir du despotisme et des influences étrangères contraires au droit national. Les ministres étaient pour la plupart rétrogrades et sans principes politiques, et le ministre de l'intérieur, M. Hristics, était connu dans le pays de la manière la plus désavantageuse.

Le premier acte de ce ministère fut une violation de la loi garantissant la liberté de la

presse; il frappa le journal *Narodna Skoupchtina* (*Assemblée nationale*) d'une prohibition, avant même que le premier numéro du journal projeté eût été publié. Une telle défense était d'autant plus inexplicable, que les trois propriétaires et rédacteurs de la *Narodna Skoupchtina*, avait annoncé d'avance au gouvernement leur intention de fonder un journal politique indépendant à Belgrade, et que le gouvernement leur en avait accordé, par un arrêté ministériel, l'autorisation préalable. Les propriétaires et rédacteurs du journal prohibé, qui étaient tous les trois membres du parti national, protestèrent contre cette illégalité flagrante. Pour toute réponse, ils furent jetés en prison. D'après les ordres des ministres, le préfet de Belgrade les fit reléguer dans des cachots froids et humides; c'est seulement lorsque leurs amis s'adressèrent au prince lui-même, pour lui faire connaître le traitement auquel le pouvoir administratif avait soumis les trois rédacteurs, que, sur l'ordre du prince, on les transféra dans des chambres moins malsaines. En même temps les domiciles des rédacteurs emprisonnés furent violés; les agents de police y pénétrèrent, contrairement à la

loi, et saisirent et emportèrent correspondances, manuscrits littéraires et scientifiques, et même livres imprimés et argent, sans dresser inventaire des choses prises. D'après la loi, la signature de trois citoyens donnait une garantie suffisante pour affranchir celui qui se trouve sous le coup d'une prévention ; au lieu de trois, une quinzaine de Belgradois, les plus distingués, demandèrent par écrit la mise en liberté des trois rédacteurs de la *Narodna Skoupchtina*. Vainement ils offrirent les garanties légales, la police rejeta tout simplement leur pétition. Le dixième jour de l'emprisonnement, lesdits rédacteurs furent traduits devant le tribunal, qui le même jour les déclara libres. Le jugement eut lieu quelques mois après ; il reconnut la complète innocence des trois rédacteurs incriminés pour une publication qui n'avait jamais paru ! Un tel jugement en main, ils protestèrent de nouveau contre la prohibition illégale de leur journal, de même que contre l'emprisonnement arbitraire et tyrannique dont ils étaient victimes. Comme dans la principauté, aucun agent du pouvoir ne peut être traduit devant le tribunal, pour actions illégales, sans l'autorisation préalable

obtenue d'en haut, la protestation des trois rédacteurs n'eut aucune suite. Le ministre de l'intérieur leur répondit seulement que tous les actes d'arbitraire et d'illégalité commis sur eux avaient été conformes aux vues du gouvernement.

Pour accomplir son œuvre de destruction de la liberté de la presse, le gouvernement rétablit la censure, non seulement sur les journaux politiques, mais en général sur toutes les manifestations de l'intelligence humaine. La publication d'un journal ou d'un livre dépendait du caprice du ministre de l'intérieur, comme censeur.

L'arbitraire du gouvernement alla plus loin. L'Assemblée nationale de 1858 avait proclamé la liberté communale, le droit de s'administrer elle-mêmes étant traditionnel pour les communes serbes. Or, en réagissant contre les principes de liberté consacrés par l'Assemblée nationale de 1858, le gouvernement a soumis la commune à la tutelle administrative pour les actes de gestion; il s'est même arrogé le pouvoir d'imposer ses candidats aux fonctions des maires et conseillers des communes. Ainsi, en

1861, le ministre de l'intérieur fait remplacer, à Belgrade, les conseillers et le maire, élus par la commune, mais qui lui déplaisaient, par des créatures du ministère.

La liberté de l'élection et la souveraineté du peuple furent aussi foulés aux pieds par le gouvernement. En 1861 une Assemblée nationale « extraordinaire » avait été convoquée. Les élections pour cette assemblée avaient été les résultats des désignations faites par le ministre de l'intérieur. Privés de toutes les garanties nécessaires à un vote éclairé et sincère, telles que la liberté de la presse, le droit de réunion, le droit de présentation des candidats et des programmes; exposés aux intimidations et aux fourberies d'en haut : les électeurs allaient au scrutin comme des machines. L'Assemblée elle-même agissait sous une pression morale et matérielle. La communication entre Kragouïevacz, où l'Assemblée siégeait, et les autres parties de la Serbie fut interdite aux populations, durant la session, sans aucun égard pour les intérêts commerciaux du pays évidemment entravés par cette mesure arbitraire. Les députés avaient été entourés et espionnés par des gendarmes, de telle

manière que, même entre eux, aucune conversation confidentielle et libre n'était possible. Divers projets de loi étant annoncés dans le discours du trône, à l'ouverture de la session, les députés demandèrent que ces projets fussent soumis à leurs discussions, pour qu'ils manifestassent leurs opinions sur les faits qui s'accompliraient. Le gouvernement leur répondit qu'ils étaient convoqués en assemblée, non pour examiner et discuter, mais seulement pour approuver tout ce qu'on leur proposait. Le président de l'Assemblée, M. T. Touczakovics, ne voulant pas être un instrument aveugle du gouvernement, renonça à une fonction qui devenait dérisoire. Le gouvernement le remplaça par un de ses agents, et alors l'Assemblée fut obligée de voter les lois proposées par le gouvernement sans les examiner et les discuter. Parmi ces lois il s'en trouvait une d'après laquelle l'élection des députés devait se faire sous l'influence du pouvoir administratif, et les députés étaient tenus à jurer obéissance au prince ; la même loi rendait encore ces députés responsables devant le gouvernement, contrairement au droit souverain de la nation en vertu duquel le gouvernement

doit être responsable devant les représentants du peuple. Enfin, ladite loi ne permettait pas à l'Assemblée de composer elle-même son bureau; ce bureau étant nommé par le prince.

J

Opposition du parti national. — Le ministère Garachanino-Hristics continue et accomplit l'œuvre de la destruction des institutions libérales. — Juridiction exceptionnelle, condamnant illégalement les membres de la Cour de cassation. — La liberté d'enseignement, le droit d'association sont violés. — Dénonciations calomnieuses et persécutions dirigées contre des patriotes libéraux.

En face de telles atteintes portées au droit de la souveraineté du peuple, le parti national se décida à sortir de l'expectative où il se trouvait avant la convocation de l'Assemblée de 1861. Il commença son opposition au gouvernement antilibéral et rétrograde par lui arracher le masque de la « légalité » et du « patriotisme », dont ce gouvernement se couvrait pour tromper et entraîner le peuple par ces mots auxquels il est toujours sensible. L'opinion publique s'indignait de plus en plus contre le ministère; les ministres perdirent leur assurance et firent

preuve d'une ridicule pusillanimité. C'est dans de telles circonstances qu'un changement eut lieu dans le personnel du ministère, de sorte que celui-ci devint *Garachanino-Hristics*.

Les noms des principaux membres de ce ministère rappelèrent au peuple les réactionnaires de 1858, dont nous avons parlé plus haut. En effet, le ministère Garachanino-Hristics se fit remarquer par le zèle avec lequel il poussait jusqu'au bout la réaction contre les principes de liberté consacrés par l'Assemblée nationale de 1858. La liberté de l'élection, l'indépendance de la représentation nationale, la liberté de la presse, la liberté communale ayant été supprimées par le ministère précédent, le ministère Garachanino-Hristics travaillait à détruire ce qui pouvait encore subsister des principes de liberté de 1858. Pour le prouver, il suffit de citer ici quelques-uns des nombreux actes de violence et d'arbitraire de ce ministère.

L'indépendance de l'opinion des juges était garantie par la loi, en Serbie. Or, le ministère Garachanino-Hristics créa une *juridiction exceptionnelle* avec des commissaires et des tri-

bunaux extraordinaires; cette juridiction avait pour but de condamner les juges qui ne voulaient point, au moindre signe du pouvoir administratif, se prêter à pervertir la loi et à violer la justice. Le ministère s'empara du droit de nommer les juges des tribunaux extraordinaires, qui étaient autorisés à condamner les victimes de l'arbitraire exercé par les ministres, et cette condamnation devait se faire sans défense possible, sans débats publics, à huis-clos et sur notes des commissions extraordinaires, nommées aussi par le ministère. C'est par une telle juridiction que les cinq membres de la Cour de cassation furent, en 1864, condamnés à un emprisonnement de trois ans et à deux ans de privation des droits politiques et civils, pour avoir jugé d'après leur conviction et non d'après l'ordre du ministère. De plus, la juridiction exceptionnelle fut employée contre lesdits membres de la Cour de cassation quoique l'accusation portée contre eux par le ministère, datât d'une époque qui précédait l'acte par lequel la juridiction avait été établie; ainsi le ministère ne tenait nul compte de l'axiome de droit d'après lequel une loi n'a pas d'effet rétroactif.

Sachant bien que l'arbitraire ne peut s'exercer qu'à la condition de ne pas permettre que la conscience publique se réveille, le ministère Garachanino-Hristics s'empressa d'empêcher que l'esprit du peuple ne s'éclairât et se développât; il constitua l'instruction publique en agence du gouvernement. L'enseignement primaire et supérieur se trouvait exclusivement dans ses mains. Les professeurs avaient perdu le droit de dire qu'ils enseignaient la science, la vérité; ils furent condamnés à vendre leurs services aux ministres, dont l'intérêt était celui de tous les coupables et qui s'attachaient à maintenir l'ignorance dans la masse, afin que leurs abus et leurs crimes ne fussent pas divulgués. Deux professeurs furent chassés de l'académie de Belgrade, en 1864, pour avoir suivi le principe de liberté dans l'enseignement. Ensuite cette liberté d'enseignement fut formellement prohibée par un ordre spécial du ministre de l'instruction publique, *M. K. Czoukics*. — La Société littéraire et scientifique, à Belgrade, fut aussi l'objet de mesures arbitraires, pour avoir voulu se faire l'organe de la vérité, de la liberté et du progrès. Le bureau de cette société, choisi par

elle-même avait été composé des patriotes libéraux et qui passaient pour les membres du parti national. Le ministère intrigua pour empêcher la réélection de ces patriotes dans la séance annuelle de 1864. Il ne put réussir; la majorité décida que le bureau devait rester composé desdits patriotes. Alors le ministre s'irrita contre la Société; il la suspendit au moment où elle allait commencer à publier une *Encyclopédie des sciences utiles* dans la langue serbe. Bientôt après, le gouvernement la réorganisa pour la placer sous la tutelle du ministre de l'instruction publique et lui ôter toute indépendance d'action.

Le ministère Garachanino-Hristics avait organisé contre les patriotes libéraux une persécution systématique, et il ne recula devant aucun moyen pour les perdre. Ainsi le journal officiel de Belgrade attaqua, en 1864, ceux de ces patriotes qui avaient osé faire opposition à l'arbitraire des ministres, en les accusant d'être « perturbateurs de l'ordre public ». En même temps des correspondances anonymes, écrites par un agent du consulat russe à Belgrade, et insérées dans un journal qui se publiait en

Autriche et qui était au service de quiconque voulait le payer, dénoncèrent lesdits patriotes libéraux comme des « révolutionnaires rouges », Cette dénonciation une fois lancée, le ministère Garachanino-Hristics ordonna l'emprisonnement de *M. Yankovics*, un des chefs du parti national. Pour avoir un prétexte à cet emprisonnement, le ministre de l'intérieur avait gagné à sa cause deux de ceux qui se trouvaient, à cette époque, incriminés comme conjurés contre la dynastie régnante; ces deux malheureux consentirent à dénoncer *M. Yankovics* comme l'instigateur d'une révolution ayant pour but de proclamer la *république*. Traduit devant le tribunal, un de deux dénonciateurs déclara qu'il avait dénoncé *M. Yankovics* d'après les instructions que les agents de police lui avaient imposées. Après un tel aveu qui montre toute l'inanité de la poursuite, *M. Yankovics* fut reconnu par le tribunal n'avoir rien fait qui pût entraîner l'application du code criminel.

Il y a encore mille autres abus et excès de pouvoir dont le ministère Garachanino-Hristics s'est rendu coupable; mais il serait trop long de les énumérer ici en détail.

K

Impuissance du ministère Garachanino-Hristics dans la politique extérieure.

Pour apprécier l'impuissance du ministère Garachanino-Hristics dans la politique extérieure, il suffit de rappeler à la mémoire les événements de 1862 et de 1866.

Les événements dont la Serbie a été, en 1862, le théâtre, sont assez connus pour qu'il ne soit pas nécessaire de les énumérer ici. Il suffit de rappeler ici les faits suivants : le cruel bombardement de la capitale serbe, Belgrade, par les Turcs, au mois de juin 1862, a été condamné par l'opinion publique, ainsi que par le droit international; la nouvelle de ce bombardement, qui n'était pas provoqué par les Serbes, avait réuni tous les Slaves du Sud et tous les Chrétiens d'Orient dans cette pensée unique : l'heure est arrivée pour la Serbie de se mettre à la tête d'une émancipation générale de l'Europe orientale. Déjà, à côté des drapeaux serbes, flottaient à Belgrade, ceux des légions volontaires monté-

négrines, herzégoviniennes, des Serbes d'Autriche, croates, bulgares et madgyars; toutes ces légions étaient accourues dans le but de défendre la liberté et l'indépendance, comme le droit égal pour toutes les nations. En même temps le Monténégro soutenait le mouvement émancipateur de l'Herzégovine; il finit par s'engager lui-même dans la guerre contre les Turcs. Avec un héroïsme sans pareil, 20,000 Monténégrins résistèrent pendant plusieurs mois à une armée de 100,000 soldats turcs. Ces 100,000 soldats formaient, sous le commandement d'Omer-Pacha, le noyau des forces militaires de la Turquie; si les forces de la Serbie avaient été réunies à celles du Monténégro et de l'Herzégovine afin de battre Omer-Pacha, elles auraient obtenu des succès suffisants pour susciter à la Porte un embarras désespéré, d'où pouvait facilement sortir l'émancipation des Chrétiens d'Orient. Or, le ministère Garachanino-Hristics n'était pas à la hauteur de sa position, il fit défaut aux circonstances qui réclamaient une action énergique en faveur de l'émancipation générale de l'Europe d'orient. Il se laissa circonvenir par les intrigues de la

diplomatie étrangère en s'abstenant de sortir de la voie des hésitations; il accepta, enfin, les conditions de paix qui ne donnaient aucune satisfaction réelle aux Serbes, comme victimes des violences et de l'agression barbare des garnisons turques de Belgrade. Les légions qui avaient été organisées à Belgrade, dans le but de l'émancipation des Chrétiens d'Orient durent se dissoudre, et les ouvrages militaires que les Serbes avaient élevés à la suite du bombardement de Belgrade par les Turcs, furent rasées sans avoir été utilisées en rien pour la défense du droit national.

Quant aux événements de 1866, la guerre de la Prusse et de l'Italie, alliées contre l'Autriche, favorisait singulièrement l'émancipation des Chrétiens d'Orient. Il fallait seulement que la Serbie et la Grèce se décidassent à agir d'accord, pour que le mouvement général se produisît dans l'Europe d'orient. C'est surtout l'Autriche qui avait toujours intrigué pour empêcher l'émancipation de cette Europe; or, en 1866, la guerre avec la Prusse et l'Italie ne permettait pas à l'Autriche de s'occuper des affaires d'Orient. D'un autre côté, la Sainte-

Alliance, sur laquelle l'Autriche pouvait s'appuyer dans ce but, se trouvait de fait rompue; de même que le système d'équilibre politique de 1815, qui soutenait le maintien du *statu quo* pour la Turquie et l'Europe, avait fait son temps. En un mot les Chrétiens d'Orient ont eu, en 1866, les mains libres; s'ils avaient déployé en ce moment l'activité de l'héroïsme, le bien général n'aurait pas manqué certainement d'en être le résultat. Malheureusement, le ministère Garachanino-Hristics était loin même de penser à l'union des forces des Slaves et autres Chrétiens d'Orient dans un but d'émancipation commune. C'est seulement après le désastre de Sadowa, et lorsque l'opinion publique condamnait déjà à haute voix l'inaction du gouvernement serbe, que ce dernier commença à agir pour obtenir l'évacuation des forteresses serbes par les garnisons turques. Mais le mérite de cette évacuation elle-même n'appartient pas au ministère Garachanino-Hristics; il doit être attribué principalement à l'activité individuelle du prince Michel et à l'énergie de M. J. Ristics, alors l'agent diplomatique serbe à Constantinople (actuellement un des trois

régents de la Serbie). Dans une lettre autographe adressée par le prince Michel à M. J. Ristics, il a été formellement reconnu que celui-ci a été le « bras droit » du prince dans la question des forteresses.

L'arbitraire et la violence avec le terrorisme, dans l'intérieur du pays; l'impuissance complète dans la politique extérieure, voilà, en deux mots, tout ce qui caractérise le ministère Garachanino-Hristics.

L

Opposition du parti national au despotisme. — Efforts de ce parti pour établir l'union entre tous les patriotes. — Les radicaux serbes et leurs journaux franco-serbes, la *Sloboda* et la *Serbska Sloboda*, publiés à Genève (en Suisse). — Prohibition de ces journaux par le gouvernement à Belgrade. — Efforts des patriotes éclairés, à Belgrade, auprès du prince Michel pour arriver à une entente patriotique en vue des événements de 1866. — Ministère Garachanino-Hristics, adversaire déclaré de l'association des patriotes, connue sous le nom de l'*Omladina serbe*. — Remplacement du ministre Garachanino par J. Ristics; démission de ce dernier; ministère N. Hristics. — Efforts des réactionnaires dans le sens de la Kaïmakamie; sympathies témoignées par le prince Michel envers l'association patriotique de l'*Omladina serbe*; mission diplomatique de J. Ristics. — Menées désespérées des réactionnaires. — Catastrophe de Topchidère. — Les réactionnaires s'efforcent d'arriver au pouvoir dictatorial pour organiser le massacre contre les patriotes libéraux. — Alliance du ministère de Hristics avec les gouvernants austro-hongrois. — Opposition des réactionnaires au maintien du droit héréditaire au trône dans la famille d'Obrénovics. — Candidature de la princesse Julie comme régente de la principauté.

Une nation ayant le droit de diriger elle-même ses destinées se condamnerait à l'abaissement et à la décadence si elle ne s'opposait pas à un gouvernement qui l'opprime au lieu de protéger sa liberté, et qui la spolie au lieu

de lui aider à prospérer. Aussi le parti national serbe a-t-il dû, au nom du droit et de la dignité de la nation, protester contre l'arbitraire et les abus du gouvernement, à la tête duquel se trouvaient placés MM. Garachanin et Hristics.

Le parti national n'a jamais voulu agir autrement que par la persuasion. Éclairer la masse et lui inspirer le respect de la dignité nationale et humaine, donner des preuves de bon sens et de patriotisme, protester avec énergie contre la violation des droits de la nation et de l'homme, en se faisant l'interprète des sentiments du peuple; attendre avec confiance que le prince soit ramené, par la force des choses et l'expérience, à mettre un frein aux excès de son gouvernement : telle a toujours été la tendance du parti national serbe. Dans le but de rallier les esprits aux institutions démocratiques qui garantissent la liberté et assurent le progrès, le parti national a voulu, dès les premiers jours du règne du prince Michel, en 1861, fonder un journal politique indépendant sous le nom de la *Narodna Skoupchtina*; mais le gouvernement, qui cherchait

une adhésion aveugle du peuple au pouvoir centralisé, s'est fait l'adversaire du parti national; il a prohibé illégalement le journal la *Narodna Skoupchtina* et a organisé la persécution contre les patriotes assez osés pour défendre les principes de souveraineté nationale et de liberté en général. J'ai déjà dit plus haut quel sort ont dû subir les trois propriétaires et rédacteurs du journal la *Narodna Skoupchtina*.

Tout en continuant l'opposition au gouvernement despotique, le parti national n'a jamais cessé de tenir compte des nécessités qui commandaient l'union intérieure pour les Serbes. En vérité, chaque fois qu'il s'agissait d'affirmer le droit national, ce parti a trouvé dans son patriotisme la force d'oublier les dissidences existantes entre lui et les gouvernants, pour grouper toutes les forces du pays dans un but commun. Ainsi, en 1862, lorsque les Turcs firent éclater, par le bombardement de Belgrade, leur hostilité envers la Serbie, le parti national serbe déploya et tint haut et ferme son drapeau pour grouper les défenseurs de la liberté, de la patrie. Le ministère Garachanino-Hristics ayant dédaigné les aspirations natio-

nales, la population de Belgrade s'irrita contre M. Garachanin, alors ministre-président, dans une telle mesure qu'elle était prête à le fusiller sous l'accusation d'avoir depuis longtemps des relations secrètes avec les Turcs. Deux patriotes qui appartenaient au parti national, étant en ce moment les maîtres du mouvement populaire à Belgrade, se mirent, le sein ouvert, devant M. Garachanin pour l'abriter, et c'est seulement à leur protection qu'il dut sa vie. Néanmoins, le ministère Garachanino-Hristics manqua encore dans cette occasion de bonne foi ; il se garda bien de coopérer en faveur d'une concorde fraternelle entre tous les fils du peuple. En suivant une autre ligne de conduite, il aboutit, comme il a été dit plus haut, à faire à l'ennemi de la patrie des concessions humiliantes et préjudiciables au droit et à l'intérêt de la nation.

Il y eut un moment où l'arbitraire du ministère Garachanino-Hristics ne permettait, en Serbie, ni d'écrire, ni d'imprimer, ni de publier ses pensées, ni de parler, ni de se réunir, ni de marcher, ni de travailler librement. C'était là le temps de la « juridiction exceptionnelle », de la

suspension de la liberté d'enseignement et de toute action de la Société littéraire et scientifique, à Belgrade, dont j'ai déjà parlé plus haut. Dans ce moment, les gouvernants employaient tous les moyens pour étouffer l'opinion publique, ils pervertissaient la loi, bannissaient la vérité, blâmaient la vertu, persécutaient la justice, calomniaient le patriotisme, terrifiaient, outrageaient et ruinaient la Serbie, tout cela simplement, afin de se maintenir au pouvoir. C'est à cette époque qu'une fraction du parti national, sous le nom de *radicaux serbes*, crut nécessaire de fonder à Genève, en Suisse, le journal *la Sloboda*, ou *la Liberté*.

La *Sloboda*, publiée dans deux langues, *serbe* et *française*, défendait la liberté et le progrès contre le système du gouvernement, qui s'appuyait sur la terreur et la violence, qui organisait la ruse et la calomnie, la juridiction exceptionnelle et les tribunaux et commissions extraordinaires, qui introduisait la corruption et le gaspillage, qui amoindrissait la sécurité et la confiance sur lesquelles repose le crédit public, qui empêchait le progrès au lieu de le soutenir, qui haïssait la liberté et compromettait

l'avenir de la nation. Ayant condamné tout ce qui méritait d'être condamné, la *Sloboda* avait ouvertement exposé la foi politique des radicaux serbes; cette foi se résumait en ceci : une application radicale des principes de liberté qu'avait consacrés l'Assemblée nationale de 1858, peut seule mettre la Serbie à la hauteur des États qui marchent résolûment vers le progrès de la civilisation et de l'humanité.

Les adversaires de la liberté, représentés en Serbie par le ministère Garachanino-Hristics ont-ils jamais rendu publique quelque réfutation des principes que la *Sloboda* défendait? Ils se sont efforcés simplement d'étouffer la vérité qui était contre eux; c'est ainsi que le ministère Garachanino-Hristics prohiba la *Sloboda* pour la Serbie, sans avoir pu donner aucun motif légal et juste de cette prohibition, en même temps qu'il augmenta les mesures d'intimidation et de violence dans la principauté, pour y empêcher toute manifestation de la conscience et de la volonté du peuple.

De même que le parti national était toujours disposé à mettre en oubli les maux du passé, dans le but de grouper les forces du pays

et d'assurer l'avenir national, les radicaux serbes, dont la *Sloboda* a été l'organe, firent preuve de bon sens et de patriotisme, en s'abstenant de continuer l'opposition au gouvernement, dans un moment où l'étranger se proposait d'utiliser la division intérieure de leur pays, pour réaliser ses projets d'annexion forcée ou même de conquête. C'était à la veille de la guerre de 1866, lorsqu'il s'agissait de trouver dans l'Europe d'orient une compensation qui dédommagerait l'Autriche de la perte la Vénétie, réclamée par les Italiens. En présence des intrigues diplomatiques, mises en œuvre pour faire prévaloir les influences étrangères sur le droit national des Serbes, les radicaux firent donc cesser la publication de leur journal *la Sloboda*, à Genève, et annoncèrent celle d'un journal nouveau, sous le nom *la Srbska Sloboda* (*la Liberté serbe*). Ce dernier journal s'était donné, pour tâche de faciliter au gouvernement son rapprochement avec le peuple, afin de repousser énergiquement toutes les tentatives des ennemis extérieurs, dirigées contre le droit national de la Serbie.

On rendra à la *Srbska Sloboda* cette justice,

qu'elle ne tendit qu'à établir l'entente en Serbie, sur la base qui est seule stable, c'est à dire la persuasion et le patriotisme raisonné. Elle développa chaque jour son programme de conciliation des opinions et des tendances, en faisant abstraction des questions de personnes; elle réclama le droit, pour tous les citoyens, d'exprimer librement leurs pensées, afin de connaître les divergences et de les utiliser en faveur de l'intérêt général. La *Srbska Sloboda* chercha constamment à assurer la défense du droit de la souveraineté nationale, qui contient l'ensemble des droits individuels, par une adhésion éclairée de chaque Serbe aux principes de liberté, sans laquelle le patriote ne serait digne de s'appeler ni Serbe ni homme.

La jeunesse serbe rivalisait pour propager les idées de la solidarité fraternelle et d'humanité que le *Srbska Sloboda* professait, en soutenant que la vraie concorde et l'union serbe doivent consister en une harmonie des volontés libres et éclairées.

Au lieu de se montrer jaloux de contribuer à l'union qui devait rendre toutes ses forces à la patrie dans les jours critiques, le ministère Ga-

Garachanino-Hristics mit en jeu toutes les intrigues pour empêcher cette union. Il frappa de prohibition la *Srbska Sloboda*, sans avoir eu le courage de rendre publique cette prohibition.

En interdisant les journaux la *Narodna Skoupchtina* et la *Sloboda*, le ministère Garachanino-Hristics avait donné la preuve qu'il ne voulait pas la liberté intérieure; en prohibant la *Srbska Sloboda*, il a prouvé qu'il ne voulait pas aider les patriotes à établir l'union qui assurerait l'indépendance de la nation. Que l'on ne veuille pas se laisser éclairer, contrôler et redresser par l'opinion publique, c'est là une erreur facile à expliquer chez un gouvernement qui s' imagine être infaillible; mais que l'on puisse encourager l'ennemi de la patrie, en s'opposant à l'union qui est nécessaire à la défense du droit national, c'est là une trahison qui confond la raison.

En face d'une telle tactique du gouvernement à Belgrade, les patriotes libéraux serbes, qui publiaient la *Srbska Sloboda*, durent examiner quelle ligne de conduite ils devaient suivre pour paralyser les menées étrangères, et ils trouvèrent que leur devoir était de déclarer au prince Michel lui-même que, malgré toutes les

injustices et les offenses que le gouvernement avait commises à leur égard, ils se tiendraient constamment prêts à soutenir ce prince dans toute entreprise patriotique, qui aurait pour but d'opposer énergiquement les forces réunies serbes à l'ennemi de la liberté nationale. Les communications avec la Serbie étant rendues difficiles à la *Srbska Sloboda*, par la prohibition de ce journal en Serbie, sa publication dût cesser. Cependant les patriotes libéraux concentraient leurs forces en parti national, toujours prêts à faire tous les sacrifices possibles en faveur de l'unité, de la liberté et de l'indépendance nationale. Durant la guerre de 1866, ils ne cessèrent pas de travailler à réunir tous les efforts du pays dans le but de mettre à profit les événements pour l'émancipation de l'Europe d'orient. C'est à cette époque et par l'initiative des patriotes libéraux qu'il se forma une association réunissant les forces vives de la nation serbe tout entière, de la Serbie et du Monténégro, ainsi que des Serbes d'Autriche et de Turquie; cette association, dont j'ai déjà parlé, s'intitulait l'*Omladina serbe*. Je me réserve d'entrer à son sujet dans de plus amples détails; ici je

me borne à dire que la nation serbe n'avait qu'un désir, celui de voir tous ses fils marcher en harmonie, la main dans la main, vers la liberté universelle.

Certains libéraux à Belgrade firent des efforts auprès du prince Michel afin d'arriver à une entente patriotique. M. Milivoï Pétrovics, Blaznavacz, alors le ministre de la guerre (actuellement un de trois régents en Serbie), était seul parmi les ministres, qui comprit la nécessité de grouper les efforts du prince et des patriotes éclairées; et, je dois le reconnaître, il a cherché, de sa propre initiative, et a travaillé, à son tour auprès du prince, à établir cette entente patriotique que les événements commandaient aux Serbes. Malheureusement les autres ministres s'obstinèrent à rester au dessous de la position qui leur était assignée par la confiance dont ils jouissaient auprès du prince. Ces ministres non seulement cherchaient à empêcher toute union possible des forces patriotiques, mais ils se déclarèrent les adversaires les plus acharnés de l'Omladina serbe, qui réunissait en elle tout ce qui constitue la conscience que le peuple a de lui-même; c'est ainsi qu'ils ont

forcé, par des actes de violence et de persécution, la seconde assemblée annuelle de l'Omladina serbe, convoquée à Belgrade, en 1867, de se dissoudre sans pouvoir librement développer ses discussions littéraires et patriotiques.

La lutte odieuse dans laquelle s'est engagé le ministère Garachanino-Hristics contre l'association patriotique de l'Omladina, laquelle réunissait tous les cœurs généreux et tous les esprits éclairés autour des principes de liberté et de progrès, augmenta l'irritation du peuple contre ce ministère, à un tel degré que le prince Michel lui-même sentit le besoin d'en modifier le personnel. Par suite, en novembre 1867, une lettre autographe du prince releva de ses fonctions M. Garachanin, président du conseil et ministre des affaires étrangères, et chargea M. J. Ristics du portefeuille du ministère de l'extérieur. Ce changement, motivé par le besoin d'introduire dans le gouvernement « des éléments plus jeunes », fut approuvé par l'opinion publique. Le parti national ne tarda pas non plus à faire son éloge, dans l'espoir d'un retour du gouvernement aux principes de liberté et de progrès.

Tout le monde voyait dans le changement

produit dans le personnel du ministère, le signe d'un revirement dans la politique du prince qui devait amener un meilleur état des choses; mais les réactionnaires de 1859, qui s'appuyaient sur l'étranger, ne cessaient pas de convoiter la formation d'une Kaïmakamie en Serbie. Ces réactionnaires avaient eu dans le ministère Garachanino-Hristics les représentants puissants à l'aide desquels ils avaient réussi à éloigner peu à peu tous les patriotes libéraux, et tous les vrais amis du prince, des fonctions importantes de l'État et quelques-uns même de la Serbie. Ainsi les hautes places politiques, et aussi celles de l'entourage du prince, se trouvaient occupées par les seuls réactionnaires, parmi lesquels figuraient même des individus dont les antécédents fâcheux rappelaient au peuple les adversaires les plus ardents non seulement de la liberté mais aussi de la dynastie d'Obrénovics elle-même. Protégés et même guidés par le ministère Garachanino-Hristics, les réactionnaires ne trouvaient point de difficulté à exciter, par des actes de violence et d'injustice, le mécontentement du peuple aux dépens de la popularité de la dynastie d'Obrénovics. De nombreux

cas sont cités, en Serbie, où les agents du pouvoir faisaient retomber sur la tête du prince Michel toute la responsabilité des maux qui pesaient sur le pays sous le ministère Garachanino-Hristics, en disant qu'ils étaient obligés d'exécuter machinalement les ordres donnés par le prince Michel lui-même. C'est là la tactique au moyen de laquelle les grands dignitaires, adversaires de la liberté, avaient réussi, en 1842, à renverser le prince Michel du trône serbe, et cette même tactique fut, avec beaucoup de succès, renouvelée par les agents du pouvoir sous le second règne de ce prince. Comme il est facile de le comprendre, le remplacement de M. Garachanino par M. Ristics, au ministère des affaires étrangères, n'eut pour effet que de provoquer les réactionnaires et adhérents de la Kaïmakamie à employer tous leurs moyens pour paralyser les aspirations populaires manifestées en faveur des réformes libérales, qui ne pouvaient manquer d'augmenter la popularité de la dynastie d'Obrénovics et de la fortifier sur le trône. Ayant son appui dans l'entourage du prince, ses représentants dans le ministère (où tous les collègues de M. Gara-

chanino étaient maintenus), et ses alliés dans les intrigants étrangers, la faction des réactionnaires réussit sans beaucoup de peine à miner la position du nouveau ministre, M. Ristics, avant même qu'il arrivât de Constantinople, où il se trouvait au moment de sa nomination.

Étant au courant des affaires politiques de la Serbie, M. Ristics n'hésita pas à déclarer au prince Michel que là seule possibilité de sauver le pays et la dynastie d'une catastrophe était d'abandonner la voie mauvaise dans laquelle le ministère Garachanino-Hristics avait persévéré jusqu'à présent, et de donner une satisfaction aux justes exigences du peuple. Il proposa la réconciliation avec le parti national dans le but d'une réalisation des principes de liberté que l'Assemblée nationale avait consacrés et que ce parti a toujours défendus. Dans ce sens, il insista sur le besoin de relever aussi de leurs fonctions de ministres M. N. Hristics et les autres membres du ministère Garachanino-Hristics, qui gardaient leur portefeuille après l'éloignement de M. Garachanin ; une exception fut faite par M. Ristics pour M. Pétrovics qui occupait le ministère de la guerre, et qu'il croyait

disposé en faveur des réformes nécessaires à introduire. Malheureusement, le prince tint au maintien de M. N. Hristics comme président du conseil et ministre de l'intérieur. Il en résulta que M. Ristics dut donner sa démission, qui fut acceptée.

Mais, bientôt après, au printemps 1868, le prince Michel chargea M. Ristics d'une mission diplomatique ayant, entre autres, pour but d'obtenir le consentement des puissances européennes à ce que les résidents étrangers en Serbie fussent placés sous la juridiction serbe, conformément à la résolution de l'Assemblée nationale de 1858. Cette nouvelle preuve de confiance, donnée par le prince Michel à M. Ristics, fit renaître, dans le ministère de Hristics et chez tous les réactionnaires, la crainte que le prince Michel ne se fût décidé en faveur de la réalisation des principes de liberté consacrés par l'Assemblée nationale de 1858, ce qui ne manquerait pas de faire passer le gouvernement des mains de M. N. Hristics et de ses collègues réactionnaires en celles de M. Ristics que l'on supposait être d'accord avec le parti national. Cette crainte fut augmentée par une

certaine froideur qui se faisait remarquer dans les relations du prince avec ses ministres, ainsi que par les sympathies qu'il avait témoignées envers l'association patriotique de l'Omladina serbe, le jour où le comité de cette association lui en avait présenté les publications; ces sympathies inspiraient d'autant plus d'inquiétude au ministère Hristics que ce ministère s'était déclaré, comme il a été montré plus haut, le plus acharné adversaire de l'Omladina.

L'opinion publique ne cessait de demander des réformes libérales, et il semblait que le prince Michel n'attendît que le retour de M. Ristits, de son voyage diplomatique, pour satisfaire aux vœux légitimes du peuple. Plus les chances se multipliaient en faveur d'un changement dans la politique du prince, dans le sens des réformes libérales, plus la crainte et le désespoir du ministère Hristics et des autres réactionnaires devenaient manifestes. On sait que ces adversaires de la liberté ne reculent devant aucune infidélité quand il s'agit de s'emparer du pouvoir ou de s'y maintenir, ils en ont donné de nombreuses preuves depuis 1842. C'est justement dans de telles circonstances que

s'accomplit, à Topchidère près de Belgrade, l'assassinat du malheureux prince Michel.

Le prince Michel tombé, il ne restait plus aux réactionnaires qu'à écraser ces patriotes libéraux qui, jouissant de la confiance du peuple, pouvaient seuls faire échouer les projets coupables d'une faction qui voulait à tout prix gouverner la Serbie. C'est ainsi que ces réactionnaires sentirent le besoin d'organiser la dénonciation calomnieuse contre leurs adversaires, et que, pour les perdre, ils s'allièrent avec les gouvernants austro-hongrois.

On a déjà vu précédemment comment les efforts indignes et criminels des deux gouvernements qui s'attaquaient directement aux libéraux serbes et indirectement à l'avenir de la nation elle-même, ont échoué contre le bon sens de l'Assemblée nationale serbe de 1868; cette Assemblée a condamné le système du gouvernement antilibéral et rétrograde, et en même temps fait éloigner du pouvoir le ministère Hristics, qui s'était allié avec l'étranger pour perdre les défenseurs de la liberté et asservir et ruiner le peuple.

Voici encore quelques détails qui ont été mis

au jour par la presse indépendante serbe, pour éclairer l'état des choses qui existait à Belgrade au moment de la catastrophe de Topchidère :

Au moment même où le prince Michel fut assailli par les assassins, M. Garachanin se trouvait aussi à Topchidère, mais à quelque distance de l'endroit où le prince tomba sous les coups des meurtriers. A la nouvelle de cet assassinat qui lui fut immédiatement transmise, M. Garachanin se rendit, en toute hâte, à Belgrade, où il trouva les ministres réunis en séance. Il leur apprit le crime qui venait d'être commis et leur proposa des mesures propres à concentrer le pouvoir dans les mains des anciens adversaires de la liberté. Quoiqu'il fût ministre démissionnaire et, comme tel, n'eût pas le droit de s'immiscer dans les affaires du gouvernement, la proclamation du gouvernement provisoire fut rédigée sous son influence, et ce gouvernement le laissa participer à ses premières séances. Bien plus, certains ministres proposèrent d'investir, pour un temps indéterminé, M. Garachanin du pouvoir dictatorial; et les conférences confidentielles eurent lieu dans le

but de préparer une liste des patriotes libéraux qui devaient être massacrés comme « dangereux » au gouvernement.

La dénonciation et la calomnie qui ont été employées contre les patriotes, dans le but d'établir une connexité trompeuse entre des choses qui n'ont entre elles aucun lien, c'est à dire d'attribuer aux principaux agents de la conspiration des relations avec divers patriotes libéraux prononcés, ainsi que l'ardeur avec laquelle ces patriotes ont été poursuivis par les gouvernements austro-hongrois et de Belgrade ont été exposées plus haut. Il reste seulement à réfuter encore un dernier prétexte que les journaux au service des deux gouvernements avaient invoqué contre lesdits patriotes.

Ce prétexte, c'est que ces patriotes ont moralement préparé l'attentat contre le prince par le seul fait qu'ils avaient critiqué les actes de son gouvernement. Mais, s'il y a lieu de parler d'un encouragement moral donné aux assassins du prince Michel, cet encouragement ne peut être cherché que dans les actes mêmes du gouvernement qui, en réalité, étaient de nature à

exciter le mécontentement général, et à produire ainsi un état des choses dans lequel les assassins ont pu concevoir leur projet et préparer son exécution. Traduits devant le tribunal, les assassins ont, en effet, invoqué les actes du gouvernement despotique pour expliquer la source où ils avaient puisé l'audace de conspirer et d'attenter à la vie du souverain. Ce qui ressort de plus net des faits révélés par la recherche judiciaire à Belgrade, c'est que l'attentat a été principalement l'œuvre d'une brutale passion de vengeance, préparée avec autant de mépris pour la vie humaine que d'étourderie dans sa conception. Et l'histoire est là pour prouver que les mauvaises passions élisent domicile et s'exercent avec cruauté partout où l'oppression, la violence et l'arbitraire d'en haut empêchent le développement libre de la raison qui devrait dominer sur les passions et les brider. Si les principes de liberté que les patriotes serbes défendaient avaient été réalisés en Serbie, si, par exemple, il y avait existé la liberté de la presse, la liberté des élections, la représentation indépendante du peuple comme souverain, la responsabilité des ministres, le jury, en un mot

les garanties nécessaires de la liberté et de la justice, l'opinion publique éclairée aurait fait ériger en loi la conscience et la volonté de tous. Alors, chacun sachant que c'est la volonté raisonnée de tous, et non pas le caprice d'un seul, qui domine dans l'État, il serait devenu impossible de concevoir la pensée d'une vengeance criminelle sur le chef d'État, telle que celle dont étaient animés les assassins du prince Michel, qui allaient jusqu'à déclarer, devant le tribunal, qu'ils ont voulu se venger « sans penser même à ce qu'il arriverait après ».

D'un autre côté, ces grands dignitaires qui depuis 1842 ne cessaient de conspirer et d'attenter contre la liberté de la société et de l'homme, et qui recouraient à la force brutale pour se venger de leurs adversaires politiques et personnels, ne reculant pas même devant l'effusion du sang fraternel, n'avaient-ils pas eux-mêmes donné le mauvais exemple à ceux qui ont conspiré et attenté à la vie du prince Michel?

Aveuglés par la passion de la vengeance, les assassins du prince Michel s'appuyaient, pour l'exécution de leur plan odieux, sur les préten-

tions coupables qui tendaient vers un changement de dynastie en faveur des Kara-Georgévics; or, ces prétentions, elles n'ont encore pu naître, se développer et s'entretenir que sous un système de despotisme tel que les réactionnaires le soutenaient en Serbie. Dans un pays où la liberté existe comme droit égal pour tous, cette liberté donne à la conscience que le peuple a de lui-même une force devant laquelle toute sorte de prétentions et de rivalités dynastiques disparaissent. On sait que le voïvoda Kara-George est tombé victime d'un assassinat cruel, et on dit que le projet de cet assassinat n'a pas été ignoré du prince Miloch Obrénovics; aujourd'hui le jugement du tribunal de Belgrade attribue au fils de Kara-George la complicité dans l'attentat exercé sur le prince Michel, fils de Miloch : quoi qu'il en soit, ce besoin seul de donner à l'un et l'autre projets d'assassinat la couleur des ambitions dynastiques, prouve un état de choses où ces ambitions ont pu compter qu'un succès de la force brutale serait accepté comme fait accompli sans être révisé par la conscience publique. Et le sens moral à en tirer c'est que la liberté, que la conscience publique

développées par cette liberté, doivent présider aux changements politiques et exercer leur contrôle sur les faits accomplis, pour que les prétentions ambitieuses et coupables ne puissent plus calculer sur un état de choses où leur succès ne dépendrait que d'un changement quelconque du maître.

Ce qui donne à réfléchir sur la nature des sentiments et des dispositions de certains ministres du prince Michel envers sa personne, c'est le fait, qu'aussitôt que le prince Michel eut été assassiné, ses ministres s'occupèrent avec une ardeur passionnée de la question du trône, et qu'ils déclarèrent que le droit d'hérédité au trône était éteint avec la mort du prince Michel, dans la famille d'Obrénovics. Cette déclaration fut soutenue aussi par certains grands dignitaires à côté des ministres, et notamment par ceux qui ont réagi contre les principes de liberté de 1858, en faveur d'une Kaïmakamie à établir à la place de la dignité de prince. Ces grands dignitaires et ces ministres, connus tous en Serbie sous le nom commun de réactionnaires, étaient d'abord divisés sur la nature du nouvel état de choses qui devait résulter de la

catastrophe de Topchidère; ils n'étaient d'accord qu'en ceci : écraser les patriotes libéraux, le parti national, et soutenir que le droit héréditaire au trône est éteint dans la famille d'Obrénovics. Mais dès qu'ils s'aperçurent qu'ils étaient isolés dans leurs projets dirigés contre les patriotes libéraux, et en même temps contre le droit dynastique des Obrénovics, ils sentirent le besoin de s'allier avec les intrigants austro-hongrois pour combattre l'opinion publique. Alors ils mirent momentanément de côté tout ce qui pourrait produire une division entre eux et convinrent de ne pas s'opposer aux manœuvres du ministère Hristics, qui, d'accord avec ses alliés à Pesth et à Vienne, soutenait la candidature de la princesse Julie, comme régente de la Serbie, et comme tutrice du fils naturel du prince Michel; c'est ce qui a été démontré plus haut. On attribue, à tort ou à raison, à quelques-uns des grands dignitaires d'avoir fait, pour gagner la diplomatie russe à leur cause, la promesse de poser la candidature d'un des princes *russes* au trône serbe, le jour où des réactionnaires auraient remporté une victoire décisive sur le parti national et l'opinion pu-

blique en Serbie. Ce qui donne une certaine vraisemblance à cette supposition, c'est que le consul russe à Belgrade jusqu'à ces derniers temps ne cessait de déployer son activité en faveur de certains des anciens ministres ou sénateurs qui se trouvaient à la tête des réactionnaires agissant contre les principes de liberté.

M

L'opposition du ministre de la guerre; soutenue par les patriotes libéraux, aux menées des réactionnaires; proclamation de ce ministre en faveur de la continuité du droit héréditaire au trône dans la famille d'Obrénovics; l'opinion populaire appuie cette proclamation. — L'Assemblée nationale de 1868 proclame le prince Milan Obrénovics IV comme prince régnant; elle condamne le système du despotisme qui seul a pu préparer l'état de choses où la catastrophe de Topchidère a pris naissance, et fait formellement retomber sur le ministère de Hristics la responsabilité d'un tel état. — L'Assemblée nationale de 1868 réclame la réalisation des principes de liberté consacrés par l'Assemblée nationale de 1858. — Elle nomme une régence, le prince Milan n'étant pas majeur.

Il s'est trouvé cependant au pouvoir, en Serbie, un homme qui, dans le moment décisif, s'est déclaré en faveur de la continuité du droit

héréditaire au trône serbe dans la famille d'Obrénovics, et en même temps en opposition avec toute démarche qui porterait M. Garachanin au pouvoir dictatorial. Cet homme, seul parmi les ministres du prince Michel, c'est M. Milivoï Pétrovics, dont nous avons déjà fait mention. Ayant l'armée sous ses ordres, comme ministre de la guerre, il résolut d'agir jusqu'au bout en faveur de la dynastie d'Obrénovics, et de s'opposer aux projets réactionnaires de dictature et de massacre pour la Serbie.

Quiconque connaît la situation où la principauté se trouvait placée par la catastrophe de Topchidère, rendra cette justice aux patriotes libéraux, à Belgrade, que la seule possibilité pratique, en ce moment, d'arrêter les menées coupables des adversaires de la liberté, tant intérieurs qu'extérieurs, de faire échouer les prétentions ambitieuses, de conjurer le danger pour le droit et les intérêts du peuple d'une intervention étrangère, était de soutenir le ministre de la guerre contre les ennemis de la liberté. Rester passif dans un moment si critique, aurait été de la part des patriotes libéraux à Belgrade, trahir cette confiance pu-

blique qui a toujours compté sur leur énergie d'action et livrer le sort du pays au jeu du hasard, alors que le patriotisme commandait, comme devoir suprême, de redoubler de vigilance pour la liberté. En outre, ne vouloir pas tenir compte des événements qui arrachaient à des mains liberticides une force organisée et concentrée, telle que l'armée régulière, pour la mettre au service des vœux populaires, c'eût été une imprudence politique d'autant plus dangereuse, qu'elle aurait pu, dans un dernier résultat, faire retomber cette force dans les mains de ses anciens possesseurs. Et ceux-ci seraient devenus alors d'autant plus redoutables, que les patriotes libéraux, à Belgrade, ne disposaient à ce moment d'aucune autre force que l'autorité morale qu'ils empruntaient aux sentiments et aux aspirations de la nation dont ils étaient les interprètes. Pour organiser eux-mêmes une résistance active, et au besoin armée, aux tentatives des adversaires de la liberté, il fallait un espace de temps assez long pour permettre à l'ennemi intérieur de s'emparer du pouvoir. Et quelles seraient après cela les conditions de la lutte, c'est ce qui est facile à comprendre.

D'un côté, les adversaires abusant du pouvoir, armés de toutes pièces, ayant à leurs ordres toutes les forces organisées et centralisées, faisant arbitrairement et illégalement saisir, emprisonner et condamner qui leur déplaisait, pouvant confisquer les biens et ôter la vie à des centaines de citoyens, et toujours certains de l'impunité; de l'autre côté, les patriotes épars, désarmés et la corde au cou, impuissants à empêcher ou à déjouer les manœuvres et les calomnies dirigées contre eux. Il est évident que, dans des conditions si formidablement inégales, les chefs du mouvement populaire à organiser seraient écrasés avant que ce mouvement pût se produire.

Le ministre de la guerre, soutenu par les patriotes libéraux, à Belgrade, prit l'initiative pour proposer la candidature du prince Milan, neveu du prince Michel, et comme tel son successeur. Cette candidature fut acclamée par l'armée, appuyée par l'opinion populaire, et enfin adoptée par l'Assemblée nationale de 1868, à Topchidère, qui proclama le prince Milan prince régnant de la Serbie, sous le nom d'Obrénovics IV.

Comme je l'ai déjà dit, cette même Assemblée

a formellement condamné le système de despotisme qu'avaient développé, en Serbie, le ministère Garachanino-Hristics et celui de Hristics; en même temps elle a exprimé sa méfiance envers le dernier, alors au pouvoir, et fait retomber sur lui la responsabilité d'une situation politique où la catastrophe de Topchidère a pu se produire, ainsi que les conséquences fâcheuses résultant de cette catastrophe.

Condamné par la voix du peuple, le ministère de Hristics dut donner sa démission, marqué au front du crime d'attentat contre la liberté du citoyen et de l'homme, crime qui seul avait pu amener ce malheureux état de la Serbie dont le prince Michel est devenu victime.

L'Assemblée nationale de 1868 exprima la volonté du peuple, que les principes de liberté, consacrés par l'Assemblée nationale 1858, fussent réalisés. C'est ainsi que ces principes dont le parti national s'est toujours fait l'avocat triomphant, une fois de plus, des intrigues, des violences et des injustices exercées par les gouvernements despotiques et réactionnaires. Ce triomphe des principes libéraux a une grande importance. C'est quelque chose pour l'esprit

libéral serbe d'avoir paralysé les manœuvres de la faction des réactionnaires et de la voir aujourd'hui écrasée sous le poids de ses abus, de ses vices et de son impopularité, et incapable de réaliser jamais plus ses projets réactionnaires. Assurément la Serbie a raison de se réjouir de l'affaissement d'une faction qui a toujours été hostile à la liberté; la décadence de cette faction était une condition nécessaire au développement des idées libérales et progressistes en Serbie.

Avant de se dissoudre, l'Assemblée nationale de 1868 élit une Régence composée de trois membres : MM. Pétrovics, J. Ristics et J. Gavrilovics. Ces régents doivent rester à la tête du gouvernement jusqu'à ce que le prince Milan, âgé de quinze ans seulement, arrive à l'âge de dix-huit ans, auquel la loi a fixé la majorité.

N

Premiers actes de la Régence. — Abolition de la Constitution illégale de 1838. — Constitution de 1869. — Projets de loi en faveur des réformes libérales. — Hommes influents du parti national comme fonctionnaires de l'État.

Prenant le pouvoir en mains, la Régence nomma un ministère composé d'éléments hétérogènes. Comme il est facile de le comprendre, ce ministère n'a pu se maintenir; au bout de sa première année, il a dû subir un changement; de sorte qu'aujourd'hui il se trouve composé des partisans de la dynastie d'Obrénovics et des hommes qui appartenaient au parti national.

Un des premiers actes de la Régence fut de faire exécuter la peine de mort à laquelle les assassins du prince Michel et leurs complices avaient été condamnés; seize cadavres sanglants tombèrent sous le coup de cette exécution. Je ne crois pas qu'il se trouve parmi les amis éclairés de l'humanité un seul homme qui puisse féliciter les exécuteurs de cette sentence. La peine de mort n'est-elle pas, en elle-même,

une consécration de la vengeance barbare et de la passion brutale versant le sang humain, qui avaient dû être condamnées dans les assassins? Je suis convaincu qu'une abolition de cette peine rendrait un service plus réel à la justice et à l'humanité que son exécution n'est capable de contribuer à affermir la sécurité des personnes et l'ordre public dans un État.

Le principal soin du gouvernement actuel de la Serbie se tourna vers l'abolition de cette constitution qui, en 1838, a été imposée par la Porte au prince Miloch, en violation du droit national. Cette abolition avait été demandée par l'Assemblée nationale de 1858, dont les résolutions furent adoptées par l'Assemblée de 1868; aussi l'opinion n'a pu qu'acclamer la résolution prise à cet égard.

Le ministère convoqua, en juin 1869, une assemblée populaire pour lui soumettre le projet d'une constitution consacrant la forme du gouvernement qu'on appelle la monarchie limitée ou constitutionnelle, ou représentative. Le projet du gouvernement fut adopté. Mais, par une équivoque de phrases, cette constitution réduit presque à néant la valeur réelle des ga-

ranties qu'elle offre à la liberté. Une autre de ses graves défauts consiste en ce qu'elle apporte des restrictions injustes au droit de la représentation de la nation : les fonctionnaires publics et les avocats se trouvent exclus, par la constitution de 1869, du droit d'être élus comme députés à l'Assemblée nationale. En Serbie, où les hommes qui ont étudié la politique ne sont pas en grand nombre, on réussira difficilement, sous l'empire d'une telle exclusion, à former un parlement composé d'hommes versés dans cette science. Le gouvernement, il est vrai, s'est réservé le droit de nommer un tiers des députés parmi les fonctionnaires publics ; mais ce ne sont pas les dispositions des gouvernants, mais les votes libres et éclairés des gouvernés qui garantissent l'indépendance de l'opinion et de l'action des députés. Cependant, ladite constitution renferme en elle une garantie de la souveraineté du peuple qui ne doit pas être passée sous silence, c'est la faculté du peuple de changer sa constitution quand il le trouve nécessaire ; en consacrant cette faculté, la constitution a ouvert la porte aux réformes pacifiques. Seulement la même faculté est soumise à des

formalités, et surtout à des conditions de temps, propres à en gêner l'action si ce n'est à l'empêcher. Ainsi la constitution de 1869 exige, pour les changements à y faire, deux décisions concordantes de deux Assemblées, constatant le besoin de tels changements, et met encore l'introduction de ces changements sous la dépendance de la résolution d'une troisième assemblée nationale, de sorte qu'un intervalle de trois ans doit s'écouler entre la première proposition et l'adoption définitive des changements à faire dans la constitution.

Néanmoins, les patriotes, préoccupés du besoin d'arriver à la régénération de la nation par la liberté et la science, ne cesseront pas, j'en suis convaincu de chercher à réaliser les réformes nécessaires par les voies légales et pacifiques. Et la loi doit assurer au peuple la possibilité de poursuivre les développements et les conséquences des principes de liberté et de progrès, sans employer la violence.

On dit, et j'aime à le croire, que le gouvernement s'occupe actuellement à préparer des projets de loi garantissant la liberté de la presse, la responsabilité des ministres, la liberté d'élec-

tion, en un mot la réalisation des principes de liberté qu'avait consacrés l'Assemblée nationale de 1858. Tous ces projets de loi devraient être soumis à la prochaine Assemblée nationale.

En attendant que les aspirations libérales du gouvernement actuel soient confirmées par les faits, je m'abstiendrai, pour le moment, de critiquer les actes de ce gouvernement, qui est venu au pouvoir dans des circonstances vraiment difficiles. Je crois devoir lui donner le temps nécessaire à réparer, de sa propre initiative, tout ce qu'il a à réparer, et à préparer le terrain aux réformes libérales demandées par l'opinion publique. Qu'il veuille sincèrement introduire ces réformes et il ne manquera certes pas de trouver l'appui du parti national et de tous les vrais amis de la liberté.

Un parti vraiment national doit être apte au pouvoir comme à l'opposition, capable de diriger les affaires du pays et non pas seulement de critiquer les actes du gouvernement. C'est avec une telle pensée que quelques membres influents du parti national occupent des places importantes dans le gouvernement actuel.

Certains esprits craignent cependant que les

promesses libérales, données par ce gouvernement, ne cachent un piège funeste contre ce même parti dont il n'adopterait qu'en apparence les hommes et les idées. Les gouvernants, dit-on, changeront de langage dès qu'ils auront obtenu la popularité, en se servant du crédit moral dont jouit le parti national. Il est vrai que ceux qui se destinent au service de l'État, en Serbie, sont pour la plupart condamnés à vivre des places qu'ils occupent; de là une dépendance qui, à une certaine mesure, justifie malheureusement la crainte relative à la force de caractère des fonctionnaires de l'État. Mais il est vrai aussi que c'est justement dans les rangs des fonctionnaires de l'État que les gouvernements despotiques, en Serbie, ont souvent rencontré leurs plus courageux adversaires. Quant au crédit moral du parti national, il ne faut pas oublier que ce qui lui donne ce crédit, ce sont les idées libérales et progressistes qu'il représente et non pas les noms des personnes. Que ces idées ne soient pas sincèrement adoptées par le gouvernement actuel, et la popularité qu'il aura obtenue en exploitant le parti national, disparaîtra le jour même où il tentera de réagir

contre les aspirations libérales et progressistes du peuple. En définitive, la principale vérité est que les gouvernements ne tombent point sous les coups de leurs adversaires, mais toujours sous leurs propres fautes et vices. La seule sauvegarde contre une pareille chute, consiste en cette sagesse politique qui sait, à l'heure indiquée par les événements, accomplir elle-même les réformes, afin d'éviter les catastrophes.

IV. — LES SERBES DE TURQUIE

L'Herzégovine, la Bosnie, la Métohie. — L'oppression barbare empêchant le progrès moral, intellectuel et matériel de ses victimes. — Les fanariotes au service de l'opprimeur.

En dehors des Serbes du Monténégro, qui sont toujours restés indépendants, des Serbes de Serbie qui sont émancipés, et des Serbes d'Autriche, il reste encore une grande partie de Serbes sous la domination de la Turquie. Ce sont les Serbes de l'*Herzégovine*, de la *Bosnie* et de la *Métohie*, appelée la *Stara* (ou ancienne) *Serbie*, qui comptent un ensemble d'environ 2,000,000 de Serbes,

La souffrance des peuples soumis à la domination turque est assez connue pour que nous n'ayons pas besoin d'énumérer ici les maux que le joug turc ne cesse pas d'accumuler sur les têtes de ses victimes. Il est vrai que des promesses brillantes se répètent sans cesse, en faveur des réformes qui, conformes au Hatti-Humayoun de 1856, seraient propres à transformer la Turquie, où la force brutale règne, en un État nouveau où régnerait la justice; mais ces belles promesses s'évanouissent toutes devant la réalité qui, pour la Turquie, se réduit à un système permanent d'oppression barbare. Que l'on promène les regards sur les provinces chrétiennes de la Turquie, et l'on y trouvera à chaque pas des preuves d'une passion aveugle des Turcs, qui veut perpétuer l'esclavage et l'injustice, avec tous les maux qui en résultent sur ces malheureuses provinces. C'est en vain qu'on s'attend à une amélioration du sort des chrétiens sous la domination musulmane; si l'on examine impartialement l'état des choses en Turquie, l'on n'y trouvera ni le règne de la justice, ni un peuple de citoyens. Le Turc a le droit de propriété sur les chrétiens, sur leurs

familles, et sur le produit de leur travail. Ces chrétiens « troupeau d'esclaves » sont tyrannisés par un maître qui ne connaît d'autre règle de conduite que l'oppression et la spoliation. Aucun bien, aucune existence ne sont en sûreté pour les chrétiens en Turquie. Animés d'une aveugle haine contre eux, les musulmans s'efforcent en outre d'empêcher tout développement moral et intellectuel de ces chrétiens. Il n'y a pas longtemps qu'un journal indépendant de Paris, l'*Avenir national*, rapporta les renseignements qui constatent ces faits, et que voici :

« Le grand vizir de Bosnie a présidé, dans la principale ville du pays, une réunion de magistrats turcs, qui avait pour objet de délibérer sur les mesures à prendre à l'égard de l'école chrétienne qui existe dans la ville, et qui est soutenue par les chrétiens seuls, sans subvention du gouvernement ottoman.

« A ce propos un des grands fonctionnaires turcs, *Rachid-effendi*, a fait entendre les paroles suivantes :

« Les écoles chrétiennes menacent l'empire et préparent pour les Turcs de grands périls.

Pour garantir les Turcs, notre religion et l'empire, je propose qu'on ne permette aux raïahs que d'avoir des écoles où ils apprendront un peu à lire et à écrire; mais il ne faut pas leur permettre d'autres études. Ne savez-vous pas ce que l'instruction produit en *France*?... Dans toute l'Europe, l'instruction n'a fait que des révolutions.

« Que deviendrons-nous si nous laissons se civiliser nos Serbes chrétiens dans l'Herzégovine et la Bosnie, et les Bulgares en Bulgarie; si, en se civilisant et s'instruisant, ils s'unissent et réclament la liberté?

« Il ne faut permettre aux raïahs aucune grande école; il ne faut pas souffrir qu'ils apprennent l'histoire, la géographie et les autres sciences, car tout cela est très dangereux pour nous. »

« Le discours de Rachid-effendi a été hautement approuvé par le grand vizir, qui a fait saisir tous les livres dans la bibliothèque de l'école, à l'exception d'un petit manuel de lecture, et d'un autre nommé *Psaltir* où l'on apprend à lire le vieux slave, langue dans laquelle sont écrits les livres religieux.

« Voilà où en sont les grands fonctionnaires turcs ; et ceci n'est pas un exemple isolé. Dans toutes les provinces ottomanes, les vizirs et les pachas montrent les mêmes dispositions pour combattre tout progrès. »

Un jeune patriote serbe de Bosnie, *Pélagics*, en sa qualité d'archimandrite et de professeur au séminaire à Saraïévo (en Bosnie), s'était dévoué, d'âme et de cœur, à l'œuvre du progrès moral et intellectuel de sa patrie. Or, ses efforts en faveur de l'instruction publique constituaient un crime aux yeux des Turcs ; c'est ainsi qu'il est devenu victime d'une persécution barbare. Il a été saisi et jeté en prison, sur le simple motif qu'il avait osé professer la vérité, en opposition avec l'intolérance et le fanatisme barbares avec lesquels les musulmans s'attaquèrent aux élèves du séminaire à Saraïévo. Les agents de police turcs ont pénétré, une nuit, jusqu'aux salles d'enseignement, pour y saisir et arrêter des élèves qu'ils ont entendus chanter des chants d'église. Après avoir passé plusieurs mois dans la prison de Saraïévo, M. Pélagics a été expédié à Constantinople où il subit encore de nos jours un emprisonnement arbitraire et barbare.

Le séminaire de Saraïévo a été fermé par la police, pour ne jamais plus être rouvert.

En Herzégovine, le droit du peuple de s'administrer par lui-même, sous les voïvodas de son choix, s'est confirmé et maintenu pendant des siècles après la chute de l'empire serbe, de manière que le peuple vivait et faisait paître son bétail dans les montagnes du pays en se tenant éloigné autant que possible des Turcs et portant toujours des armes. Or, ce droit, quoiqu'il eût été reconnu et garanti par des bérats (diplômes) turcs, a été également foulé aux pieds par le gouvernement ottoman. Ainsi, en 1865, le chef populaire de l'Herzégovine, le voïvoda Louka Voukalovics, a été par force remplacé par un kaïmakam musulman, opprimant le pays en maître sans scrupule et sans mesure.

Pour rendre impossible toute communication fraternelle entre les Serbes de Serbie et ceux de Turquie et les Bulgares, la Porte avait organisé les colonisations des émigrants circassiens en Méthie et en Bulgarie, comme un mur chinois entre ces pays et la Serbie. Ces colonisations circassiennes ont été faites à la charge

des indigènes, Serbes ou Bulgares; il y eut même un moment où ces indigènes slaves étaient menacés d'être déportés en Asie, afin de livrer leur foyers paternels aux Circassiens. Voici comment l'*Indépendance belge* du 9 janvier 1866 écrivait sur des Circassiens colonisés au milieu des laborieuses et paisibles populations serbes et bulgares de Turquie :

« Ces farouches montagnards fuient le travail et ne cherchent leurs moyens d'existence que dans les rapines. Ils se livrent partout à des excès de toute nature et répandent autour d'eux l'effroi et la désolation. »

Les maux que souffrent les Serbes de Turquie sont aggravés par la manière dont le clergé grec y est organisé. Ce clergé se trouve placé sous les ordres des évêques nommés par le patriarche de Constantinople. La servilité étant le seul moyen pour ces évêques de se maintenir dans leurs places, obtenues au moyen de l'argent, ils ne tardent pas à se prosterner devant la force pour sauvegarder leurs intérêts personnels. La religion pour eux n'est qu'un métier; ils s'efforcent d'enchaîner le troupeau des fidèles par la superstition et la foi aveugles.

Les Turcs pour spolier les chrétiens peuvent avec certitude s'adresser aux *fanariotes* (ou Grecs corrompus), parmi lesquels se recrutent, en général, les évêques pour les Slaves de Turquie. Ces fanariotes, le patriarche de Constantinople à la tête, acceptent avec empressement chaque ordre qui part d'en haut et le font observer machinalement dans tous les degrés de la hiérarchie. Comme ils ne sont pas responsables vis-à-vis du peuple, ils se décident d'autant plus facilement à opprimer et spolier ce peuple qu'ils n'ont pas à craindre de lui déplaire.

En réalité, comme en Turquie tout se vend et s'achète, le patriarche de Constantinople achète aussi sa dignité; en revanche il vend des places et des faveurs aux évêques, et ceux-ci, à leur tour, se font dédommager par les inférieurs. De cette manière, le clergé est recruté, pour la plupart, parmi les gens médiocres et fripons. Loin de travailler à la moralisation et à l'enseignement du peuple, il considère le pays comme une vache à lait, sans aucun scrupule de l'épuiser. Jésus-Christ avait dit : « Mon royaume n'est pas de ce monde ; » les fanariotes, au contraire, ne se préoccupent que des intérêts tem-

porels du monde. Leur soif d'argent ne connaît pas de limites; leurs passions et leurs rapines constituent une profanation permanente du christianisme.

Telles sont les souffrances des Serbes et des autres chrétiens de Turquie. Les années s'écoulent, les belles promesses se renouvellent d'en haut, mais les maux auxquels sont soumis les chrétiens, loin de diminuer, augmentent avec le temps.

Les amis de la vérité ne peuvent que reconnaître que la domination musulmane, telle qu'elle est, est une honte pour l'Europe, de même qu'elle est un obstacle pour le progrès de la civilisation et de l'humanité.

Les Serbes de Turquie, à leur tour, ainsi que les autres chrétiens de l'Orient, ne cessent de protester contre une domination qui viole tous les droits de la société et de l'homme. Leur patience est déjà à bout, et le jour n'est pas éloigné où ils seront obligés d'exercer eux-mêmes cette justice qu'ils cherchent en vain chez la diplomatie européenne.

IV

SOLIDARITÉ FRATERNELLE DES SERBES

Omladina serbe.— Esprit public des Serbes.

La nation serbe se trouve, comme il est montré dans ce qui précède, divisée politiquement :

1° En Serbes indépendants, ou le Monténégro ;

2° En Serbes émancipés, ou la Serbie ;

3° En Serbes d'Autriche ;

4° En Serbes de Turquie, ou l'Herzégovine, la Bosnie et la Métohie.

Le droit de chaque nation de se constituer en un tout compact se trouvant confirmé et

reconnu de fait (l'unité italienne), il ne s'agit plus pour les Serbes que de la manière d'agir et des moyens à employer pour arriver à l'unité à laquelle ils sont appelés par la loi naturelle des affinités nationales.

La seule manière sûre d'agir pour les Serbes, afin d'affirmer la véritable unité nationale, serait de reconstituer la nationalité sur ses véritables bases, de fortifier les esprits par la conscience de la dignité humaine, et faire que l'idée du vrai et du juste, arme les bras héroïques pour la défense des droits imprescriptibles que la nation et l'homme ont à la liberté et au progrès.

Or, c'est justement là le mode d'action que les Serbes ont adopté; la preuve vivante en est l'*Omladina serbe*.

L'*Omladina serbe* est l'association des patriotes de tous les pays serbes, du Monténégro, de la Serbie, des Serbes d'Autriche et des Serbes de Turquie. Cette grande association, représentant la nation serbe tout entière, groupe autour d'elle toutes les sociétés littéraires et patriotiques et tous les individus qui considèrent comme leur droit et leur devoir de conserver

vivants dans les âmes des citoyens les sentiments de ce qui est vrai, juste, beau, honnête, grand. Les femmes pouvant aussi être membres de l'association, comme les égales de l'homme, y sont en grand nombre représentées. Le but de l'Omladina serbe se résume par ces mots : « Progrès par la science, par la vérité, dont la liberté est la condition et la garantie nécessaires. » Ce but, l'Omladina serbe le poursuit par des assemblées générales qui se réunissent, au moins une fois par an, dans quelque ville serbe ; par la publication des travaux de ces assemblées ; par un journal littéraire et scientifique, sous le nom *la Mlada Serbadia* (ou *la Nation renaissante serbe*) ; enfin, par la publication des œuvres propres à contribuer au développement de la littérature nationale et à la popularisation des sciences. Parmi ces dernières l'association a commencé à publier, entre autres, un *Dictionnaire politique*, où les principes de liberté et de progrès doivent être exposés ou point de vue démocratique. Sous l'influence de l'association, des cours publics sont organisés, ayant pour but de répandre dans la masse les lumières de la vérité, telle que la science l'expose, et de guider

l'opinion populaire vers les moyens les plus pratiques de perfectionner et généraliser l'instruction ; car, seule elle peut améliorer la condition morale, sociale et politique de la nation, en propageant les connaissances et les principes qui donnent la force et la dignité aux peuples et aux hommes. L'association laisse d'ailleurs à ses membres la pleine liberté d'exprimer leurs opinions. S'abstenant de toute intervention dans leurs efforts particuliers, elle aspire simplement à pouvoir offrir, au moyen de la publicité, un terrain libre et indépendant aux initiatives individuelles, le seul sur lequel les opinions et les volontés isolées pourraient, par l'échange des idées, se rapprocher et se mettre en harmonie, et cela afin de dégager la vérité de l'erreur, et de reconnaître et sanctionner également la justice et la raison qui doivent gouverner les nations et les hommes.

Grâce à une telle organisation, l'Omladina serbe marche d'un pas ferme vers la réalisation de cette solidarité, de cette union qui fera un jour de la nation serbe une société fraternelle, forte par la conscience du droit et du devoir, par les vertus civiques et nationales, par l'amour

du bien général, de la liberté et de l'humanité.

Ce qui assure le plus le triomphe prochain de la liberté et de l'indépendance nationale serbe, c'est que la même ferveur de patriotisme, le même réveil de la pensée de l'humanité, se manifestent également parmi tous les Serbes, ceux d'Autriche et de Turquie aussi bien que ceux de Serbie et de Monténégro. Tous les pays serbes vivent dans les mêmes souvenirs d'un passé glorieux. Partout la tradition nationale représente dans le nom de *Kraliévis Marko* l'esprit héroïque serbe personnifié, qui, après un sommeil de quatre siècles, vient de se réveiller dans la Serbie émancipée comme l'aurore de la renaissance nationale. Partout le patriotisme et l'humanité sont cultivés par les mêmes mœurs, les mêmes habitudes et coutumes. Les *Slavas* et les *Saboris* sont des fêtes religieuses et populaires, qui réunissent en une sorte de meetings publics les Serbes des divers pays autour des églises et des monastères, ou autour des foyers domestiques. Or, rien de plus intéressant que d'entendre, à ces fêtes, les chants héroïques populaires (*Narodné younatchké Pesmé*), dont

l'exécution est accompagnée d'un simple instrument de musique, appelé le *gouslé*.

Images fidèles de l'esprit national qui les a produits, ces chants héroïques expriment les sentiments et les idées de la liberté, de la justice, de la fraternité et de l'humanité; ce sont ces sentiments et ces idées qui font la force vitale et la gloire de la nation. Dans les chants populaires serbes on voit, comme dans un miroir, l'âme et le cœur de la nation, qui, au milieu des malheurs et des ténèbres de l'esclavage, sous une domination barbare qui dura pendant des siècles, avait su conserver le souvenir d'une époque d'indépendance et de grandeur. Plongée dans les misères de l'oppression, la nation serbe a trouvé dans la magnificence des souvenirs que ces hymnes de la patrie lui gravèrent dans la mémoire, une consolation à la fois et un encouragement pour la défense de la liberté sacrée. Considérés dans leur ensemble comme une grande œuvre collective, les chants héroïques serbes ont admirablement exprimé le programme de l'émancipation politique de la Serbie; et ils ne cessent pas de reproduire les traits de la nation, dont les vertus n'ont pu être détruites par

une oppression de quatre siècles, de la nation qui conserve en elle-même tous les éléments de force et de grandeur d'une société d'hommes, qui veut, en un mot, vivre libre et indépendante.

Ayant la conscience des devoirs qui lui incombent, l'Omladina serbe se donne pour tâche particulière de recueillir et d'étudier les chants et les traditions populaires qui expriment des sentiments élevés. Assidus à ce noble travail, les patriotes associés serbes entretiennent le légitime orgueil des héros de Monténégro, et glorifient le courage de ceux qui ne seront jamais esclaves. Ils célèbrent l'émancipation glorieuse de la Serbie et portent ce pays sur le rôle de l'armée, au service des idées libérales et progressistes, dans l'Europe d'orient. Ils rappellent aux Serbes d'Autriche et de Turquie, comme à ceux de Serbie et de Monténégro, un passé qui est également cher à tous, et leur font sentir les liens du sang qui les unissent. Ils éclairent les intérêts qui sont communs aux Serbes et à leurs frères Croates, et autres Slaves, en même temps qu'ils interprètent les sympathies, dans le sens de la solidarité fraternelle, avec tous les peuples qui veulent sérieusement

la liberté et le progrès. En luttant contre tous les préjugés des différents groupes d'hommes séparés par les différences de race et de religion, et en s'efforçant de répandre la lumière sur la nécessité de la concorde entre les peuples, ils attestent que le triomphe de la solidarité humaine est assuré.

Si l'Omladina serbe s'attache à défendre le droit d'existence nationale, c'est parce qu'elle croit que le sentiment national en s'élevant, ne peut que s'identifier avec le sentiment humain, car elle n'oublie jamais qu'au dessus de la nationalité il y a l'humanité. Convaincue que la nationalité est une condition dans laquelle l'humanité progresse vers la fraternité universelle, l'Omladina voit la liberté et le progrès des Serbes dans la liberté et le progrès de toute la société humaine. Elle restera invincible dans sa tendance nationale, qui la porte à une approximation constante vers l'idéal de la justice et de la fraternité universelle.

La tâche entreprise par l'Omladina serbe, se trouvant en harmonie avec l'intérêt de l'ensemble des nations, des hommes, elle mérite d'être soutenue par tous les amis de l'humanité.

Et la nation serbe peut à bon droit se féliciter de renfermer dans son sein une association patriotique, telle que l'Omladina serbe, dont les tendances progressistes s'affirment chaque jour d'une façon plus nette, dont les allures prennent plus de décision et de fermeté. Je ne me fais pas d'illusions sur le présent, mais j'ai confiance dans l'avenir, et j'insiste sur la vérité, qui est la plus encourageante. Oui, l'Omladina serbe est bien jeune encore, nous la voyons poindre seulement à l'horizon politique; son organisation doit encore se développer et se perfectionner, pour qu'elle puisse remplir dignement la mission qui lui est réservée. Cela ne tardera pas, j'en ai la conviction. C'est à peine si la fleur est éclosée, mais elle va graduellement s'épanouir, car sa sève est généreuse et puissante! Nul doute aujourd'hui que le principe de cette vitalité ne se trouve dans la société serbe; et qui ne voit qu'elle procède chaque jour à son développement sous le soleil de l'humanité?

V

MISSION DE LA SERBIE DANS L'EUROPE D'ORIENT

A

La position de la Serbie, favorable à l'accomplissement de sa mission.

L'association des patriotes serbes, ayant pour but la régénération de la nation par la liberté et la science, il reste à examiner les conditions politiques de la réalisation de l'unité nationale serbe.

Pour réunir toutes les forces vivantes de la nation serbe, en faveur de la liberté et du progrès de l'humanité, on a besoin d'une condition matérielle, d'un foyer qui concentre ces forces de telle sorte, que non seulement toutes celles

de la circonférence soient attirées au centre commun, mais aussi qu'elles retournent agrandies du centre à la circonférence.

La situation des pays serbes qui sont soumis à la domination étrangère, turque ou autrichienne, est, on le conçoit facilement, loin d'être favorable à une concentration des forces nationales ; l'Autriche est, aussi bien que la Turquie, l'ennemie reconnue de la nationalité serbe. Dans ce qui précède, il a été suffisamment démontré que l'une et l'autre sont également disposées à se servir de tous les moyens pour combattre cette nationalité, dans le but, non seulement de réduire à une obéissance aveugle ceux des Serbes qui leur sont respectivement soumis, mais encore de s'emparer, chacun de son côté, des pays serbes qui ne se trouvent point sous leur dépendance. En présence de telles hostilités, de telles convoitises, autrichienne et turque, les patriotes serbes ne peuvent point du tout songer à établir une véritable concentration des forces nationales, ni sous l'une ni sous l'autre des deux dominations étrangères.

Restent le Monténégro indépendant et la Serbie émancipée.

Le Monténégro, se trouvant dans la nécessité continuelle de défendre par les armes le droit national contre les attaques systématiquement exercées et renouvelées par l'ennemi extérieur, ne peut offrir, pour la concentration des forces nationales serbes, un terrain tel que l'offrirait la Serbie. Celle-ci, en ce qui concerne les conditions nécessaires à la réunion des forces nationales, l'emporte par sa position politique sur tous les autres pays serbes.

Le droit national serbe étant garanti par les traités internationaux, aucun obstacle politique ne doit exister à un échange continu d'idées qui élèverait la somme des forces nationales serbes à leur plus haute puissance et les ramènerait à une véritable unité. La position de la Serbie est d'autant plus favorable au lien politique de l'unité nationale qu'elle permettrait à ce pays de se faire à la fois et le centre politique des Serbes et le noyau démocratique des Slaves du sud, et, par cela même, le foyer du mouvement libéral et progressiste de l'Europe orientale.

A vrai dire, parmi les Chrétiens d'Orient, les Slaves et les Grecs sont considérés comme les

héritiers naturels de ce vaste empire turc qu'on voit s'écrouler graduellement sous le poids de ses propres vices. Les Slaves forment une majorité qui réunit en elle les vertus héroïques et les avantages de la force numérique ; aussi l'espérance pour l'émancipation de l'Europe d'orient se base-t-elle principalement sur ces Slaves.

Les Slaves qui sont appelés à l'action émancipatrice dans l'Europe orientale sont : les *Serbes*, au nombre de 5,000,000, les *Croates*, qui comptent 1,000,000, et les *Bulgares*, dont le total est de 4,000,000, ce qui fait un ensemble de 10,000,000. Ce ne sont pas seulement les liens du sang qui relient ces branches différentes de la race slave les unes aux autres ; les considérations relatives à leurs propres intérêts établissent aussi la solidarité entre les actes politiques de chacune d'elles.

En effet, pour faire triompher le droit sur la force, pour s'assurer la liberté et l'indépendance nationale, les Serbes, les Croates et les Bulgares ont besoin de l'unité politique. Cette unité, rendue nécessaire par l'insuffisance numérique de chacun de ces peuples en particu-

lier, est facilitée géographiquement; les pays habités par lesdits Slaves sont situés entre deux mers, l'une à l'est, ou la mer Noire, l'autre à l'ouest, ou la mer Adriatique, et ne sont point séparés l'un de l'autre. Les Serbes, se trouvant au milieu, touchent, d'un côté, aux Bulgares et, de l'autre, aux Croates. Que l'on ajoute aux avantages de la position géographique et politique, et de la force numérique qui sont du côté des Serbes, les qualités d'énergie que ces Serbes réunissent dans leur ensemble national, et l'on ne pourra s'empêcher de reconnaître qu'aux Serbes appartient le principal rôle dans la grande œuvre de la régénération de l'Europe orientale par la reconstitution des nationalités.

B

Mœurs et institutions démocratiques serbes.

Les qualités d'énergie serbes sont celles qui constituent la condition essentielle de la nationalité; elles se résument en un sentiment de la liberté et de l'indépendance, qui est ineffaçable-

ment gravé dans le cœur des Serbes et qui a su assurer, parmi eux, la solidarité fraternelle par une institution dont on trouvera à peine un autre exemple dans l'histoire des peuples. Cette institution, appelée *Pobratimstvo* (*Fraternité*), porte les fils du peuple à contracter entre eux le pacte de fraternité pour vivre et mourir chacun pour tous, tous pour chacun, en défendant la liberté et l'indépendance de la nation et de l'homme. Un tel pacte de fraternité est religieusement observé par les Serbes qui le contractent, et il est consacré par la tradition comme une loi coutumière pour les fils de la nation, en vue d'une défense commune contre les ennemis de la liberté et de l'humanité. C'est par de tels liens fraternels que la force héroïque du Monténégro et de la Serbie a toujours été doublée dans la défense du droit national, soit contre les Turcs, soit contre des autres ennemis.

Ce qui assure la durée de la solidarité fraternelle, c'est l'ensemble des mœurs démocratiques serbes, qui se résument en une égalité des droits et des devoirs pour tous les citoyens, comme hommes.

Nous avons vu que l'élément démocratique dominait en Serbie dès la naissance de cette nation à la vie politique, mais que, en opposition avec l'esprit national, l'institution de la noblesse avait été introduite dans l'empire serbe simultanément avec l'adoption du système monarchique de Byzance. Nous avons vu, ensuite, comment l'ancienne noblesse serbe avait péri avec l'empire, alors que les Serbes sont redevenus égaux devant le conquérant étranger, dans l'esclavage. Or, l'institution de la noblesse ne s'est jamais plus renouvelée parmi les Serbes. Dans le Monténégro indépendant, le principe d'égalité n'a jamais été violé par aucune institution de nature à blesser les droits imprescriptibles de l'homme. Dans la Serbie émanicipée, il n'existe non plus aucune distinction d'ordres, aucune trace de l'ancienne noblesse. Les Serbes sont trop profondément pénétrés des sentiments d'égalité et de fraternité pour que, dans la Serbie régénérée, les distinctions injustes et héréditaires puissent jamais se concilier avec le développement continu de l'esprit démocratique de la nation.

L'égalité serbe est matériellement assurée

par le respect de la propriété, qui, dès les plus anciens temps, est reconnue et garantie sous ses diverses formes par les Serbes. Ainsi la propriété du sol se trouvait déjà garantie par la loi, dans l'Empire serbe, au quatorzième siècle. Dans la Serbie actuelle, la propriété est garantie comme un droit égal pour tous les citoyens. L'accès libre à la propriété du sol étant donné à chaque Serbe, cette propriété est devenue considérablement morcelée en Serbie. Les servitudes féodales sont inconnues dans la principauté. Le travail est libre. Une classe ouvrière sans fortune immobilière n'existe pas, chacun pouvant par le travail acquérir facilement une propriété. Il existe de plus en Serbie, une loi en vertu de laquelle, si un paysan n'a pas assez de terres, la commune lui en donne des siennes, et elles deviennent sa propriété sans qu'il soit obligé de rien payer. Les grandes agglomérations de fortunes ne sont que de rares exceptions; d'ailleurs elles sont soumises à la loi de la mobilité qui domine les autres fortunes; toutes espèces de privilèges aristocratiques et nobiliaires propres à concentrer les fortunes dans les mains d'un petit nombre, et à les sous-

traire à la loi commune de la mobilité sont rendues impossibles en Serbie. La richesse est en général équitablement répartie parmi les Serbes, de sorte qu'on peut avec raison dire d'eux, qu'aucun n'est assez riche pour acheter l'autre, ni assez pauvre pour se vendre à un autre. Le paupérisme est entièrement inconnu.

Comme une heureuse application du principe d'association, il s'est conservé en Serbie, ainsi que parmi tous les Slaves du Sud, une constitution particulière de la famille et de la propriété; c'est ce qu'on appelle la *Zadrouta* (*communitas*, *communauté*). La *Zadrouta* est une espèce de communauté de propriété, de travail, et de revenu entre les membres d'une famille vivant ensemble, sous un *Staréchina*, ou chef élu entre les plus capables des associés, le plus souvent père ou aïeul de tous. Ainsi la *Zadrouta* maintient les enfants d'un même père ou les descendants d'un même aïeul, réunis autour d'un foyer commun, feu sacré sous un même toit paternel, comme une sorte d'association fondée sur le lien du sang et qui représente une société coopérative pour l'exploitation des terres et des fonds communs. Tous les membres de la *Zadrouta*

ont mêmes droits. Le staréchina ou chef, n'est que le gérant de la société; celle-ci décide elle-même dans ses assemblées, tout ce qui doit être entrepris au nom de la Zadrouga, et la communauté ne peut être engagée que du consentement de tous ses membres. Les bénéfices sont divisés en une quantité de parts qui correspond au nombre des associés. Ce nombre est parfois considérable; il y a des cas où une Zadrouga compte jusqu'à soixante à quatre-vingt personnes, avec un capital très considérable. La Zadrouga étant une association libre, tout associé peut, à son gré, en sortir pour fonder une propriété particulière; dans le cas d'une telle séparation, la Zadrouga est tenue de payer au sortant la part qui lui appartient en proportion du nombre des associés.

En l'absence d'une classe ouvrière proprement dite, il existe en Serbie, encore comme une application du principe d'association, les institutions : la *Pozajmicza* et la *Moba*, qui consistent en travaux faits en société et ayant pour but de s'aider mutuellement. Ces institutions avec celle de la Zadrouga représentent une concentration des capitaux, en même temps qu'une

association des travailleurs, ce qui dans un pays tel que la Serbie, où tout est à son commencement, ne peut que contribuer à l'accroissement des forces productives du peuple. Cet avantage est d'autant plus important qu'un tel accroissement des forces productives, s'appuyant sur le sentiment de la solidarité des associés ou coopérants intéressés mutuellement au bien-être de chacun, met les produits à la portée de tous ces associés ou coopérants, ce qui veut dire à la portée du plus grand nombre des Serbes, dans l'état actuel des choses.

L'égalité des droits à laquelle se reconnaissent les mœurs démocratiques serbes, n'est pas seulement témoignée par cette liberté qui donne une extrême mobilité aux propriétés et rend facile à tous de choisir leur état, d'exercer librement leurs facultés, leur industrie et commerce; qui, en un mot, permet à chacun l'accès des travaux, le droit d'en accumuler plusieurs s'il lui plaît, et l'acquisition et la jouissance des biens qui sont les fruits du travail; ladite égalité des droits se manifeste encore dans les professions publiques, aussi tous les citoyens serbes sont admissibles aux emplois.

La participation de la masse aux lumières doit résulter de l'égalité des droits; or, cette participation est consacrée chez les Serbes par les institutions traditionnelles du *Sabor*, du *Skoup*, de la *Préslava* ou *Slava*, du *Sélo*, organisé en cours publics dans le dernier temps; ce sont là les réunions populaires destinées à l'échange des idées, des expériences et des connaissances utiles. Au moyen de telles institutions nationales, le dépôt des croyances, des idées, des principes sur lesquels vit la société devient une sorte de propriété commune. La Serbie, qui possède toutes ces institutions, est encore appelée à assurer la participation de la masse aux lumières par la liberté de l'enseignement et l'instruction publique intégrale et générale; et l'on voit en effet, les efforts patriotiques serbes, se porter vers les garanties nécessaires à cette liberté et à cette instruction.

La liberté des communes est une conséquence naturelle de l'égalité des droits sur laquelle se base la démocratie; or, la commune serbe, telle que la tradition la donne est libre. Dans ses rapports avec l'État, elle jouit d'une complète indépendance; elle n'est soumise à l'État que là

où il y a à pourvoir aux services d'utilité générale, en se conformant aux droits coutumiers. Même dans l'empire serbe, au quatorzième siècle, la liberté communale a été garantie par la loi. La commune s'administrait par elle-même. Son *skoup*, ou assemblée, se composait des chefs des maisons et des *starczis* (ou anciens) du village; il décidait souverainement toutes les affaires de la gestion économique de la commune. Un *starechina* (ou chef) était nommé par le skoup pour exécuter les décisions de ce skoup. S'il s'agissait de quelque entreprise non prévue par les décisions du skoup, le chef devait convoquer l'Assemblée pour lui en référer. Le skoup se tenait tous les dimanches; il fixait et répartissait les taxes de l'État et de la commune; il nommait et contrôlait tous les employés communaux; il exerçait, en un mot, le droit souverain communal. La domination turque a eu pour effet d'affaiblir la vie communale serbe, sans pouvoir détruire l'idée de la libre administration et de la disposition des revenus par le skoup. Dans la Serbie émancipée, cette idée de la liberté communale s'est ravivée en se retrem-pant dans l'esprit national, et nous avons vu

que l'Assemblée générale de 1858 avait proclamé cette liberté une fois pour toujours.

L'Assemblée nationale, institution traditionnelle et sacrée des Serbes, assure à chacun et à tous une certaine participation à l'exercice de la souveraineté populaire, ce qui est essentiel dans une société démocratique. Pour me faire mieux comprendre sur l'Assemblée nationale serbe, telle que la tradition l'a conservée, j'ajouterai que, au temps de l'émancipation de la Serbie, tous les pouvoirs politiques et toutes les fonctions publiques n'étaient qu'une délégation de l'autorité souveraine du peuple, représenté par l'Assemblée nationale, sortie des élections libres. Une telle assemblée avait nommé *Kara-George*, général en chef du soulèvement national; elle a érigé en loi la volonté du peuple; elle a surveillé l'entretien de l'armée; elle a vérifié et approuvé les comptes du trésor public; elle a contrôlé la conduite des magistrats élus par le peuple; elle a écouté des accusations publiques; elle a nommé des députations qui avaient pour mission de représenter la Serbie dans les relations extérieures; elle a discuté les messages des envoyés de la Porte; elle a déclaré la guerre

et confirmé les traités de paix. C'est sous la surveillance, le contrôle et l'influence de l'Assemblée nationale que l'œuvre de l'émancipation de la Serbie avait été entreprise sous Kara-George et reprise sous Miloch Obrénovics. En agissant au nom du peuple souverain, l'Assemblée de 1858 a proclamé les principes de liberté et de progrès comme seule base légale de la politique, intérieure et extérieure de la Serbie.

A l'égalité des droits enracinée dans l'esprit et incorporée dans les institutions traditionnelles de la nation serbe, correspond l'égalité des devoirs, attestée par la loi coutumière qui consacre la nécessité, pour tous les citoyens, de contribuer aux charges publiques dans la proportion de leurs facultés, de même qu'elle proclame la défense de la liberté et de la patrie comme devoir de chacun des citoyens. C'est sur une telle base que l'Assemblée nationale de 1858 a demandé les réformes financières et l'organisation de la milice nationale.

De même encore, sur le terrain religieux, les Serbes reconnaissent et respectent l'égalité de liberté pour chacun et pour tous. C'est ainsi que les cultes dissidents jouissent en Serbie d'une

pleine liberté qui est garantie par la loi. Bien plus, ils sont matériellement soutenus. Voici comment M. *Ubicini* s'exprime à cet égard :

« D'après la loi tous les cultes chrétiens sont professés librement en Serbie. Toute communauté appartenant à un rite chrétien non orthodoxe, peut avoir une église ou un temple de sa communion, à la charge de pourvoir elle-même à son entretien. Il suffit qu'elle adresse une demande au gouvernement qui délivre sur-le-champ l'autorisation nécessaire.

« C'est ainsi que depuis 1858 les réformés ont à Belgrade un temple dont le local a été concédé gratuitement par le gouvernement. *Celui-ci alloue en outre au pasteur une subvention annuelle de 1,500 francs.*

« Aussi, conclut M. *Ubicini*, les cultes dissidents en Serbie ne jouissent pas seulement de la tolérance de la loi; *ils sont encore aidés et salariés dans une certaine mesure par le gouvernement* » (Voy. *les Serbes de Turquie*, pag. 79-81).

Les communautés israélites et musulmanes jouissent pleinement de l'autonomie religieuse de la même manière que les cultes chrétiens, en Serbie.

La tolérance de la loi serbe s'étend donc sur tous dans le domaine de la religion ; elle s'inspire en cela du respect de la conscience humaine. Mais ce respect veut-il également que les divers cultes soient salariés par l'État et qu'ainsi, par exemple, le chrétien contribue à la subvention du prêtre musulman, dont sa conscience repousse la doctrine et réciproquement ? La démocratie moderne, qui invoque, entre autres, cette considération nous dit que le vrai terrain de la liberté religieuse exclut, pour tous les cultes indistinctement, le salaire de l'État en même temps que l'intolérance.

Cette réserve faite pour l'intégrité d'un principe dont les nations les plus avancées de l'Europe attendent encore la réalisation, poursuivons le tableau moral et politique des Serbes.

La véritable égalité des droits et des devoirs conduit les peuples dans la voie de l'humanité par l'application des règles de la justice, même envers les adversaires et les ennemis. Un trait caractéristique pour les Serbes, à cet égard, c'est la coutume populaire de boire dans les réunions publiques et particulières à la santé et de leurs amis et de leurs ennemis, en expri-

mant le désir pour les premiers qu'ils ne changent pas, et pour les ennemis qu'ils se rallient à la vérité. Mais les plus importantes manifestations du caractère sont les dispositions que les Serbes vainqueurs témoignent envers leurs ennemis vaincus. Voici comment l'historien Chafarik s'exprime sur ce point :

« La guerre, dit-il, a été dès l'origine soumise, en Serbie, à certaines règles d'humanité pour les captifs, les faibles, les églises, etc. ; la valeur et la générosité ont toujours été des vertus inséparables de la nation serbe. »

Ce que je viens de dire des mœurs et des institutions nationales serbes, je le sou mets à l'examen des amis de la vérité dans le seul but de leur faire voir les traits principaux de l'esprit et du caractère démocratiques des Serbes. Mais, je suis le premier à reconnaître que les institutions nationales serbes sont perfectibles et qu'elles doivent prendre tous les développements que le progrès général de la civilisation et de l'humanité leur indique.

C

Les principes de liberté et de progrès, seule base solide de l'unité nationale et de l'accomplissement de la mission de la Serbie.

L'esprit et le caractère national serbes étant essentiellement démocratiques, et la Serbie dont le droit national est reconnu et garanti, se trouvant, par sa position géographique et politique, favorisée pour former un centre d'unité nationale, et par suite un noyau démocratique pour tous les Chrétiens d'Orient; il s'ensuit que la mission de ce peuple est de se faire en réalité ce que le droit, le devoir et la position l'appellent à être, c'est à dire le porte-drapeau de la liberté et du progrès, de l'humanité dans l'Europe orientale.

Pour que la Serbie accomplisse une telle mission, elle doit avoir pour politique de développer ses forces, d'accroître ses moyens d'action et de s'assurer les sympathies de l'Europe et du monde civilisé, par une élévation continue et graduelle dans la sphère sociale et politique.

Il est suffisamment prouvé, par ce qui pré-

cède, que la Serbie a pris conscience du droit et du devoir qui lui incombent ; et elle veut ardemment se consacrer à sa mission. En présence des faits qui constatent l'énergie, tant libérale et progressiste qu'héroïque de la Serbie, énergie avec laquelle elle a brisé, au commencement de ce siècle, le joug de la domination étrangère, et s'est constituée en État séparé, aucun doute ne peut se maintenir sur sa mission. Il est vrai que cette mission a été méconnue par les gouvernements despotiques ; mais, encore vis-à-vis de ces gouvernements, le peuple de la Serbie a témoigné sa volonté décidée de s'avancer d'un pas ferme dans la voie de la liberté et du progrès. La preuve en est dans les réclamations et les œuvres libérales et progressistes de l'Assemblée nationale de 1858.

Oui, l'esprit démocratique serbe est un austère gardien, un invincible défenseur des droits imprescriptibles de la nation et de l'homme. C'est là ce que les gouvernants de la Serbie ne peuvent méconnaître sans risquer de se voir isolés et perdus. En effet, les fautes, les excès, l'arbitraire et l'injustice commis par les gouvernements en Serbie, n'ont jamais manqué d'atti-

rer sur ces gouvernements le châtiment ; en face de l'indignation générale, excitée par leurs actes despotiques, ils se sont tous, l'un après l'autre, précipités dans l'abîme qu'ils ont creusé entre eux et le peuple. Or, les gouvernants actuels de la principauté négligeraient-ils de tirer profit de l'enseignement que leur offre la conduite de leurs prédécesseurs ? L'expérience du passé est le plus puissant auxiliaire que la sagesse politique puisse trouver pour la recherche des principes politiques à suivre en Serbie. Si les hommes qui se trouvent à la tête du gouvernement fermaient les yeux devant cette vérité, ils ne manqueraient pas de commettre ce qu'on appelle le suicide moral, qui est inséparable de ce qu'on appelle la mort politique.

Tout en rappelant aux gouvernants de Serbie les devoirs qu'ils ont envers la patrie et envers eux-mêmes, comme Serbes et hommes, je ne veux pas m'associer à ceux de leurs adversaires dont les attaques systématiques et les reproches exagérés ne peuvent être expliqués que par le regret amer du pouvoir et la chute de ceux qui sont restés au dessous d'une tâche patriotique pendant tout le temps qu'ils ont gouverné.

Il se trouve aussi des agents étrangers qui vont jusqu'à offrir des moyens matériels aux écrivains disposés à faire, par la voie des diverses publications, table rase de l'État politique et social de la Serbie. Je ne crois pas que, parmi les fils du pays, il s'en trouve un seul qui s'oublierait au point de faire cause commune avec les intrigants étrangers. Néanmoins, je dois constater que deux ou trois jeunes écrivains se sont mis à l'œuvre pour déblayer soudainement le terrain politique et social de la principauté en affirmant qu'il n'y a plus là ni des patriotes, ni des principes. Ces soi-disant « républicains » ou « socialistes » se livrent aux lamentations, récriminations et dissertations les plus oiseuses et les plus stériles sur la situation, qui, à les entendre, n'est que le gâchis, la décomposition. Incapables de tracer eux-mêmes un programme qui pût servir de point de ralliement à tous les Serbes qui veulent sérieusement la liberté et le progrès, ils demandent que tout l'organisme politique et social serbe soit entièrement refait, et se déclarent les adversaires irréconciliables du parti national qui, restant sur le terrain pratique, prend pour point de départ

l'état actuel et cherche à l'amener à une transformation progressive basée sur la liberté effectivement garantie. Dans la coïncidence de cette demande et de cette déclaration avec les intrigues étrangères que je viens de signaler, une alliance entre les agents des puissances les plus opposées aux réformes libérales de la Serbie et les faux républicains ou socialistes pourrait s'expliquer par cette considération-ci : allant plus loin dans la voie du radicalisme qu'on ne peut sous la monarchie constitutionnelle, ces réformateurs outrés emploient ainsi une tactique propre à paralyser les influences des patriotes serbes qui, sous une telle forme gouvernementale et alors même qu'ils se trouvent aux fonctions de l'État, prétendent être libéraux. Néanmoins, je le répète, je crois pouvoir dire que ces jeunes écrivains sont en dehors de tout rapport avec les intrigants étrangers. Mais ceux qui voudraient se faire, en Serbie, dans les circonstances actuelles, les apôtres du républicanisme doivent être persuadés qu'ils ne rendraient aucun service à la liberté. Proclamez la république pour la Serbie pendant que cette principauté se trouve encore sous la garantie

des puissances monarchiques, serait évidemment provoquer une intervention de ces puissances aux dépens du droit national, de la liberté. Or, le bon sens et le patriotisme ne sacrifieront jamais l'avenir de la nation à des succès d'audace à bon marché. Le plus grand service que les amis de la liberté puisse lui rendre sera de déjouer toutes les intrigues et manœuvres dont le droit national paierait les frais. Voilà pourquoi je me crois obligé de me déclarer opposé à ces intrigues et manœuvres de quelque part qu'elles viennent, sous quelque forme et sous quelque nom qu'elles se produisent.

Je ne veux non plus m'associer à ces adversaires de l'état actuel de la Serbie dont la bonne foi est hors de doute, mais qui emploient un langage plus propre à irriter et éloigner qu'à persuader et rapprocher ; loin de rallier tous les patriotes dans une même pensée, ce langage ne fait que surexciter des susceptibilités et jeter la division dans cette poignée d'écrivains patriotiques qui ont tous à lutter contre les mêmes obstacles, qui sont liés par mêmes intérêts et qui prétendent tous servir la même cause. Une des premières nécessités pour les Serbes n'est-elle

pas de réunir toutes leurs forces autour des institutions démocratiques, autour des principes de liberté et de progrès? Or, pour arriver à une telle union, il faut chercher à faciliter le rapprochement entre les patriotes progressistes et de bonne volonté quelles que soient d'ailleurs leurs nuances dans les questions secondaires. Ce n'est pas par des individus isolés et incapables de résistance, mais par des ensembles énergiquement constitués, possédant comme tels une grande force morale pour résister à l'arbitraire et à l'injustice, que la liberté sera consolidée en Serbie et dans l'Europe d'Orient. Et comment arriver à grouper les patriotes en présence d'un esprit d'exclusion qui fait que chaque écrivain a son drapeau, ou que chaque journal fait bande à part? La conciliation des opinions et des tendances, abstraction faite de questions personnelles, peut seule amener les Serbes à l'union qui leur donnera la force. Oui, les patriotes doivent marcher vers la liberté et l'indépendance nationale, non pas comme adversaires, mais la main dans la main, et je constate avec empressement que les vrais fils serbes aiment tous la patrie, que tous ils veulent que

la Serbie soit digne, et prospère, et qu'ils seront, tous et toujours, prêts à faire les sacrifices nécessaires pour vivre et mourir Serbes, honorables et honorés.

Ces réserves faites, rien ne doit m'empêcher de rappeler aux gouvernants de la Serbie que c'est à eux à reconnaître que l'unité nationale ne se consolidera que sur la base de la liberté du citoyen et de l'homme, par la voie de l'initiative individuelle et sous l'empire de la conscience publique.

En effet, la véritable unité nationale consiste dans l'harmonie des volontés éclairées; elle est une adhésion raisonnée dans un but commun, un concours général des esprits libres pour sauvegarder les droits de la société et de l'homme, l'union, en ce qui concerne l'intérêt général, des citoyens sans qu'ils aient à abdiquer leurs droits individuels.

C'est ce que je crois devoir d'autant plus rappeler aux gouvernants de la Serbie que tous leurs prédécesseurs ont abusé des mots : « unité nationale », « concorde patriotique et fraternelle », en cherchant à exploiter le besoin de l'union et les sentiments du patriotisme et de la

fraternité pour imposer, par violence, aux citoyens la volonté et les passions d'un seul ou des quelques ambitieux. Au lieu de travailler à cette union qui ferait de la Serbie une société vraiment fraternelle, fortement constituée par la conscience de l'intérêt général, par les vertus civiques et nationales, par l'amour de la liberté et du progrès de l'humanité, ils ont posé la question dynastique comme la base de l'unité politique; ne voulant reconnaître d'autre principe que ceux d'après lesquels le prince ordonne et les sujets obéissent, ils ont demandé que les forces nationales fussent groupées autour d'une dynastie, et non autour des principes de liberté et de progrès. Il en est résulté que l'ambition a multiplié les prétendants au trône ainsi que les factions pour lesquels la question nationale n'est qu'un décor pour dissimuler une tendance égoïste et travestir sous les dehors d'un intérêt général des calculs intéressés.

La dynastie d'Obrénovics, actuellement régnante en Serbie est, il est vrai, maintenue et soutenue par le mouvement de l'opinion populaire. Le peuple sait que c'est sous le fondateur de cette dynastie, le prince Miloch, que l'éman-

cipation politique de la Serbie s'est accomplie, et il ne cesse de voir dans les princes de cette dynastie une sorte de personnification du droit national. La dynastie d'Obrénovics est, à proprement parler, la substitution de ce droit national à la domination étrangère fondée sur la conquête. Sans doute les maux du despotisme monarchique avaient laissé, dans l'histoire des dynasties serbes, des traces qui ne sont pas de nature à augmenter la popularité de ces dynasties. Mais ce qui a presque entièrement effacé ces traces pour le nom d'Obrénovics, c'est l'assassinat horrible du prince Michel. L'émotion causée en Serbie par ce tragique événement a pris une telle direction que tout homme politique serbe qui sait respecter les sentiments de son peuple a pu se prononcer en faveur de la dynastie d'Obrénovics, avec la certitude qu'elle est appuyée par l'opinion populaire. Et c'est justement parce que le sentiment du peuple à l'égard de cette dynastie, ne saurait être douteux, que, moi, je veux envisager les faits au seul point de vue de la liberté et du progrès. Ainsi je déclare ouvertement vouloir la liberté et le progrès sans idolâtrie pour au-

cune dynastie. Je suis convaincu que la liberté porte comme fruit le progrès et le bien de tous, et, au nom de ce progrès et de ce bien général, je demande au gouvernement de respecter les principes de liberté comme base fondamentale de l'unité nationale. Que l'on s'attache dans les affaires publiques à l'autorité de la raison commune et non à l'autorité de la raison personnelle, et la vérité deviendra le plus puissant moyen d'assurer en même temps et le droit et les intérêts des citoyens, et l'équité et la stabilité du pouvoir. Les gouvernants ne doivent jamais oublier que ceux qui représentent la dynastie et le pouvoir sont hommes, et, comme tels, aussi impuissants, tous seuls, à veiller sur le sort d'une nation qu'à vivre isolés de l'humanité; qu'ils ne sont point infailibles, ni par eux-mêmes suffisamment éclairés quelle que soit leur intelligence; en un mot qu'il leur faut un conseil, un observateur de leurs actes, un surveillant : c'est la conscience publique, développée par la liberté de tous.

La liberté et le progrès sont le droit et le devoir, l'intérêt et la dignité de toutes les nations, de tous les hommes. Ainsi la Serbie, se

basant sur les principes de liberté et de progrès, fera cause commune avec l'ensemble des nations, des hommes ; et alors, le principe de nationalité étant admis dans le droit public de l'Europe, ce principe ne manquera pas, certainement, d'être reconnu et respecté aussi pour la nation serbe, qui veut ardemment se conformer à la justice universelle, aux progrès de la raison humaine.

D

Les progrès réalisés par la Serbie depuis son émancipation constatent que c'est seulement sous l'empire de la liberté et de l'indépendance nationale et humaine que la civilisation peut progresser.

Parmi les agents diplomatiques européens il y en a qui s'efforcent de prouver que le droit des peuples chrétiens d'Orient à une existence séparée, à un développement national, serait préjudiciable au progrès. Ces agents diplomatiques mettent en jeu tous les sophismes pour établir que les petits États jouissant du droit national, dans l'Europe orientale, sont en décadence, qu'il n'y a aucun commerce, aucun pro-

grès, en un mot que toutes les forces physiques et morales de ces petits États diminuent, se dissipent et s'éteignent. Ces allégations faites, on ne craint pas d'en déduire que les petits États d'Orient doivent être annexé à certaines « grandes puissances ».

Les progrès que la Serbie a réalisés depuis qu'elle est émancipée, mettent en évidence l'absurdité et la fausseté de tous les raisonnements dirigés contre le droit national des petits États d'Orient. Consultons la statistique, et les chiffres prouveront, mieux que tous les diplomates dispensateurs du droit des peuples et régulateurs de l'avenir, comment, sous l'impulsion émancipatrice, les forces serbes se sont accrues dans les proportions les plus avantageuses.

La population est considérée comme une base principale de la puissance de l'État. Or, cette population a pris, dans la Serbie émancipée, un essor si rapide qu'elle s'est presque doublée, seulement dans les premières cinq années de l'émancipation, de 1815 à 1820 ; tandis que, sous la domination turque, elle n'était que faiblement ascensionnelle, ou même en décroissance. Voici les résultats des recensements qui

ont eu lieu dans la principauté, de 1833 à 1866, résultats empruntés à la statistique publiée par le bureau statistique de Serbie :

Année.	Population.
1833.	678,129
1840.	828,895
1843.	859,545
1846.	913,160
1850.	956,893
1854.	998,919
1859.	1,100,879
1863.	1,138,405
1866.	1,215,576

La proportion de l'augmentation annuelle de cette population est donc, en moyenne, de 21,086.5 par 1,000,000 habitants.

D'après les races, la population de la Serbie se divise ainsi :

- 1,057,540 Serbes ;
- 127,326 Roumains ;
- 25,171 Czigans ou Bohémiens ;
- 5,539 étrangers divers.

Selon les cultes, il y a :

- 1,209,078 chrétiens du rit orthodoxe ;
- 6,498 non chrétiens, israélites et musulmans.

L'ensemble de la population est répartie, sur une étendue territoriale de 1,000 milles géographiques carrées, en 17 districts, comprenant 1,051 communes, 38 villes et 2,146 villages.

Comme un exemple du progrès de la civilisation en Serbie, depuis son émancipation, nous citerons ce que M. Ubicini, dans son livre (*les Serbes de Turquie*), constate de la ville capitale serbe, *Belgrade*.

« Belgrade, dit-il, a été longtemps considéré comme l'une des premières places fortes de l'Europe. On sait quel rôle important elle a joué dans l'histoire des luttes entre l'Autriche et les Turcs. En 1806, Belgrade n'était, comme la plupart des villes turques, qu'une grande bourgade, entièrement construite en bois, et totalement dénuée d'industrie et de négoce. Il renferme d'après le recensement de 1863 une population de 18,860 (mais d'après le recensement de 1866, 24,786) âmes, et est devenu (depuis l'émancipation de la Serbie) le centre d'un commerce important. Sa position, au confluent de la Save et du Danube, qu'un service régulier de navigation à vapeur met en com-

munication à Sissek avec le chemin de fer de l'Adriatique à Basiach avec les chemins de fer du sud de l'Autriche, en fait le principal entrepôt des marchandises à destination, non seulement de la Serbie, mais de toutes les provinces turques limitrophes. L'achèvement prochain de la ligne de Sissek à Semlin, l'exécution depuis longtemps projetée de la grande ligne qui, traversant la Serbie dans toute sa longueur, doit relier Vienne à Constantinople, en facilitant les communications et les moyens de transports, auront pour effet d'accroître encore la prospérité commerciale de Belgrade, qui, transformé en port franc, deviendrait bientôt le Hambourg d'Orient. »

La richesse ajoute des forces à la puissance d'un État; or voici comment la richesse s'est accrue dans la Serbie émancipée :

La somme du mouvement général du commerce, importations et exportations réunies, était en

1846	125,463,480 piastres (1 fr. = 5 piastres à peu près).
1862	165,938,280 —
1864	178,917,600 —

Ainsi pendant dix-huit années, de 1846-1864,

le mouvement général commercial présente une augmentation de 53,454,120 piastres.

Diverses sociétés se sont formées et se forment dans le but de favoriser l'agriculture, l'industrie et les diverses exploitations des richesses naturelles du pays. A Belgrade, une banque nationale a été établie; des institutions de crédit, des caisses d'épargne, etc., se multiplient dans la principauté. Des projets relatifs aux lignes de chemins de fer à tracer doivent être préparés pour la prochaine Assemblée nationale.

Depuis son émancipation politique, la Serbie a fait des progrès aussi sur le terrain de l'instruction publique, en organisant des écoles pour les divers degrés de l'enseignement. Selon les rapports officiels, il existait, dans la principauté, pour l'enseignement primaire :

	En 1863	En 1869
Écoles.	318	418
Instituteurs	388	514
Élèves.	13,563	17,928

Pour l'enseignement secondaire et professionnel, il existe, 6 gymnases, 2 supérieurs et 4 ordinaires; 1 séminaire, 1 école secondaire

pour les filles, à Belgrade, 2 écoles de commerce, à Belgrade et à Pojarevacz.

Pour l'enseignement supérieur, il y a une académie comprenant 3 facultés : de droit, de philosophie et de science. On s'occupe actuellement du projet de l'université qui doit être établie à Belgrade. Pour l'enseignement supérieur militaire, il est établi à Belgrade une académie spéciale, destinée à former des officiers pour l'infanterie, la cavalerie, et pour le corps d'état-major.

Dans le système de l'instruction publique sont compris encore : les écoles de dimanche, les cours publics, les conférences organisées parmi les maîtres d'écoles pour provoquer des discussions sur différentes questions relatives à l'instruction publique, les salles de lecture se multipliant sur les divers points du pays ; puis encore la société littéraire et scientifique ; la bibliothèque nationale, le musée d'antiquités ; des imprimeries et des librairies ; le théâtre national à Belgrade. Enfin des journaux divers, politiques, littéraires et scientifiques, officiels, officiels et indépendants se publient à Belgrade.

J'admets qu'il reste encore beaucoup à faire,

en Serbie, au point de vue du progrès ; mais, en présence des témoignages que je viens d'énumérer, aucun homme raisonnable ne contestera, que c'est seulement sous le règne de la liberté nationale et humaine que les forces physiques, morales et intellectuelles des Serbes, comme de tous les autres peuples, peuvent atteindre au plus haut degré de développement dont elles sont capables.

C'est en faveur de la Turquie et de l'Autriche que le droit national des Chrétiens d'Orient est combattu par certains agents diplomatiques ; or, la décadence sociale, politique, morale et matérielle de ces deux puissances est assez connue en Europe pour qu'on n'ait pas besoin de prouver l'inutilité du sacrifice que leur ferait une telle politique. Usés, vieillis et minés par une décomposition progressive, ces deux malades ne peuvent que continuer à être à charge à l'Europe, comme ils le sont à eux-mêmes, quels que fussent les moyens qu'on choisirait pour empêcher leur ruine aux dépens du droit national des Chrétiens d'Orient. En tous cas, admettre des attaques dirigées contre le droit national des petits États et au profit des puissances qui

en convoitent des lambeaux, ce serait évidemment bannir l'esprit de justice, le progrès et l'humanité de l'Europe.

E

Le spectre du panslavisme.

Ce qui excite particulièrement la crainte en Europe pour l'avenir des Chrétiens d'Orient, c'est le spectre rouge du *panslavisme*. Ceux qui sont intéressés dans l'oppression des peuples asservis, notamment les intrigants austro-hongrois, s'appliquent à présenter à l'Europe tout mouvement émancipateur des Slaves d'Autriche et des Chrétiens d'Orient comme sorti de la source *russe*, et pour la persuader ils emploient une tactique sans pareille. Que les Slaves d'Autriche s'opposent au système de ce dualisme qui, sous le manteau du libéralisme, veut établir la domination des éléments allemand et madgyar sur les Slaves et les autres peuples de l'empire, qui sont en majorité, et aussitôt la presse austro-hongroise met en circulation toutes les inventions possibles pour égarer l'opi-

nion de l'Europe, en lui montrant le spectre du panslavisme. Que les Slaves de Turquie protestent contre une oppression barbare, et réclament la liberté à laquelle chaque peuple et chaque homme ont droit, et les intrigants austro-hongrois sont à l'œuvre pour répandre des mensonges, afin de faire croire à l'Europe que toute manifestation émancipatrice des Chrétiens d'Orient est fomentée encore par la Russie. Selon les mêmes intrigants, c'est la Russie qui met en mouvement les Bohêmes, les Slovaques, les Croates, les Serbes d'Autriche, ainsi que ceux de Monténégro, de Serbie, de la Bosnie, de l'Herzégovine, de la Métohie et, enfin, les Bulgares, les Grecs, les Roumains, les Arméniens, toujours quand il s'agit simplement pour ces peuples de prouver qu'ils ont pris conscience d'eux-mêmes.

Ce qui est triste, c'est qu'une pareille tactique austro-hongroise ne se déploie pas sans un certain succès, c'est ainsi qu'il devient urgent pour la vérité, la liberté et la justice, d'éclairer l'opinion sur le spectre imaginé du panslavisme.

La vérité est que le lien religieux qui unit les Russes et les Chrétiens d'Orient pourraient

contribuer à l'absorption future de ces Chrétiens par la grande puissance du Nord, seulement dans le cas où ces Chrétiens n'auraient à choisir qu'entre la domination turque ou austro-hongroise et la domination russe. Posez cette alternative aux populations chrétiennes d'Orient et elles vous répondront, toutes d'une voix, qu'elles préféreraient le czarisme moscovite au faux libéralisme austro-hongrois ainsi qu'à la domination barbare turque. Demandez, au contraire, aux Chrétiens d'Orient s'ils seraient disposés à abdiquer leur droit de liberté et d'indépendance nationales en faveur de la domination russe, et ils vous répondront, de douze millions de voix, douze millions de *non*.

C'est là ce que la diplomatie russe comprend bien mieux que les autres puissances européennes; et c'est ce qui fait que cette même diplomatie ne cesse de s'opposer à tout ce qui contribuerait à réaliser la vraie liberté des peuples d'Orient. Ne l'avons-nous pas vue, cette diplomatie, marcher, la main dans la main, avec la Turquie et l'Autriche pour imposer au prince Miloch, en 1838, cette constitution qui était calculée de manière à détruire l'autonomie na-

tionale de la Serbie? Et aujourd'hui même, que le progrès du temps, la force des événements, la volonté ferme du peuple portent la principauté vers les réformes libérales, qui est le plus actif pour empêcher la réalisation de ces réformes? Que la diplomatie russe réponde à cette question; qu'elle prouve qu'elle est restée étrangère à ces intrigues politiques qui cherchent à fomentier et entretenir à Belgrade une réaction contre la régénération libérale de la Serbie.

Ce que la diplomatie russe, en réalité, veut en Orient, c'est d'exciter les passions religieuses entre les chrétiens et les musulmans, et de les entraîner dans des conflits qui auraient pour résultat l'affaiblissement réciproque des uns par les autres, affaiblissement qui ne permettrait plus ni aux chrétiens ni aux musulmans de s'opposer à un changement de maître à Constantinople. C'est seulement dans ce sens que le mot « émancipation des chrétiens d'Orient » est employé par la diplomatie russe; c'est encore dans ce sens que le système du despotisme, propre à tuer l'esprit de liberté et le sentiment de la dignité humaine dans la

masse, est vivement soutenu en Serbie par la diplomatie russe. Il y a eu un moment où certains diplomates russes ont ouvertement déclaré que la Russie soutiendrait plutôt une annexion des Slaves de l'Europe d'orient en faveur de l'Autriche, qu'elle ne serait disposée à approuver, ni même à tolérer un mouvement qui porterait les Serbes vers la réalisation de la liberté et de l'indépendance nationale. La raison en est bien claire. Un mouvement vraiment libéral et national serbe aboutirait à établir un centre commun d'action parmi les Chrétiens d'Orient, à poser la base d'une confédération des peuples libres, en vue de s'opposer énergiquement à toute espèce de conquête, d'annexion forcée, de domination par l'étranger; or, un pareil état des choses serait justement le contraire de ce que la diplomatie russe attend du peuple d'Orient. D'un autre côté, une annexion des Slaves de l'Europe orientale à la monarchie austro-hongroise ne serait qu'un avantage apparent et éphémère pour cette monarchie. En fait, cette annexion ne ferait qu'augmenter la majorité slave en Autriche, et la rendre d'autant plus redoutable pour l'empire, qu'elle serait

toujours disposée à échanger la domination austro-madgyare pour celle de la Russie, ne fût-ce que par l'attrait du changement, sous un joug contre lequel tous ceux qui le subissent partageraient une même haine.

C'est se tromper étrangement que de compter sur la sincérité des diplomates austro-madgyars, dans la question des réformes électorales. Une transformation sincèrement libérale de l'empire serait pour toujours le terme de toute domination des éléments allemand et madgyar sur les autres nationalités, en même temps qu'elle mettrait la majorité slave en position de devenir le centre de puissance morale et politique de l'État, ce que jamais les Allemands et les Madgyars ne voudront.

Tout autre cas où les Slaves, qui forment la majorité de l'empire, seraient condamnés à supporter une prédominance politique des Allemands et des Madgyars, pousserait ces Slaves à se jeter dans les bras de la Russie.

Voilà pourquoi la diplomatie russe ne saurait qu'applaudir, dans le fond de son cœur, à tout projet d'annexion des Slaves de l'Europe d'Orient à l'Autriche, bien qu'elle se donne les

apparences d'être la plus opposée à une telle annexion. On pourrait croire à la sincérité d'une pareille opposition, s'il s'agissait de remplacer immédiatement la domination turque, dans l'Orient, par la domination russe; mais, que ce changement immédiat devienne impossible, et la diplomatie russe trouvera son intérêt dans une annexion en faveur de l'Autriche; car cela ne ferait de la soumission de l'Europe d'Orient à la Russie qu'une question de temps, tandis qu'une émancipation complète et la confédération des peuples émancipés d'Orient donneraient un dernier coup au système de conquête et de centralisation monarchiques.

F

Prétentions annexionnistes de l'Autriche. — Les difficultés et les impossibilités de relever cet empire.

La triste situation dans laquelle se trouve l'Autriche depuis 1866 la pousse à chercher en dehors un soutien qu'elle ne trouve point chez elle. C'est ainsi qu'elle tourne davantage ses regards vers l'Orient. Elle croit pouvoir un jour réaliser ses projets d'annexion, d'abord de la

Bosnie et de l'Herzégovine, et ensuite de quelques autres parties de l'Europe orientale. Dans ce but, elle cherche à s'appuyer sur une « entente cordiale » avec les Madgyars, d'un côté, et, de l'autre, sur une alliance secrète avec certains hommes politiques de Croatie (1). La

(1) M. Strossmayer a publié dernièrement dans le *Tablet*, de Londres, une déclaration propre à faire croire que le lien religieux qui unit les hommes politiques croates et ceux de Vienne pourrait contribuer au développement des projets d'absorption des Slaves du sud par l'Autriche catholique. Cette déclaration de l'évêque croate la voici :

« Une notice, insérée dans votre numéro du 14 mai a attiré mon attention. Vous répétiez la phrase suivante, publiée dans le *Times*, et me concernant : « Il a donné plus d'une fois à entendre qu'il n'éprouverait aucune répugnance à demander, dans le cas où cela serait nécessaire à l'union des Slaves du Sud, la fusion de la minorité catholique à l'Église orientale grecque schismatique. » Le *Times* demandait qu'un catholique démentît cette assertion; je viens le faire.

« Toute ma vie, mes actes politiques et ecclésiastiques de ces derniers vingt ans démentent suffisamment cette assertion. J'ai toujours été fermement convaincu que la partie catholique de ma nation, lorsqu'elle aura adopté les principes du progrès dans tous les genres, sera appelée à répandre ces principes et à ramener à l'unité catholique la partie de notre pays qui en est séparée aujourd'hui. Ce n'était qu'afin d'atteindre ce but que j'ai fondé des institutions publiques telles que l'Académie des arts et des sciences; l'université catholique d'Agram; le couvent élevé à Diakovar, siège de mon évêché et destiné à l'institution des

désorganisation financière et militaire, où elle a été jetée par le désastre de Sadowa, ne lui

prêtres de l'ordre de saint François, dont la tâche est de répandre l'Évangile et la civilisation dans la *Bosnie turque*. J'ai fait restaurer l'ancien chapitre, tombé en ruine de Saint-Jérôme, fondé à Rome par les Illyriens, et cela dans le but d'établir un lien entre le saint-siège et les Slaves du sud. J'ai fait construire une grande cathédrale sur un territoire dont la majorité de la population appartient à l'Église grecque.

« Dieu aidant, cette cathédrale sera bientôt dédiée à saint Pierre, le centre de l'unité catholique. Tous ces faits prouvent suffisamment que ce qu'on a dit sur mon compte n'était qu'une calomnie malveillante.

« Rome, juin 1870.

« JOSEPH GEORGES STROSSMAYER,
« Evêque de Bosnie et de Sirmie. »

Que les principes de progrès répandus parmi les Slaves du sud leur dévoilent ce lien de solidarité qui les relie l'un à l'autre et leur montrent la nécessité de rechercher l'ensemble d'institutions les plus favorables au libre et complet développement de l'homme, on le comprend; mais que les principes du progrès doivent ramener à l'unité catholique tous les Slaves du sud, c'est là l'absurdité logique entre des choses qui n'ont entre elles aucun lien naturel. Le catholicisme consacre le principe d'autorité qui est la négation de la liberté de penser; cette liberté étant la condition nécessaire du progrès, qu'un catholique démontre dans quelle manière les principes de progrès pourraient ramener les Slaves à l'unité catholique. Le progrès se base sur la science, tandis que le catholicisme procède de la révélation; l'amour sacré de la vérité exige qu'entre ces deux choses il n'y ait aucune confusion.

permet pas, il est vrai, de donner tous les développements à ses projets d'annexion; mais elle s'efforce de s'assurer un dernier succès par une politique propre à prévenir toutes les complications dans l'Europe d'Orient, qui la pousseraient à sortir particulièrement d'une abstention que sa désorganisation lui impose. C'est ainsi qu'après la défaite de Sadowa elle a pris l'initiative de proposer aux puissances européennes une révision du traité de Paris, de 1866, dans le sens de la diplomatie russe, avec laquelle elle se trouvait bien d'accord, sinon pour ce qui concerne le partage de la Turquie, au moins pour ce qui serait propre à paralyser les efforts de liberté et de nationalité des Chrétiens d'Orient. C'est ainsi qu'elle s'est décidée à donner le conseil à la Porte de faire des concessions dans la question des forteresses serbes, afin d'éviter avec la Serbie une guerre qui pourrait amener un soulèvement général des Chrétiens d'Orient. C'est ainsi que l'empereur d'Autriche a fait un voyage en Orient, afin de contracter une alliance avec le sultan, dans le but d'empêcher l'émancipation et la reconstitution des nationalités d'Orient. C'est ainsi que toutes

les intrigues sont mises en jeu pour introduire la défiance et même la haine entre les Serbes, les Croates, les Bulgares, les Grecs et les Roumains, en posant et entretenant des questions de confessions religieuses, de territoire et tout sujet de division propre à maintenir ces peuples dans l'esclavage. C'est ainsi encore que les derniers événements sur le territoire des Bouches de Cattaro ont été provoqués d'en haut, pour mettre à l'épreuve le sentiment de la solidarité fraternelle des Slaves d'Autriche et des Slaves de l'Europe orientale, afin d'en juger la force et s'arranger pour l'avenir. C'est ainsi que l'Autriche, sous prétexte de civilisation, tend à mettre la main sur la Bosnie et l'Herzégovine, au moyen des intérêts commerciaux; ne l'avons-nous pas vue pousser avec une ardeur fiévreuse à l'adoption du projet du chemin de fer entre Vienne et Constantinople, qui, en laissant de côté la Serbie, traverserait les provinces dont elle convoite en premier lieu l'annexion? C'est ainsi, enfin, qu'on s'adonne à toutes les inventions et manœuvres pour faire croire à l'Europe que tout autre mouvement que celui qui amènerait les Slaves de l'Europe d'orient

sous la domination austro-hongroise, aboutirait au panslavisme.

On ne saurait vraiment que penser du bon sens de l'Europe si elle pouvait encore croire qu'une annexion des Slaves de Turquie à l'Autriche contribuerait à assurer l'avenir du monde contre le spectre du panslavisme; une pareille annexion étant évidemment la seule capable de pousser tous les Slaves dans les bras de la Russie.

Non, une agglomération des peuples conquis et asservis sous la domination austro-madgyare ne donnera jamais une garantie à l'Europe contre l'agrandissement du colosse du nord. L'Autriche ne s'efforce-t-elle pas, depuis qu'elle existe, à se consolider aux dépens de la liberté et de l'indépendance des nations? Or, les difficultés et les impossibilités du passé ne seront-elles pas les difficultés et les impossibilités de l'avenir? Ce serait entreprendre le travail de Sisyphe que de vouloir relever et fortifier l'Autriche, en ajoutant, par de nouvelles conquêtes ou des annexions forcées, à un empire dans lequel les peuples asservis n'ont rien de plus pressé que de briser cette machine compliquée que nul ne peut faire mouvoir et qui encombre

la voie, et de ressaisir leur liberté et leur indépendance nationale. Comment consolider une monarchie où tout tend à s'isoler, à redevenir particulier? Comment reconstruire un empire qui s'écroule de toutes parts, par suite de manque de l'esprit d'union entre des peuples divers d'origine, de langue, de mœurs, que des siècles d'efforts centralisateurs n'ont pu fusionner ensemble? La véritable union politique entre ces divers groupes nationaux ne peut naître que de l'égalité des droits, d'où résulterait une certaine égalité des conditions nécessaires au développement national. Or, comment attendre cette égalité des droits et des chances pour tous les groupes nationaux dans la monarchie austro-hongroise, où la liberté n'est et n'a jamais été le droit égal pour tous; où tout un système de privilèges et de monopoles, héritage du moyen âge, est employé comme moyens de maintenir la domination de la minorité allemande ou madgyare au détriment du droit d'autonomie des autres nationalités, qui forment la majorité; où enfin la « haute sagesse politique » consiste à pratiquer continuellement la vieille maxime : « Diviser pour régner », à intriguer d'en haut

pour mettre la jalousie réciproque des opprimés à la place de la haine commune de l'opprimeur ? Il fallait reprendre l'État dans ses bases, abolir toute espèce des privilèges, transformer la monarchie aristocratique en une confédération des peuples libres, telle que la confédération helvétique, et alors on pourrait raisonnablement s'attendre à ce que l'esprit d'union politique se développât dans les divers groupes nationaux, par la conscience d'eux-mêmes, et du droit et du devoir communs à tous, égaux pour tous. En tout autre cas, le sentiment de la nationalité et de la race l'emportera sur la puissance des maîtres austro-hongrois. En effet, à l'heure qu'il est, la politique centralisatrice austro-hongroise n'a plus même besoin de chercher des défaites. Qu'elle prenne le masque du libéralisme, ou bien qu'elle lutte à visage découvert, la conscience qu'ont les peuples d'eux-mêmes la réprouve. La dernière heure de la domination austro-hongroise a sonné, et la tâche de bâtir l'édifice de l'État sur l'inégalité des droits ne signifierait rien moins que de vouloir remplir le vide que la tour de Babel avait laissé entre la terre et le ciel.

G

Les mêmes difficultés, les mêmes impossibilités existent aussi pour la Turquie. — Tactique des puissances diplomatiques envers la Turquie. — Les vrais intérêts de l'Europe en harmonie avec l'émancipation des chrétiens d'Orient.

Ce que nous avons dit pour l'Autriche s'applique aussi à l'empire ottoman, les difficultés et les impossibilités qui ne permettent pas à cet empire de se relever, étant essentiellement les mêmes que celles de l'Autriche. Tant que les musulmans restent attachés à cette loi religieuse qui constitue une négation criante du principe d'égalité des droits de citoyen et d'homme; tant que ces musulmans veulent, à tout prix, dominer les Chrétiens et vivre aux dépens de ces Chrétiens, la Turquie ne peut que continuer à rester un monstrueux assemblage d'opprimés et d'opresseurs, une agglomération de races sans aucune cohésion morale et qui n'attendent qu'une occasion favorable pour se détacher pièce à pièce. Au reste, les longs et stériles efforts de la diplomatie d'Occident pour transformer et fortifier l'Empire turc, ont mis

en pleine évidence la vérité : que la régénération de cet empire est une illusion. Les prétendues réformes dont on a fait tant de bruit, n'existent que sur le papier et dans l'imagination de certains diplomates.

Quand on voit la diplomatie s'obstiner à combattre les tendances des Chrétiens d'Orient à reconquérir leur liberté et leur indépendance nationales vis-à-vis de la Turquie, on ne peut s'empêcher de supposer des calculs égoïstes et des ambitions intéressées chez les puissances que cette diplomatie représente. En effet, la lutte des rivalités engagée entre les puissances et leurs manœuvres contre une émancipation nationale de l'Europe d'Orient ne peuvent s'expliquer autrement. Voici les faits tels qu'ils se présentent.

Parmi les puissances diplomatiques, la Russie, la France et l'Angleterre appellent principalement l'attention ; quant à l'Autriche, ses projets vis-à-vis des peuples de l'Europe d'orient ont été déjà exposés.

La Russie, la France et l'Angleterre sont toujours restées d'accord pour empêcher une émancipation complète des peuples d'Orient et

la formation d'une confédération de ces peuples qui se baserait sur la liberté égale pour tous. C'est seulement dans la question sur les moyens à adopter que ces trois puissances ont différé. Ainsi, pendant que la diplomatie russe prenait pour prétexte le principe du christianisme, afin de se donner l'apparence de vouloir constamment protéger les chrétiens contre les musulmans, la diplomatie française se trouvait dans une position d'autant plus avantageuse qu'elle pouvait entretenir des relations avec les musulmans et à la fois avec les chrétiens. Grâce à la souplesse de langage des diplomates français qui leur permettait de faire allusion soit à la formation d'un congrès où les amours-propres et les résistances disparaîtraient devant un arbitrage suprême, soit à la probabilité d'un jour prochain où le glaive seul trancherait le nœud gordien de la question d'Orient, les musulmans et les chrétiens se laissaient également convaincre par ces diplomates. La politique de l'Angleterre était de paralyser les influences de la Russie et de la France. Dans ce but la diplomatie anglaise s'efforçait à maintenir le *statu quo* en Turquie. Son mot d'ordre était l'équilibre poli-

tique de l'Europe. Cet équilibre n'existait que dans la pensée, et l'Angleterre a dû faire des sacrifices continuels en faveur du maintien du *statu quo*. Il est positif que sans la série d'emprunts que la Turquie avait obtenus de l'Angleterre, l'Empire ottoman se serait depuis longtemps écroulé sous le poids de ses propres vices. L'odieux dans ce trafic financier, c'est que l'amortissement des capitaux empruntés n'a pu se faire qu'au moyen d'une spoliation des chrétiens par les mahométans, soit dans la forme des tributs imposés, soit au moyen des dîmes et des haratchs; de sorte que l'Angleterre se trouvait intéressée dans l'exploitation des opprimés par la barbarie. Voilà comment la diplomatie anglaise agissait en Orient en contradiction avec ces grands principes qu'elle représentait vis-à-vis des autres parties de l'Europe; voilà comment il est arrivé que la diplomatie de cette Angleterre qui est grande par la liberté dont elle jouit chez elle, et qui se vante d'avoir soutenu la même liberté pour la Suisse, pour la Belgique et pour l'Italie, est engagée en Orient dans une lutte contre la liberté!

Telle a été la tactique des trois puissances

dans la question d'Orient. On a joué avec les grands principes du christianisme, de civilisation et de liberté, joué avec les droits et le sang de douze millions de chrétiens; et tout cela pourquoi, sinon afin de pouvoir un jour partager le vaste empire turc entre les plus forts?

Heureusement, nous ne vivons plus dans le temps où la dissimulation et la ruse des diplomates suffisaient pour endormir les peuples, et où l'ambition et la convoitise pouvaient ainsi sans gêne travailler à l'agrandissement des puissants États aux dépens des petits peuples. L'opinion publique commence de nos jours à s'éclairer sur les vrais intérêts des nations, et celles-ci avancent, de progrès en progrès, dans la voie de la solidarité fraternelle.

Espérons que les gouvernements des grandes puissances seront aussi assez éclairés par l'enseignement du passé pour abandonner les projets vieilliss d'absorption des petits par les grands, où d'oppression des faibles par les forts; d'une telle absorption, d'une telle oppression, ne peuvent résulter que de cruels déchirements entre les divers peuples et les différentes races, des guerres qui entravent et arrêtent le progrès de

la civilisation et de l'humanité. Le meilleur et le seul moyen qui reste d'assurer la paix universelle et le bien de tous, est la liberté également reconnue et garantie pour toutes les nations, pour tous les hommes ; puissent les grandes puissances savoir respecter cette liberté universelle en acceptant les convictions démocratiques de notre époque !

En faisant abstraction de toutes prétentions ambitieuses, de tous projets de conquête ou de partage de la Turquie par les grandes puissances, je vais envisager l'intérêt d'une intervention étrangère dans la question d'Orient.

Ce qui pourra décider les puissances d'Occident à cette intervention, c'est, pour l'Angleterre, le besoin de maintenir la libre communication avec les Indes ; pour la France, de conserver toute liberté sur le canal de Suez ; et pour l'une et l'autre, d'assurer à leurs bâtiments de commerce l'accès de Constantinople, par une circulation libre sur les mers et dans les Dardanelles et le Bosphore. Or, où trouver des gardiens plus sûrs de la liberté de toutes les grandes routes d'Orient que dans les peuples libres et fédérés de ce même Orient, qui ont le plus besoin de

cette liberté des mers et du commerce? L'intérêt réel de la France, de l'Angleterre, de l'Europe, est ici évidemment en harmonie avec le droit le plus précieux des Chrétiens d'Orient, celui de s'émanciper pour constituer une confédération des peuples libres, ayant à Constantinople, comme ville libre, leur commun centre commercial.

Dans ces derniers temps l'influence de la Prusse a commencé de s'exercer dans l'Europe d'orient dans une mesure assez considérable pour préoccuper le monde politique. C'est notamment dans les principautés danubiennes que l'influence prussienne s'est manifestée par la présence d'un Hohenzollern sur le trône roumain. L'intérêt bien entendu de la Prusse ne peut être, d'un côté, que d'affaiblir en général les influences des puissances qui se disputent la conquête de Constantinople, et, de l'autre, de combattre en particulier toute prépondérance autrichienne ou russe qui pourrait se porter un jour à lui fermer la vallée du Danube, une des deux grandes voies du commerce entre l'Europe et l'Asie. C'est ainsi que l'influence de la Prusse dans l'Europe d'orient, en supposant

qu'elle se base sur l'intérêt bien entendu de l'Allemagne, qui doit nécessairement avoir la vallée du Danube ouverte et libre, ne saurait être préjudiciable à la cause nationale des Chrétiens d'Orient.

Ce qui est le plus rassurant pour leur avenir, c'est que ces chrétiens qui, avant la guerre de Crimée, ont compté sur l'appui de la Russie, et, après la guerre, sur celui de la diplomatie d'Occident, aujourd'hui que toutes leurs espérances sont trompées, ne comptent plus que sur leur bon droit et leurs propres forces.

VI

APPEL A LA PRESSE DÉMOCRATIQUE DE L'EUROPE FAIT AU NOM DES PATRIOTES SERBES

Je m'adresse, au nom des patriotes serbes, à la presse démocratique de l'Europe pour la solidarité fraternelle, qui seule pourra assurer la liberté comme droit égal pour toutes les nations, tous les hommes.

Quand il s'agit de combattre cette liberté, ses adversaires forment toujours une coalition fortement organisée; ils se prêtent un appui mutuel partout, sans distinction de culte, de nationalité, de race; ils persécutent dans l'Orient, de même que dans les autres parties de l'Europe, les défenseurs de la liberté et du progrès, alors même que ceux-ci se contentent de vouloir faire

accepter pacifiquement, par la persuasion, leurs convictions généreuses. Or, pour s'opposer avec succès aux ennemis coalisés contre cette liberté et ce progrès, les démocrates des divers pays doivent se connaître et se rapprocher en vue de former une alliance de peuple à peuple plus solide que celle de despote à despote. Une solidarité qui unirait les efforts démocratiques de l'Europe, placerait la question d'Orient dans des conditions toutes nouvelles; elle encouragerait les peuples et redoublerait leurs forces, de sorte que le triomphe des idées libérales et progressistes sur la barbarie et la conquête serait assuré.

La Serbie, comme centre politique des Slaves qui forment la majorité des populations de l'Europe d'orient, et comme ayant pour mission de se faire le porte-drapeau de la liberté et du progrès parmi ces populations, mérite une attention particulière de la presse démocratique européenne.

L'émancipation héroïque de la Serbie, au commencement de ce siècle, prouve de quoi les Serbes sont capables quand il s'agit d'affirmer l'imprescriptibilité des droits nationaux et

humains. Oui, les Serbes ont conservé en eux tous les éléments nécessaires à une reconstitution nationale et à une régénération politique, et ils persistent dans l'idée de réaliser leur liberté et leur indépendance. Depuis son émancipation, la Serbie a recueilli ses forces ; en se développant sur le terrain moral et intellectuel, elle n'a pas négligé non plus son développement physique. La nouvelle organisation de la défense nationale lui permet de mettre en activité, à tout moment et sur tout point du territoire, 100,000 citoyens armés pour la défense de la liberté et de l'indépendance nationales, pendant que le reste de sa milice, de 60,000 jusqu'à 100,000 hommes, forme la réserve. Que la Serbie se trouve forcée à revendiquer par les armes le droit naturel de toute nation, de tout homme à la liberté et à l'indépendance, et le succès lui est d'autant plus assuré que sur elle sont fixés les regards de tous les Chrétiens d'Orient.

Ces Chrétiens sentent aujourd'hui plus vivement que jamais le besoin et la nécessité de réunir leurs efforts dans le but de la défense commune. Ils comprennent très bien que la nationalité ne peut rien tant qu'elle restera

isolée ; mais qu'elle pourra tout, le jour où elle pourra s'appuyer sur un centre commun d'action, une confédération des peuples. Ils le savent et ils travailleront sans relâche à affermir cette union et cette solidarité qui doivent les rendre à eux-mêmes. La Serbie ne négligera rien à son tour pour se faire le foyer vivant des nobles sentiments qui rapprochent les peuples de l'Europe d'orient l'un de l'autre, et douze millions de Chrétiens, concertant unitairement l'emploi de leurs forces et de leurs moyens d'action, feront certainement triompher leur droit national sur les prétentions injustes de ceux qui ont pris l'inique habitude d'opprimer certains peuples afin de les spolier, de dominer les autres, afin de vivre à leurs dépens.

Ce que les patriotes serbes recommandaient à leurs confrères slaves, grecs, roumains, chrétiens et humains, dans l'Europe d'orient, se résume en ceci :

« Point d'isolement; point de barrière de religion, ni de race, ni de frontière entre nous tous; point de confiance aveugle envers ces puissances qui ne voient en nous qu'une machine vivante qu'elles écrasent et méprisent, ni

envers cette diplomatie qui retarde l'heure de la justice au lieu de l'avancer. Notre cause est inséparable de l'humanité; notre point d'appui, c'est la vérité, la conscience éclairée de nous-mêmes comme nations et comme hommes; l'union et la solidarité fraternelle sont notre force; une seule patrie pour nous tous, c'est la liberté; le but commun à atteindre, c'est une régénération de l'Europe orientale basée sur la libre association des hommes et sur la libre fédération des peuples, régénération qui doit se faire par la reconstitution de toutes les nationalités, sans qu'aucune liberté soit sacrifiée. »

Le principe que la presse démocratique doit soutenir vis-à-vis des peuples d'Orient, c'est le principe de *non-intervention*, qui est déjà consacré dans le droit international.

L'oppression barbare dont les peuples sont victimes, les prétentions annexionnistes et conquérantes auxquelles ils sont en butte, rendent nécessaire pour eux l'usage du droit de la défense. La Serbie a le devoir de porter secours aux opprimés voisins, dont quelques millions sont Serbes et dont l'avenir est inséparable de son avenir.

Pendant des siècles, la nation serbe, par ses vertus et ses actions héroïques, a contribué à sauvegarder la liberté et le progrès de l'Europe contre l'invasion de la barbarie asiatique : que la Serbie ne soit empêchée, par aucune intervention des puissances européennes, de remplir son double devoir, et envers elle-même et envers les peuples voisins ; qu'elle ait les mains libres pour accomplir sa mission dans l'Europe d'orient, et elle rendra encore un plus grand service à la civilisation et à l'humanité, celui d'aider à plus de douze millions d'esclaves à redevenir hommes par la voie de l'émancipation, de la liberté et du progrès.

Le principe de non-intervention suppose le droit des peuples de décider de leurs destinées par l'universalité du vote ; que ce droit soit reconnu et respecté comme base de la réorganisation de l'Europe orientale, et *le suffrage librement émis* des intéressés prouvera le mieux la ferme volonté des populations de l'Europe d'Orient de constituer *une confédération des nations libres*.

Je suis d'avance convaincu que la presse démocratique, loin de dédaigner les efforts libéraux

et progressistes de la Serbie et des Serbes, les encouragera moralement et les soutiendra fraternellement devant l'opinion publique.

FIN

ERRATA

Pag. 68, lig. 24 et 25, et pag. 69, lig. 1, au lieu de *un journaliste slovak, Hurban, et deux journalistes roumains, Roman et Arpad Chachy*, lisez *un journaliste slovak, Hurban, et un journaliste roumain, Roman*.

Pag. 107, lig. 3, au lieu de *appuyées par les interpellations de plusieurs députés au ministère*, lisez *appuyées par les interpellations de plusieurs députés adressées au ministère*.

Pag. 110, lig. 9, au lieu de *ne reposant*, lisez *ne reposait*.

Pag. 141, lig. 19, au lieu de *de les opposer*, lisez *afin de les opposer*.

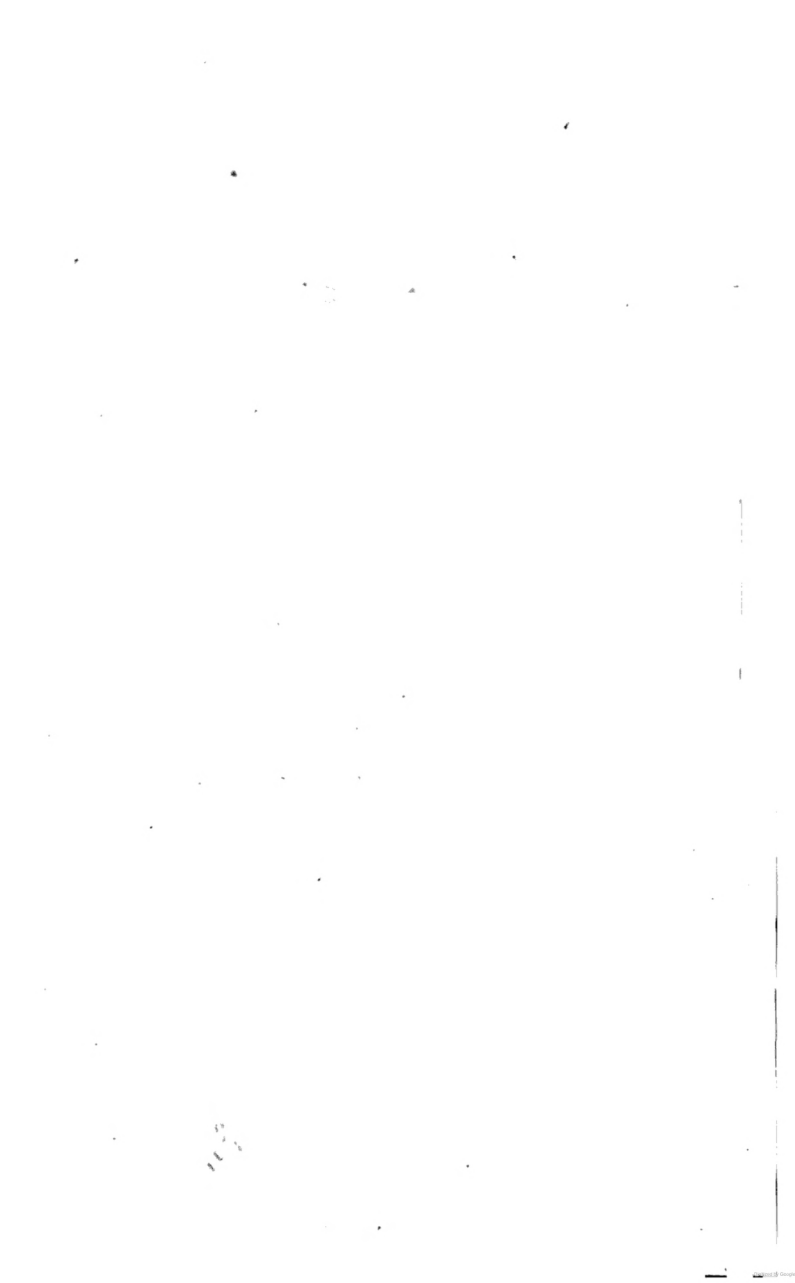
Pag. 175, lig. 3, au lieu de *le Ducatovezi*, lisez *les Ducatovezis*.

Pag. 211, lig. 11, au lieu de *la Vénétie*, lisez *de la Vénétie*.

Pag. 228, lig. 1, au lieu de *développées*, lisez *développée*.

TABLE DES MATIÈRES

I. Époque de l'indépendance nationale serbe. . . .	7
II. Chute de l'empire serbe	22
III. Division politique des Serbes après la chute de l'em- pire	26
I. — Les Serbes du Monténégro	26
II. — Les Serbes d'Autriche	39
III. — La Serbie	130
IV. — Les Serbes de Turquie	242
IV. Solidarité fraternelle serbe	251
V. Mission de la Serbie dans l'Europe d'orient . . .	260
VI. Appel à la presse démocratique de l'Europe, fait au nom des patriotes serbes	319



DR 341

. J 8





N MANCHES
INDIANA



ALF Collections Vault



3 0000 118 705 924